

RAPPORT SUR LE
**DÉVELOPPEMENT
HUMAIN** 2023-2024
PRÉSENTATION



**Sortir
de
l'impasse**

**Repenser
la coopération
dans un monde
polarisé**

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, enregistrée dans un système d'archivage ou transmise sous aucune forme ou par aucun moyen électronique, mécanique, photographique, enregistré ou autre, sans autorisation préalable.

Avertissement général. Les dénominations utilisées et la présentation des données dans la présente publication ne constituent pas l'expression par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'un quelconque avis concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant le tracé de ses frontières ou limites. Les lignes en pointillés sur les cartes représentent des lignes de frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent Rapport, comme celles des rapports précédents, ne représentent pas la position officielle du PNUD ni d'aucun des États Membres des Nations Unies qui font partie de son Conseil d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement approuvées par ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.

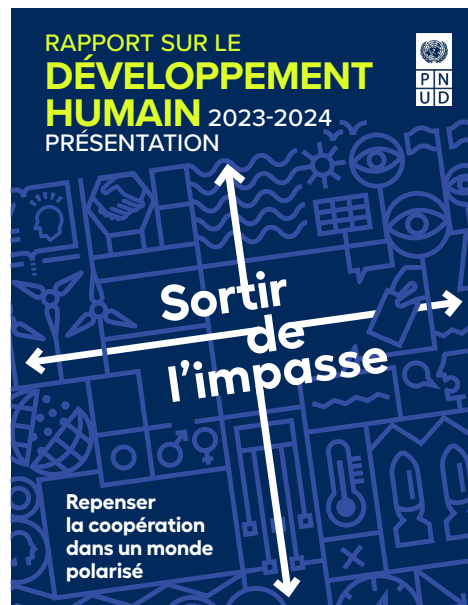
La mention de sociétés particulières ne signifie pas que celles-ci sont agréées ou recommandées par le PNUD de préférence à d'autres sociétés de nature similaire qui ne sont pas citées.

Certains des chiffres figurant dans la partie analytique du Rapport, lorsqu'ils sont indiqués, ont été estimés par le BRDH ou d'autres contributeurs au Rapport et ne sont pas nécessairement les statistiques officielles du pays, de la région ou du territoire concernés, qui peuvent utiliser d'autres méthodes. Tous les chiffres contenus dans l'Annexe statistique proviennent de sources officielles. Toutes les précautions raisonnables ont été prises par le BRDH pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, la publication imprimée est distribuée sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite.

La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation de la publication incombe au lecteur. En aucun cas, le BRDH et le PNUD ne sauraient être tenus responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Les contributions signées figurant dans les sections « Encadrés » et « Coups de projecteurs » représentent les opinions des auteurs et sont le résultat de recherches indépendantes relevant de la responsabilité de ces derniers. Elles ne représentent pas nécessairement la position ou les opinions du Bureau du Rapport sur le développement humain ou du PNUD. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité des auteurs. Les contributions sont présentées dans le Rapport afin de stimuler le débat et d'encourager les chercheurs et les décideurs à poursuivre le dialogue.

Imprimé aux États-Unis, par AGS, une filiale de RR Donnelley, sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales.



Le Rapport sur le développement
humain 2023-2024



**RAPPORT SUR
LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2023-2024**

PRÉSENTATION

Sortir de l'impasse

Repenser la coopération dans un monde polarisé

Équipe

Directeur et auteur principal

Pedro Conceição

Recherche et statistiques

Cecilia Calderón, Pratibha Gautam, Moumita Ghorai, Divya Goyal, Yu-Chieh Hsu, Christina Lengfelder, Brian Lutz, Tasneem Mirza, Rehana Mohammed, Josefin Pasanen, Fernanda Pavez Esbry, Antonio Reyes González, Som Kumar Shrestha, Ajita Singh, Heriberto Tapia et Yanchun Zhang.

Supports numériques, gestion des données et des connaissances, communication, opérations, rapports nationaux sur le développement humain

Nasantuya Chuluun, Jon Hall, Seockhwan Bryce Hwang, Nicole Igloi, Admir Jahic, Mohammad Kumail Jawadi, Fe Juarez Shanahan, Minji Kwag, Ana Porras, Stanislav Sailing, Marium Soomro et Sajia Wais.

Comité consultatif du Rapport sur le développement humain 2023-2024

Co-présidents	Tharman Shanmugaratnam Président de la République de Singapour	Joseph E. Stiglitz Professeur d'université, Université Columbia		
Membres	Olu Ajakaiye Président exécutif, African Centre for Shared Development Capacity Building, Nigéria	Scott Barrett Professeur d'économie des ressources naturelles, Lenfest-Earth Institute, Université Columbia	Kaushik Basu Professeur d'études internationales, Université Cornell	Laura Chincilla Ancienne présidente de la République du Costa Rica
	Diane Coyle Professeure de politique publique et codirectrice de l'Institut Bennett de politique publique, Université de Cambridge	Oeindrila Dube Professeure Philip K. Pearson, Harris School of Public Policy, Université de Chicago	Cai Fang Expert en chef de National Think Tank et membre de l'Académie chinoise des sciences sociales	Marc Fleurbaey Directeur de recherche, CNRS ; professeur, École d'économie de Paris ; professeur associé, École normale supérieure, Paris
	Ravi Kanbur Professeur, Université Cornell	Judith Kelley Doyenne, Sanford School of Public Policy, université Duke	Melissa Leach Directrice, Institute of Development Studies	Harini Nagendra Directrice du Centre de recherche, et professeure et responsable du Centre pour le changement climatique et la durabilité, Université Azim Premji
	Abebe Shimeles Professeur honoraire, Département d'économie, Université du Cap, Afrique du Sud, et conseiller économique principal ; directeur de recherche sortant, Consortium pour la recherche économique en Afrique	Belinda Reyers Professeure, université de Pretoria ; chercheuse affiliée, Beijer Institute of Ecological Economics, Académie royale des sciences de Suède	Ilona Szabo De Carvalho Cofondatrice et présidente de l'Institut Igarape, Brésil	Krushil Watene Professeur associé de la chaire de philosophie Peter Kraus, université d'Auckland

Avant-propos

Nous vivons dans un monde étroitement interconnecté. Pourtant, des défis communs et interdépendants à l'échelle mondiale comme les changements climatiques galopant, dépassent les capacités de nos institutions à y répondre. Nous sommes confrontés à une « impasse mondiale », exacerbée par la polarisation croissante au sein de nos pays, qui se matérialise par des obstacles à la coopération internationale.

Pourquoi sommes-nous tellement bloqués, malgré toutes les richesses et les technologies dont nous disposons ? Est-il possible de mobiliser l'action pour relever nos défis communs dans un monde si fortement polarisé ? Ces questions sous-tendent le Rapport sur le développement humain 2023-2024. S'appuyant résolument sur les avancées mises en avant dans les rapports précédents, le présent Rapport nous rappelle que nos aspirations communes en matière de développement doivent aller au-delà des réalisations liées au bien-être et permettre également aux individus de se sentir davantage maîtres de leur vie, moins menacés et plus à même d'agir face à des défis communs.

Le bilan humain de cette impasse est très lourd, en vies perdues, en occasions manquées, en sentiments de désespoir. Après 20 ans de progrès, et pour la première fois, l'écart dans les valeurs de l'indice de développement humain (IDH), lequel mesure la santé, le niveau d'éducation et le niveau de vie de la population d'un pays, se creuse entre les pays qui se situent au bas du classement de l'indice et ceux les mieux classés. Après les déclin enregistés en 2020 et 2021 dans les valeurs de l'IDH, le monde a eu l'occasion de reconstruire en mieux pour l'avenir, mais le présent Rapport sur le développement humain montre qu'au lieu de cela, notre communauté mondiale ne parvient pas à agir face aux défis communs. Les décès durant les combats et les déplacements dus aux conflits violents augmentent, atteignant les niveaux les plus élevés depuis la Seconde Guerre mondiale. L'année 2023, qui marque le début d'une décennie de températures de plus en plus élevées, a été la plus chaude jamais enregistrée. La progression du développement humain s'est infléchi et est désormais en-deçà de sa trajectoire d'avant 2019, ce qui risque d'entraîner des pertes irréversibles dans ce domaine.

À moins que nous ne changions de cap.

Nous pouvons encore corriger les inégalités de développement humain, mais il nous faut rapidement

tirer certaines leçons. Les auteurs du Rapport affirment tout d'abord que nous devons tirer parti des connexions mondiales, en choisissant la coopération plutôt que le conflit. Le Rapport montre comment la mauvaise gestion des interdépendances transfrontalières (la réponse à la pandémie de COVID-19, par exemple) est à l'origine de nombreux problèmes contemporains, qui vont du surendettement de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire jusqu'aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire, en passant par un sentiment généralisé d'impuissance dans le monde entier. Une nouvelle analyse contenue dans le Rapport, fondée sur les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs, montre que seule la moitié de la population mondiale a le sentiment de contrôler sa vie et que seul un tiers des personnes pensent que leur voix est entendue au sein de leur système politique.

À l'avenir, les possibilités et les difficultés partagées à l'échelle mondiale ne feront qu'augmenter. Outre la forte interdépendance économique, deux principaux facteurs d'interdépendance sont susceptibles de façonner notre avenir durant les prochaines décennies. Tout d'abord, les dangereux changements planétaires de l'Anthropocène approfondissent les connexions mondiales entre les sociétés, les économies et les écosystèmes : les virus, les microplastiques dans nos océans et les incendies de forêt ne se soucient guère des frontières nationales. Comme l'affirment les auteurs du Rapport, nous pouvons choisir de démondialiser, mais nous ne pouvons pas « déplanétiser ». En outre, la révolution numérique en cours a entraîné une augmentation vertigineuse de l'échange de données, d'idées et de cultures entre les sociétés.

Pour sortir de l'impasse, le Rapport invite à repenser la coopération en poursuivant trois objectifs pour lesquels il encourage le monde à se battre.

Premièrement, il est impératif de rechercher un terrain d'entente tout en acceptant que les individus ont le droit de rester attachés à leurs différents intérêts et priorités. Dissiper un brouillard de fausses différences, ou perceptions erronées, est l'un des moyens les plus efficaces de faire changer les comportements en faveur d'une coopération qui permette de relever des défis communs.

Deuxièmement, nous devons permettre aux individus de poursuivre leurs ambitions légitimes et naturelles en matière de sécurité humaine sans verser dans le protectionnisme. Cela fait maintenant 30 ans que la notion

de sécurité humaine a été introduite par le Rapport sur le développement humain 1994. Elle renvoie à ce qui donne aux individus la capacité d'agir nécessaire pour façonner leur vie à l'abri de la peur, du besoin et de l'indignité. De la transition énergétique à l'intelligence artificielle, la discussion sur les risques et les défis doit être rééquilibrée en l'articulant de façon cohérente avec la possibilité de vivre, pour la première fois, avec un trop-plein d'énergie et une intelligence artificielle qui permet aux individus de faire plus de choses.

Troisièmement, nous avons besoin d'une architecture adaptée au XXI^e siècle afin de fournir des biens publics mondiaux dans le cadre d'une coopération internationale. Il s'agit notamment des biens publics planétaires nécessaires pour évoluer dans l'Anthropocène, depuis l'atténuation des changements climatiques jusqu'à la préparation aux pandémies en passant par la préservation de la biodiversité, ainsi que de l'infrastructure publique numérique et des biens publics numériques qui permettraient de tirer parti de la révolution numérique pour donner les moyens aux populations de prospérer de manière plus équitable. Les biens publics mondiaux sont essentiels pour notre avenir interdépendant en tant que citoyens du monde et demandent de repenser la finance

internationale pour compléter l'aide au développement (pour soutenir les pays pauvres) et l'aide humanitaire (pour sauver des vies dans les situations de crise).

Nous devons en effet admettre le fait indéniable que nous avons désormais accès à de nouveaux mécanismes financiers, à des technologies extraordinaires et à notre plus grand atout : l'ingéniosité humaine et nos capacités de coopération. Pourtant, aujourd'hui, les psychologues avertissent que de nombreux enfants se disent anxieux et ont l'impression de vivre dans un monde qui ne se préoccupe pas de leur avenir. Le présent Rapport est un cri de ralliement : nous pouvons et nous devons faire mieux. Il décrit des voies à suivre pour l'avenir et nous invite à engager un dialogue sur la façon de repenser la coopération.

A handwritten signature in black ink, reading 'Achim Steiner'.

Achim Steiner

Administrateur

Programme des Nations Unies pour le développement

Remerciements

Quel est l'intérêt de produire un Rapport sur le développement humain en temps de guerre ? Non seulement les guerres entre pays et à l'intérieur des pays, mais aussi les guerres avec notre planète, avec nous-mêmes et avec notre avenir ? Ces questions ont pesé lourd dans nos esprits, mais elles ont peu à peu renforcé la détermination de l'équipe, animée par la conviction que les messages récurrents des Rapports sur le développement humain successifs sont plus pertinents que jamais. Il faut répéter et réaffirmer ces messages, car même s'ils ont été dits et redits à maintes reprises, ils semblent de plus en plus relégués à l'arrière-plan. La primauté de la personne en tant qu'objet et agent du développement. L'importance cruciale de permettre aux individus de vivre à l'abri du besoin, de la peur et de l'indignité est toujours d'actualité 30 ans après l'introduction de la notion de sécurité humaine dans le Rapport sur le développement humain 1994.

Le présent Rapport, comme les autres Rapports sur le développement humain, examine les obstacles qui empêchent les individus de vivre pleinement leur vie et ce qu'il faut faire pour les surmonter. Il y a beaucoup de nouveautés dans le monde d'aujourd'hui. S'appuyant sur le Rapport sur le développement humain 2021/2022, qui a décrit la polarisation comme un obstacle à la résolution des problèmes communs constituant l'une des nouvelles couches d'incertitude auxquelles le monde est confronté, le présent Rapport propose une analyse approfondie des raisons pour lesquelles la polarisation s'accroît, de la manière dont cela empêche l'action collective d'avancer et de la façon de repenser la coopération pour sortir de cette impasse. Le Rapport n'a pu voir le jour que grâce aux encouragements, à la générosité et aux contributions d'un grand nombre de personnes, qui ne sont qu'imparfaitement

et partiellement reconnues dans ces remerciements.

Les membres du Comité consultatif sont salués aux côtés de l'équipe du Rapport, pour leurs contributions fondamentales au cadrage et à l'analyse du Rapport. Nous tenons toutefois à saluer tout particulièrement le président Tharman Shanmugaratnam, a gracieusement et généreusement assuré la coprésidence du Comité consultatif depuis 2019, et qui a accepté de continuer à exercer ce rôle même après avoir assumé de hautes fonctions. Toute notre équipe et tous ceux qui s'intéressent au développement humain et au développement en général doivent à ce titre une immense gratitude au président Tharman.

En complément des conseils de notre Comité consultatif, le Groupe consultatif sur les statistiques du Rapport a fourni des orientations sur plusieurs aspects relatifs à la méthodologie et aux données du Rapport, en particulier en ce qui concerne le calcul des indices de développement humain présentés dans le Rapport. Nous remercions tous les membres de ce groupe, à savoir Mario Biggieri, Camilo Ceita, Ludgarde Coppens, Koen Decancq, Thomas Helgeson, Jason Hickel, Milorad Kovacevic, Steve Macfeeys, Silvia Montoya, Shantanu Mukherjee, Ekaterina Poleshchuk, Michaela Saisana, Hany Torky, Mohd Uzir et Dany Wazen.

Pour toutes les données, contributions écrites et examens par les pairs des projets de chapitres du Rapport, nous remercions également Barbara Adams, Scott Barret, Cornelia Betsch, Robert Böhm, Wolfgang Buchholz, Leonardo Bursztyn, Fernando Casal Bertoa, Patricia Clavin, Tiago Devesa, Charles Efferson, Charlotte Fiedler, Odd-Helge Fjeldstad, Katha Freistein, Karla Daniela González, Kenneth Harttgen, Nicole Hassoun, Luca Henkel, Joseph Henrich, Tadashi Hirai, Ingrid Home Sjursen,

Eduardo Ibarra-Olivio, Solava Ibrahim, Otto Ilona, Julia Leininger, Andrea Marinucci, Ronald Mendoza, José Antonio Ocampo, Laura Pereira, Hannah Pool, Marcela Rios Tobar, Todd Sandler, Emanuele Sapienza, Armin von Schiller, Tobias Schillings, Phillip Sprengholz, Andrew Thompson, Jurel Yap et Sarah White.

Nous sommes particulièrement reconnaissants de l'étroite collaboration menée avec nos partenaires : le Conseil international des sciences, notamment Peter Gluckman et Megha Sud ; la Lloyd's Register Foundation, notamment Suela Aksoy et Ed Morrow ; le McKinsey Global Institute, notamment Anu Madgavkar ; l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, notamment Siri Aas Rustad, Andrew Arasmith, Kristine Helskog et Gudrun Østby ; le réseau South-North Scholars, notamment Nino Nadirashvili et Charlie Zong ; Climate Impact Lab, notamment Hannah Hess ; Gallup, notamment Jon Clifton et Andrew Rzepa ; le Global Policy Laboratory, notamment Solomon Hsiang, Jonathan Proctor et Luke Sherman ; l'Association pour le développement humain et les capacités, notamment Ann Mitchell et Melanie Walker ; l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, notamment Luis Gomez Echeverri, Pratik Patil et Elena Rovenskaya ; l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, notamment Sabina Alkire, Maya Evans, Alexandra Fortacz et Usha Kanagaratnam ; la Banque mondiale, notamment Indermit Gill et Luis Felipe López-Calva ; le World Inequality lab, notamment Lucas Chancel ; nous sommes également reconnaissants des collaborations de recherche menées avec Ingvild Almås, David Blanchflower, Alexander Bryson, Erle Ellis, Nicholas Depsky, Paul Hufe, Diren Kocakusak, Justin E. Lane, Stephen Sepaniak et F. LeRon Shults.

Plusieurs consultations avec des

experts thématiques et régionaux et de nombreuses consultations informelles avec diverses personnes sans rôle officiel ont été organisées dans le cadre de la préparation du Rapport de cette année. Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions durant ces consultations : Ima Abdul Rahim, Lina Abirafeh, Jeremy Adelman, Arun Agrawal, Aroe Ajani, Fonteh Akum, Henry Alinaitwe, Ingvald Almås, Tariq Al-Olaïmy, Sherine Al-Shawarby, Phillip Apuuli Kasaija, Elsie Attafuah, Tan Sri Azman Hj Mokhtar, Joe Bak-Coleman, Anne Bardsley, Carl Bergstrom, Amar Bhattacharya, Debapriya Bhattacharya, Haroon Bhorat, Roberto Bissio, Lia Brazil, Carlos Brown, Joanna Bryson, Vural Çakır, Miguel Centeno, Tan Sri Dato Seri Jeffrey Cheah, Sysan Clayton, Sarah Cliffe, Dawnelle Clyne, Flavio Comim, Alistair Cook, Vanesa D'Alessandre, Yves Daccord, Isabel de Saint Malo, Dagomar Degroot, Faisal Devji, Catherine D'Ignazio, Ishac Diwan, Jamie Drummond, Jaco Eyelu, Nadim Farajalla, Hege Fisknes, Peter Frankopan, Jemima Garcia-Godos, Nilanjan Ghosh, Andrew Grotto, John Haldon, Corinne Heckmann, Oli Henman, Luis Hernán Vargas, Eria Hisali, Karla Hoff, Nadim Houry, Saleemul Huq, Nigar Islamli, Andry Ivanov, Jennifer Jacquet, Rasha Jarhum, Xu Jin, Mitzi Jonelle Tan, Tehmina Kaosji, Ibrahim Kasirye, Lina Khatib, Julius Kiiza, Ruth Kitamirike, Martin Korte, Nagesh Kumar, Oliver Lacey Hall, Michèle Lamont, Lyse Langlois, Julia Leininger, Sharachchandra Lele, Hod Lipson, Genevieve Lively, Hela Lotz-Sisitka, Winnifred Louis, Fatmata Lovetta Sesay, Tan Sri Jamilah Mahmod, Andrés Malamud, Beckie Malay, Yadvinder Malhi, Kanchan K. Malik, Heghine Manasyan, Emma Marris, Steve McCriston, Tarik Megerisi, Emel Memis, Rana Mitter, Roman Mogilevskii, Petra Molnar, Samar Muhareb, Khalid Mustafa Medani, Mwambutsya Ndebesa, Sjeila Ngatria, Dianah Ngui Muchai, Ibrahim Okumu, Iliana Olivié, Margie Ong, Mavis Owusu-Gyamfi, Foteini Papagioti, Toril-Iren Pedersen, Tawana Petty, Seeta Prabhu, Cristelle Pratt, Satin Seri Sunita Rajakumar, Michael Robbins, Emma Ruttkamp-Bloem, Silvia Salvatici, Marc Saner, Mahendhiran Sanggaran Nair, Carlos Scartascini, Mario Scharfbilli, Kareem Shaheen, Binyam Sisay Mendisu, Scott Smith, Masashi Soga, Hema

Sridar, Erika Stael von Holstein, Abida Suleri, Zeynep Tufekci, Gatoloaifaana Tilianamua Afamasaga, Lucas Tse, Tania Vásquez Luque, Harvey Whitehouse, Deborah Willing, John Willshire, Jiajun Xu, Ong Keng Yong, Zhang Yujun, Anis Yuszal Yusoff et Yingqin Zheng.

Nous sommes reconnaissants pour les dialogues particulièrement étroits menés à l'université Duke, avec Stephanie Alt Lamm, Sarah Bermeo, Nadia Chamberlain, Judith Kelley, Anirudh Krishna, Eddy Malesky et Kerilyn Shewel ; à l'université de Chicago, avec Natalie Arsenault, Alison Baulos, Luis Bettencourt, Christopher Blattman, Emily Grant, Michael Greenstone, Gary Herrigel et Mathias Staisch ; à l'université Georgetown, avec Dagomar Degroot ; et à l'université Yale, avec David Alzate, David Engerman, Jessica Faieta, Ardina Hasanbasri, Jim Levinsohn, Costas Meghir, Aishwarya Ratan, Ernesto Zedillo et Emma Sky, boursière du programme Yale Greenberg World Fellow. Nous sommes heureux d'avoir compté avec la collaboration d'universitaires du réseau South-South Global Thinkers.

D'autres personnes, trop nombreuses pour être citées ici, ont également apporté leur soutien. On trouvera la liste des consultations à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/towards-hdr-2023>. Nos remerciements sincères vont également à nos nombreux collègues de la famille des Nations Unies pour leurs contributions, leur soutien et leur aide, notamment Michèle Griffin, du Cabinet du Secrétaire général ; Dima Al-Khatib, Zanofer Ismalbebe et Naveeda Nazirdu, du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ; Xavier Longan, Marina Ponti et Olcay Tetik, de la Campagne d'action pour les objectifs de développement durable ; Ginette Azcona et Papa Seck, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; Rafael Díaz de Medina, Youcef Ghellab, Roger Gomis, Steven Kapsos et Sangeon Lee, de l'Organisation internationale du Travail ; Patrick Gerland, de la Division de la population des Nations Unies ; Dany Ghafari, du Programme des Nations Unies pour l'environnement ; Olivier Labé, Alasdair McWilliam, Patrick Montjoudes et Said Ould Ahmedou Voffal, de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ; et Rahul Lahoti, de

l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies. Nous exprimons également notre plus grande gratitude à tous les bureaux régionaux et centraux ainsi qu'aux bureaux de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Nos collègues du PNUD nous ont apporté leurs avis et contributions et ont organisé des consultations. Nous remercions Jairo Acuna Alfaro, Tehmina Akhtar, Abdallah Al Dardari, Darah Aljoudar, Elsie Attafuah, Julie Axelsen, Niloy Banerjee, Fiona Bayat-Renoux, Julie Berg, Tessa Bertrand, Georgiana Braga'Orillard, Michele Candotti, Alessandra Casazza, Angelique M. Crumbly, Mirko Ebelshaeuser, Maja Edfast, Ahunna Eziakonwa, Alfonso Fernández, Almudena Fernández, Sara Ferrer, Arvinn Gadgil, Raymond Gilpin, Carolina Given Sjölander, George Gray Molina, Janil Greenaway, Niamh Hanafin, Wenwen He, Caroline Hopper-Box, Vanessa Howe-Jones, Ghida Ismail, Tomohiro Kawase, Julia Kercher, Adithya Kumar, Raquel Lagunas, Bas Leurs, Sarah Lister, Fatmata Lovetta Sesay, Zhaoxi Meng, Ulrika Modeér, Luca Monge Roggarello, Annet Mpabulungi Wakabi, Michelle Muschett, Marcos Athias Neto, Sjeila Ngatria, Shoko Noda, Mizuho Okimoto-Kaewtathip, Robert Opp, Anna Ortubia, Thangavel Palanivel, Prachi Paliwal, Stefano Pettinato, Ricardo Pineda, Sarah Poole, Corli Pretorius, Georgios Profilliotis, Soha Rasheed, Luca Renda, Carolina Rivera Vázquez, Sara Maaria Saastamoinen, Philip Schellekens, Bahdja Sehli, Narue Shiki, Ashvinder Singh Pramjit Singh, Ben Slay, Anca Stoica, Rania Tarazi, David Tat Ui Tan, Claire van der Vaeren, Federico Vaz, Francis Wasswa, Kanni Wignaraja, Bronwyn Williams, Clarise Wilson, Haoliang Xu, Shinobu Yamaguchi et Ivana Živković. Nous remercions également tous les membres du personnel du PNUD chargés de repérer des signaux et ceux des laboratoires d'accélération du PNUD qui ont participé aux consultations.

Nous avons eu la chance de pouvoir compter sur le soutien des consultantes opérationnelles Judey Austin, Beatrice Chinapen et Milagros Feliciano, ainsi que sur des stagiaires et des vérificateurs de faits talentueux : Dopé Adjor, Natalia Aguilar Ruiz, Edwige Bayili, Parth Chawla, Seussler

Daniel, Modi Michael Elisa, Morgane Hamza, Sijie Han, Yingyilong Hu, Jessica Karki, Alive Lassman, Danielle Mallon, Luiza Nakamura, Paricia Nogueira, Nazifa Rafa, Maria Nathalia Ramirez, Yu-Ya Rong, Laura Sanzarelo, Zahraa Shabana, Ching To Chung, Diego Vallejo, Yuqing Wang, Xuan Yi et Moya Zhu.

Le Bureau du Rapport sur le développement humain souhaite également exprimer sa sincère gratitude à la République de Corée ainsi qu'aux Gouvernements du Japon et du Portugal pour leurs contributions financières. Leur soutien continu est vivement apprécié et demeure essentiel.

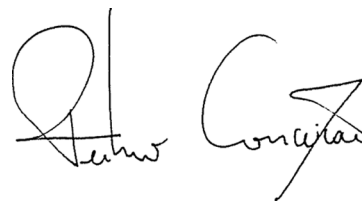
Nous ne saurions omettre de saluer le travail très professionnel de révision et de mise en page de l'équipe de Communications Development Incorporated, sous la direction de Bruce Ross-Larson et composée de Joe Caponio, Meta de Coquereaumont, Mike

Crumplar, Christopher Trott et Elaine Wilson. Nous tenons tout particulièrement à remercier Bruce, participe tellement au processus qu'il fait pratiquement partie de l'équipe, comme il le fait pour tous les Rapports sur le développement humain élaborés au fil des décennies.

Nous tenons à rendre un hommage chaleureux à la mémoire d'Inge Kaul, l'une des premières responsables du Bureau du Rapport sur le développement humain et une pionnière de la recherche sur les biens publics mondiaux, sur lesquels ce Rapport revient, ainsi qu'une intellectuelle et mentor farouchement indépendante. Nous la regrettons infiniment.

Enfin, il est difficile d'exprimer toute l'ampleur de notre reconnaissance envers l'Administrateur du PNUD, Achim Steiner. En nous donnant la possibilité et la liberté

d'explorer et de prendre des risques, d'essayer de nouvelles choses, non seulement dans les Rapports sur le développement humain, mais pas seulement, y compris des innovations sans précédent telles que la plateforme *Human Climate Horizons* (<https://horizons.hdr.undp.org/>), il fait toujours preuve de générosité en prenant le temps (une denrée précieuse !) de partager sa sagesse avec l'équipe. Notre Bureau s'appelle le Bureau du Rapport sur le développement humain, mais, comme il nous le rappelle toujours, l'objectif n'est pas de produire un rapport, mais de faire avancer les débats sur le développement humain et d'inviter les décideurs à prendre part à l'analyse. Comme toujours, nous faisons tout notre possible pour répondre à cette aspiration.



Pedro Conceição

Directeur

Bureau du Rapport sur le développement humain

Table des matières du Rapport sur le développement humain 2023-2024

Foreword

Acknowledgements

Snapshot

Overview

PART I

Advancing human development in an interdependent world

CHAPTER 1

Human development suffers when interdependence is mismanaged

Building forward weaker? An unequal and incomplete recovery in human development from the 2020–2021 dip

Mismanaging interdependence imposes costs on human development

Prospects for advancing agency and wellbeing will be shaped by the management of interdependence

CHAPTER 2

Global interdependence persists—but is being reshaped

The persistence of global ties—a hyperconnected world with multiple global interdependences

Global interdependence is being reshaped and likely to persist well into the future

CHAPTER 3

Providing global public goods to manage interdependence

What are global public goods?

What does it take to provide global public goods? They are not created equal

Applying a global public goods lens to the response to Covid-19

PART II

Reimagining cooperation by expanding agency and easing polarization

CHAPTER 4

Examining how to enhance collective action

Start with a standard selfish choice model of behaviour

Apply insights from behavioural science, but handle with care

Recognize how culture shapes behaviour and institutions

CHAPTER 5

Expanding agency for collective action

How agency gaps hinder collective action

Narrowing agency gaps to foster collective action

Institutions to bring collective action to scale—people-centred, co-owned and future-oriented

CHAPTER 6

Breaking the gridlock to enhance collective action

How does political polarization come about?

Political polarization imperils cooperation

Enhancing international collective action—now

Notes

References

BOXES

- 0.1** Global public goods 101: What are summation, best-shot and weakest-link global public goods?
- 2.1** A smartphone's global journey—a tale of cross-border economic, social and environmental impacts
- 2.2** Human mobility in the face of climate change: The case of Viet Nam
- S2.2.1** Relational and interdependent wellbeing
- 3.1** Digital public infrastructure and digital public goods
- 3.2** What drives countries to contribute to global public goods?
- 4.1** A standard selfish choice model of behaviour
- 4.2** A behavioural choice model of decisionmaking
- 4.3** Social preferences can scale up
- 4.4** “It’s not a lie if you believe it”—Beliefs, social norms and collective action
- 4.5** The promise and peril of nudges in changing behaviour
- 4.6** Social context shapes what people do and how they see themselves
- 4.7** Where are the politics?
- 5.1** Promoting more deliberative forms of citizen participation
- 5.2** Social dialogue in the world of work
- 6.1** Public reasoning and deliberation for human development

FIGURES

- S.1** A permanent shift in the Human Development Index (HDI) trajectory?
- S.2** Recovery of Human Development Index (HDI) values since the 2020–2021 decline is projected to be highly unequal
- S.3** Inequality between very high Human Development Index (HDI) and low HDI countries is increasing, bucking long-run declines
- S.4** Self-reported stress rose in most countries, even before the Covid-19 pandemic
- S.5** The democracy paradox? Unwavering support for democracy but increasing support for leaders who may undermine it
- S.6** Reasons for hope: Improvements on the Human Development Index without increasing planetary pressures
- S.7** Agency gaps in collective action are higher than those in control over one's own life
- 0.1** War deaths and forced displacement are getting much worse
- 0.2** Climate change could result in an explosion of inequalities

0.3	Economic interdependence is stabilizing at very high levels	4.1	Behavioural change and institutional reform influence each other—jointly shaping and being shaped by social choice procedures
0.4	Profit shifting to tax havens has skyrocketed	4.2	Widespread efforts draw on behavioural insights to inform public policy
0.5	Lower confidence in national government tends to correlate with lower confidence in the United Nations	4.3	Effects of several behavioural phenomena are stronger in more educated and wealthier segments of the population
0.6	Freedom of expression goes hand-in-hand with agency and has been receding in recent years	4.4	There are widespread differences in fairness preferences around the world
0.7	The higher the perceived human insecurity, the lower the sense of control over one's own life	4.5	The world is undergoing a major transition from accelerating to decelerating population growth
0.8	The perception of agency (control over one's own life) is shaped by income	S4.2.1	The identification of 180 cognitive biases makes it hard to derive insights about how to change behaviour to enhance collective action
0.9	Gender equality in politics is being constrained by biased social norms against women	S4.4.1	Most people in African countries think that not paying taxes on income is at least "wrong, but understandable" and are closer to agreeing than to disagreeing that the tax authority always has the right to make people pay taxes
1.1	The global Human Development Index (HDI) value is below its pre-2019 trend	S4.4.2	Redistribution through taxation is not a salient election issue in most African countries, nor is it a strong priority of their citizens
1.2	The recovery in Human Development Index (HDI) values is incomplete	5.1	The democracy paradox? Unwavering support for democracy along with increasing support for leaders who may undermine it
1.3	The recovery in Human Development Index (HDI) values is projected to be highly unequal	5.2	Large and increasing shares of the population support leaders who may bypass democratic norms and practices, 1994–2022
1.4	Low Human Development Index (HDI) countries have been left behind	5.3	Economic shocks are associated with lower trust in institutions—but the relationship is weaker for trust in the United Nations and in one another
1.5	Each developing region's projected 2023 Human Development Index value is below its pre-2019 trend	5.4	Agency gaps in collective action are higher than those in control over one's own life
1.6	Unprecedented declines in learning outcomes, as measured by PISA test scores	5.5	Reducing corruption increases confidence in government but so does narrowing agency gaps
1.7	Civilian fatalities as a result of conflict are surging after years of declining	5.6	Agency in control over one's own life and trust
1.8	People forced to flee their homes trending upwards towards record levels	5.7	The perception of agency (control over one's own life) is shaped by income
1.9	Planetary pressures are decoupled from their geographic and temporal effects	5.8	The higher the income, the more likely people are to report being interested in politics and voting
1.10	Climate change could result in an explosion of inequalities in human development	5.9	The higher the education level, the more likely people are to report being interested in politics and voting
1.11	Trends in reducing global hunger have reversed	5.10	The higher the perceived human insecurity, the lower the sense of control over one's own life
1.12	The Covid-19 pandemic may have permanently shifted the trajectory for poverty reduction	5.11	Perceived human insecurity is related to generalized trust, especially for higher Human Development Index (HDI) groups
1.13	Freedom of expression—receding in recent years	5.12	Perceived human insecurity is related to confidence in state institutions
2.1	Hyperglobalization is down, but interdependence remains unprecedentedly high	5.13	Biased gender social norms limit women's political agency
2.2	Remittances to low- and middle-income countries are approaching the level of foreign direct investment	5.14	Gender inequalities in agency gaps in facing future disasters are pervasive
2.3	Support for anti-elite politics is on the rise	S5.1.1	Proposed elements of social cohesion
2.4	Mismanaged interdependence leads to demand for populism through welfare losses and beliefs	6.1	Support for national redistribution is correlated with support for global redistribution in Germany, but some people want extensive national and very little global redistribution and vice-versa
2.5	Even prior to 2020, worry and stress were rising in most countries	6.2	More universalist beliefs are correlated with concerns both for the global poor and for the global environment
2.6	Elites have been able to cash in on hyperglobalization, as profit shifting to tax havens has skyrocketed	6.3	Universalist beliefs are associated with global redistribution and global environment in high-income countries, but the cultural context matters
2.7	Discontent is costly: Lower GDP trajectories in countries with populist episodes	6.4	Confidence in national institutions is correlated with confidence in multilateral institutions, key for international collective action
2.8	Violent conflicts affected 15 percent of the global population in 2022	6.5	Confidence in several institutions is highly correlated with confidence in the national government
2.9	Inequalities and the Anthropocene—higher Human Development Index countries put higher pressures on the planet	6.6	The misperception of the share of immigrants in the population is high and widely shared across society
2.10	Pushing possibility frontiers—higher Human Development Index values at lower planetary pressures	S6.1.1	How group identification might increase polarization
2.11	Decoupling of planetary pressures and the Human Development Index (HDI)	S6.2.1	Half a billion people live in politically estranged situations, about five times more than in 2010
2.12	Digital technologies are driving shifts in global economic interdependence, with dramatic increases in modern service exports since 2000		
3.1	Authorization for Covid-19 vaccines was unprecedentedly fast		
S3.1.1	About one-third of the world's fishery stocks are overfished		

SPOTLIGHTS

2.1	The human toll of mismanaging interdependence: Insights from national and international history <i>Patricia Clavin</i>
2.2	Managing global interdependence to advance human development
3.1	The global commons of ocean fisheries <i>Scott Barrett</i>
3.2	Assessing the net benefits from global public goods and their distribution <i>Ronald U. Mendoza and Jurel Yap</i>
3.3	How inequity in access to Covid-19 vaccines unfolded: An account using a global public goods lens
4.1	A technology-centred approach to climate change negotiations <i>Scott Barrett</i>
4.2	Using insights from behavioural science: Watch out!
4.3	Cultural evolution and development policy <i>Joseph Henrich</i>
4.4	The role of trust and norms in tax compliance in Africa <i>Odd-Helge Fjeldstad and Ingrid Hoem Sjørnsen</i>
5.1	Strengthening social cohesion to mitigate human insecurity: Promise and peril <i>Julia Leininger, Armin von Schiller and Charlotte Fiedler</i>
5.2	Solidarity and creative resolve <i>Nicole Hassoun</i>
5.3	The role of multilateral development banks in the provision of global public goods <i>José Antonio Ocampo and Karla Daniela González</i>
6.1	Identity, polarization and their societal and political consequences <i>Robert Böhm, Philipp Sprengholz, Luca Henkel and Cornelia Betsch</i>
6.2	International collective action in a time of geopolitical upheaval
6.3	Geopolitics and the early history of the United Nations: Friend or foe? <i>Andrew Thompson</i>
6.4	(Mis)perceiving others <i>Leonardo Bursztyn</i>

TABLES

3.1	Recommendations for how to improve the provision of different types of global public goods
S3.2.1	Summary of global public good assessments: Five cases
S4.4.1	Types of norms and examples
6.1	Confidence in national and international institutions is higher among people who trust others

STATISTICAL ANNEX

Readers guide

HUMAN DEVELOPMENT COMPOSITE INDICES

1	Human Development Index and its components
2	Human Development Index trends, 1990–2022
3	Inequality-adjusted Human Development Index
4	Gender Development Index
5	Gender Inequality Index
6	Multidimensional Poverty Index: developing countries
7	Planetary pressures-adjusted Human Development Index

Developing regions

Statistical references

Sortir de l'impasse

Aperçu du Rapport sur
le développement humain 2023-2024

Sortir de l'impasse

Aperçu du rapport sur le développement humain 2023/2024

Nous pouvons faire mieux. Mieux que des changements climatiques et des pandémies hors de contrôle. Mieux qu'une vague de transferts de pouvoir anticonstitutionnels dans un contexte marqué par l'essor du populisme à l'échelle mondiale. Mieux que des violations en cascade des droits humains, mieux que des massacres inadmissibles de personnes dans leurs maisons et dans des lieux publics, des hôpitaux, des écoles, des refuges.

Nous devons faire mieux qu'un monde constamment au bord du gouffre, un château de cartes socio-écologique. Nous le devons à nous-mêmes et aux autres, à nos enfants et à leurs enfants.

Nous avons tant d'atouts en main !

Nous savons quels sont les défis mondiaux et qui en subira les conséquences les plus graves. Nous savons aussi que d'autres enjeux viendront sans doute s'y ajouter, des enjeux que nous ne pouvons pas anticiper aujourd'hui.

Nous savons quels choix offrent de meilleures perspectives de paix, de prospérité partagée et de durabilité, de meilleures façons de gérer les interactions des multiples couches d'incertitude ainsi que les imprévus planétaires interdépendants¹.

Nous disposons de richesses, de savoir-faire et de technologies inouïs, que nos ancêtres n'auraient pu imaginer et qui, s'ils étaient mieux répartis et utilisés, pourraient nous permettre de faire des choix audacieux et nécessaires en faveur de la paix et du développement humain durable et inclusif dont elle dépend.

Alors pourquoi la réalisation des ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat semble-t-elle à demi enlisée dans des sables mouvants ?

Pourquoi, dans bien des endroits, le rétablissement de la paix, ou ne serait-ce que des trêves ou des cessez-le-feu qui pourraient être des préludes prometteurs à la paix, semblent-ils si difficiles à obtenir ?

Pourquoi sommes-nous immobilisés sur la question de la gouvernance numérique alors que l'intelligence artificielle s'engage dans une véritable ruée vers les données ?

En bref, pourquoi nous trouvons-nous dans une telle impasse ? Et comment sortir de cette impasse sans recourir aveuglément à la violence et à l'isolationnisme ? Ces questions sous-tendent le Rapport sur le développement humain 2023-2024.

Les questions aussi tranchantes n'en sont pas moins complexes : les problèmes au cœur desquels se trouvent des inégalités de pouvoir défient souvent toute explication facile. Les solutions miracles sont certes séduisantes, mais elles sont trompeuses, comme les chants de sirènes que constituent les slogans de ceux qui exploitent les griefs de différents groupes. Ces formules magiques et recettes faciles empoisonnent notre volonté de faire le pénible effort de surmonter la polarisation.

Les bourbiers géopolitiques abondent, alimentés par l'évolution des dynamiques de pouvoir entre les États et par

le fait qu'au sein des pays, les regards restent tournés vers l'intérieur en raison des inégalités, de l'insécurité et de la polarisation, autant de thèmes récurrents dans le présent Rapport sur le développement humain et dans ceux qui l'ont précédé. Or, ce n'est pas parce que la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie, tandis que les pays sous-représentés dans la gouvernance mondiale demandent à avoir davantage voix au chapitre sur les questions d'importance mondiale, que nous devons rester les bras croisés. N'oublions pas que c'est pendant la guerre froide que s'est déployée la coopération mondiale pour l'éradication de la variole et pour la protection de la couche d'ozone, entre autres problématiques majeures, telles que la non-prolifération nucléaire.

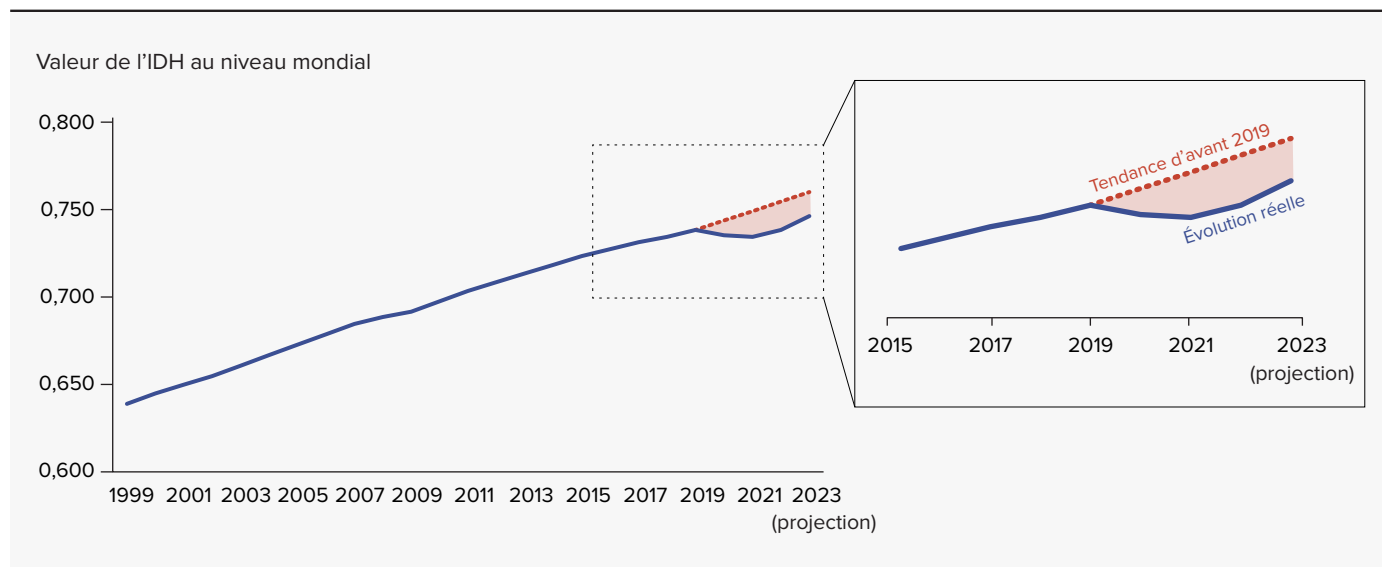
Même aujourd'hui, des lueurs d'espoir apparaissent. L'accord sur les céréales conclu avec l'Ukraine, avant sa suspension en 2023, a permis d'éviter une insécurité alimentaire généralisée, qui aurait touché en premier lieu les pays et les populations les plus pauvres. S'appuyant sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, la production des vaccins contre la COVID-19 a permis de sauver des millions de vies, même s'il est vrai, et cela est tragique, que beaucoup plus de vies auraient pu être sauvées si la couverture vaccinale avait été plus équitable². Les pays continuent à coopérer sur le séquençage génomique des variants, bien que des inégalités honteuses persistent dans l'accès aux vaccins³. Lors de la 28^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la communauté internationale a créé un nouveau fonds pour les pertes et les préjudices, dont bénéficieront plus de 3 milliards de personnes, avec des annonces de contributions s'élevant à plus de 600 millions de dollars⁴. Les investissements mondiaux dans les énergies propres, ainsi que les emplois et les possibilités qui en découlent, ont atteint un niveau record de 1 800 milliards de dollars en 2023 (ce qui correspond à la taille de l'économie de la République de Corée), soit près de deux fois plus que le chiffre de 2020⁵.

Malgré tous les défis qu'elle présente, la géopolitique n'est tout simplement pas une excuse pour rester dans l'impasse. Il existe des moyens de s'en sortir. Repenser les biens publics mondiaux et assurer leur fourniture d'une façon qui permette en même temps de répondre aux besoins de développement nationaux en est un.

Le Rapport sur le développement humain 2021-2022 fait valoir que, dans le monde entier, un nouvel ensemble d'incertitudes bouleverse nos vies et entrave le développement humain. Pour la première fois, la valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial a baissé, en 2020 et en 2021.

La valeur de l'IDH mondial a depuis lors rebondi pour atteindre un niveau qui devrait dépasser les records en 2023 (figure S.1). D'après les projections, toutes les composantes de l'IDH mondial devraient dépasser leurs valeurs d'avant 2019⁶.

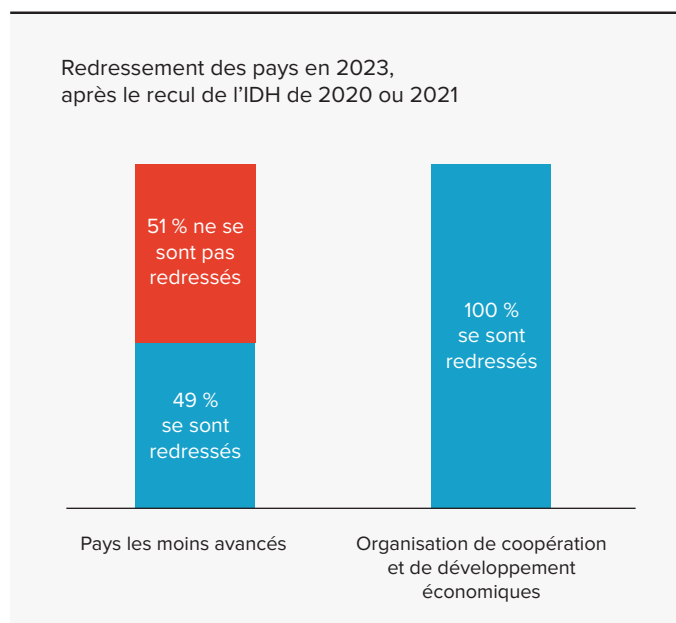
Figure S.1 Une déviation irréversible de la trajectoire de l'indice de développement humain (IDH) ?



Note : la valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection. La tendance d'avant 2019 est fondée sur l'évolution de l'IDH au cours des 20 années précédentes.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de la statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

Figure S.2 Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) depuis le déclin observé en 2020-2021 devrait être très inégal



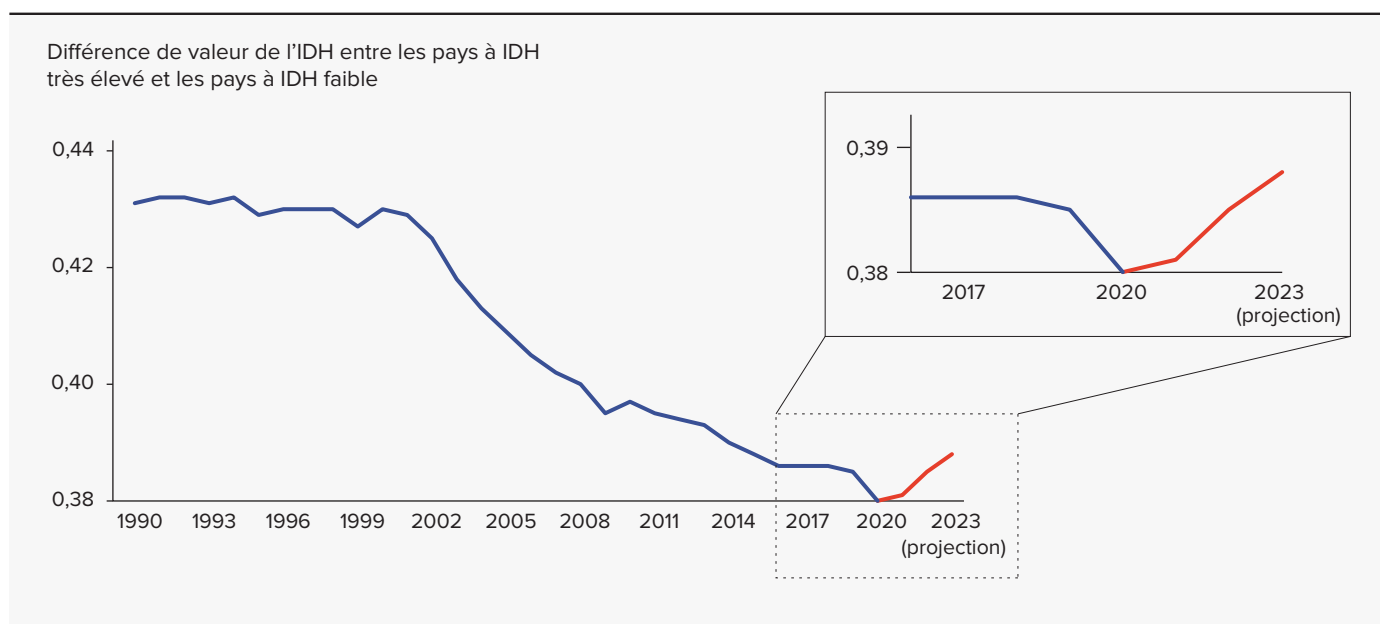
Note : les pays les moins avancés affichent de faibles niveaux de revenu et sont confrontés à des vulnérabilités qui font d'eux « le groupe le plus pauvre et le plus faible » au sein de la communauté internationale (<https://www.un.org/ohrlls/content/about-least-developed-countries>). La notion de « redressement » signifie que les pays qui ont subi un déclin de leur IDH en 2020 ou 2021 devraient atteindre ou dépasser, en 2023, la valeur de leur IDH d'avant ce déclin.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de la statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

Or, malgré ce record attendu, la valeur de l'IDH mondial devrait rester inférieure à la tendance historique. De plus, cette valeur mondiale masque des divergences inquiétantes entre les pays : les prévisions indiquent que tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont connu un redressement, contre près de la moitié, seulement, des pays les moins avancés (figure S.2). Après vingt ans de baisse constante, les inégalités entre les pays situés aux extrémités supérieures et inférieures de l'IDH sont reparties à la hausse, augmentant chaque année depuis 2020 (figure S.3).

Si la valeur de l'IDH mondial continue d'évoluer en dessous de la tendance d'avant 2019, comme c'est le cas depuis 2020, les pertes seront irréversibles. D'après la tendance observée sur la période 1999-2019, la valeur de l'IDH mondial était sur la bonne voie pour franchir le seuil définissant un niveau de développement humain très élevé (une valeur de 0,800) d'ici 2030 – année coïncidant avec l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable. Aujourd'hui, le monde s'est écarté de cette voie : en 2023, toutes les régions devraient en effet se trouver en-deçà de leur trajectoire d'avant 2019. Quelle que soit sa trajectoire future, la valeur de l'IDH mondial ne rendra compte que partiellement (voire pas du tout) de nombreux autres éléments importants, tels que les effets débilissants des maladies chroniques, les augmentations soudaines des troubles de la santé mentale ou les pics de violence contre les femmes, autant de facteurs qui restreignent les possibilités de vie des individus. Pour les pays riches comme pour les pays pauvres, certaines de ces pertes ne seront jamais épongées. Quoi qu'en disent actuellement

Figure S.3 Les inégalités entre les pays à IDH très élevé et les pays à IDH faible augmentent, après une longue période de resserrement



Note : la différence de valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de la statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

les graphiques et les indicateurs, la pandémie de COVID-19 a coûté la vie à quelque 15 millions de personnes⁷. Ces personnes, nous ne pourrions les ramener à la vie. Nous ne retrouverons pas non plus le temps que nous avons perdu de tant de façons – à cause de l'isolement, des soins à dispenser, de la scolarisation interrompue.

L'IDH est un indicateur important, quoique sommaire, du développement humain. Il y a quelques années encore, le bien-être n'avait jamais été aussi élevé et la pauvreté aussi faible. Pourtant, partout dans le monde, les individus faisaient état de niveaux élevés de tristesse, de stress et d'inquiétude (figure S.4)⁸. Ces indicateurs autodéclarés ont depuis augmenté pour près de trois milliards de personnes⁹. De plus, bien que 9 personnes sur 10 affichent un soutien indéfectible à l'idéal de la démocratie, le nombre de personnes qui soutiennent des dirigeants susceptibles de saper cet idéal a augmenté : aujourd'hui, pour la première fois, plus de la moitié de la population mondiale se montre favorable à de tels dirigeants (figure S.5)¹⁰.

L'ensemble d'incertitudes fait planer très durablement une ombre sur le développement, ces dernières années marquant peut-être une bifurcation déplorable et évitable de sa trajectoire, plutôt qu'un recul momentané.

Comment expliquer cette tendance ?

Le progrès semble plus difficile à appréhender, surtout si l'on tient compte des pressions exercées par les humains sur la planète ; il est clair que certains éléments échappent à nos indicateurs de développement types. L'un de ces éléments

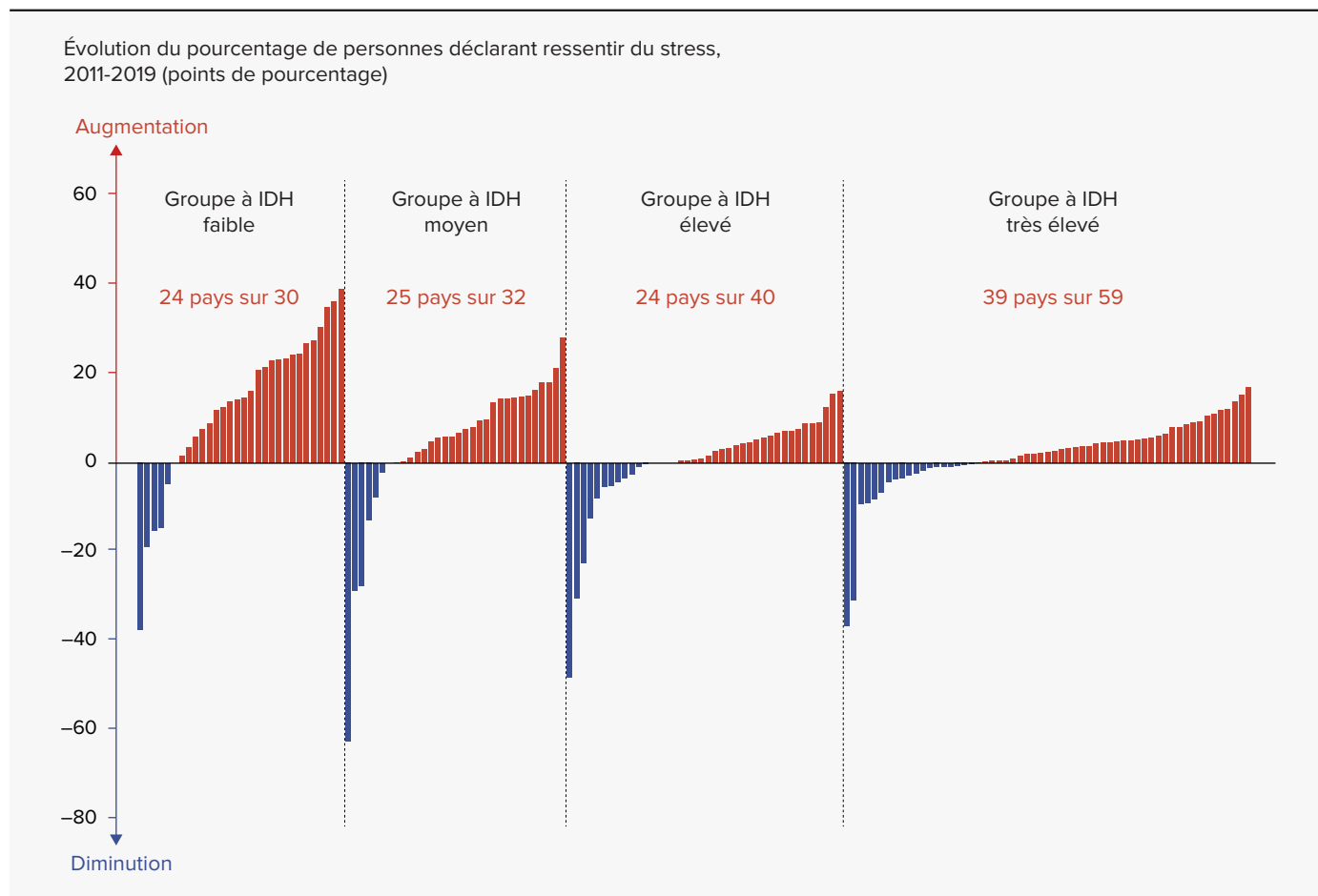
est peut-être la marginalisation des personnes – le déficit de pouvoir d'agir des humains – exacerbée à la fois par les nouvelles configurations de la complexité et de l'interdépendance mondiales, l'incertitude, l'insécurité et la polarisation.

Les personnes cherchent des réponses et une voie à suivre. Cette quête peut être orientée utilement par une ambition partagée qui nous rassemble tous (pas nécessairement sur tout) autour de domaines de coopération qui ne soient pas à somme nulle, à la faveur d'un narratif et d'institutions de coopération reposant sur le socle d'une confiance généralisée. Au cours des dix dernières années, les pays à IDH élevé ou très élevé ont amélioré la valeur de leur IDH sans exercer plus de pressions sur la planète, ce qui constitue un changement par rapport aux tendances précédentes, où ces deux indicateurs augmentaient ensemble, ce qui donne des raisons d'espérer qu'une telle évolution soit possible (figure S.6).

La quête des individus pourraient aussi être orientée, comme il semble que ce soit le cas actuellement, vers des cercles vicieux de diabolisation et de culpabilisation qui engendrent, au mieux, de la suspicion et de la méfiance et, au pire, des préjugés, de la discrimination et de la violence.

Il est inquiétant de constater que le populisme monte en puissance, dépassant les pics du siècle dernier, qui correspondaient globalement à des périodes de mondialisation mal gérée¹¹. Cela se produit parallèlement et, dans de nombreux cas, grâce à des formes de polarisation malfaisantes, telles que la restriction et le durcissement d'identités étroitement définies, une sorte de coercition ou de non-liberté rendue

Figure S.4 Le nombre de personnes se disant stressées a augmenté dans la plupart des pays, et même depuis bien avant la pandémie de COVID-19



L'acronyme « IDH » désigne l'indice de développement humain.

Note : les valeurs correspondent à l'évolution du pourcentage de personnes ayant déclaré avoir ressenti du stress « pendant une grande partie de la journée d'hier ».

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir d'un sondage mondial Gallup (2023).

possible, si ce n'est ouvertement célébrée, par la fétichisation permanente d'un prétendu intérêt personnel rationnel.

La capacité des personnes à déterminer par elles-mêmes ce à quoi correspond une « bonne vie », y compris leur capacité à définir et à réévaluer leurs responsabilités à l'égard d'autrui et de la planète, est évincée de nombreuses façons. Le dogme métastatique de la non-intervention est exploité pour masquer le pillage des ressources économiques et écologiques. Les mentalités invoquant la loi de la jungle et le protectionnisme nous renvoient à l'ère mercantiliste. Les politiques et les institutions, y compris celles qui n'ont pas géré correctement la dynamique des marchés mondialisés, privilégient le « moi » au « nous ».

Nous sommes à une fâcheuse croisée des chemins. Celle où la polarisation et la méfiance sont en voie de collision avec une planète malade. L'insécurité et les inégalités y sont pour beaucoup, de même que la constellation de discours prônant la marginalisation qui engendrent un fatalisme défensif et une

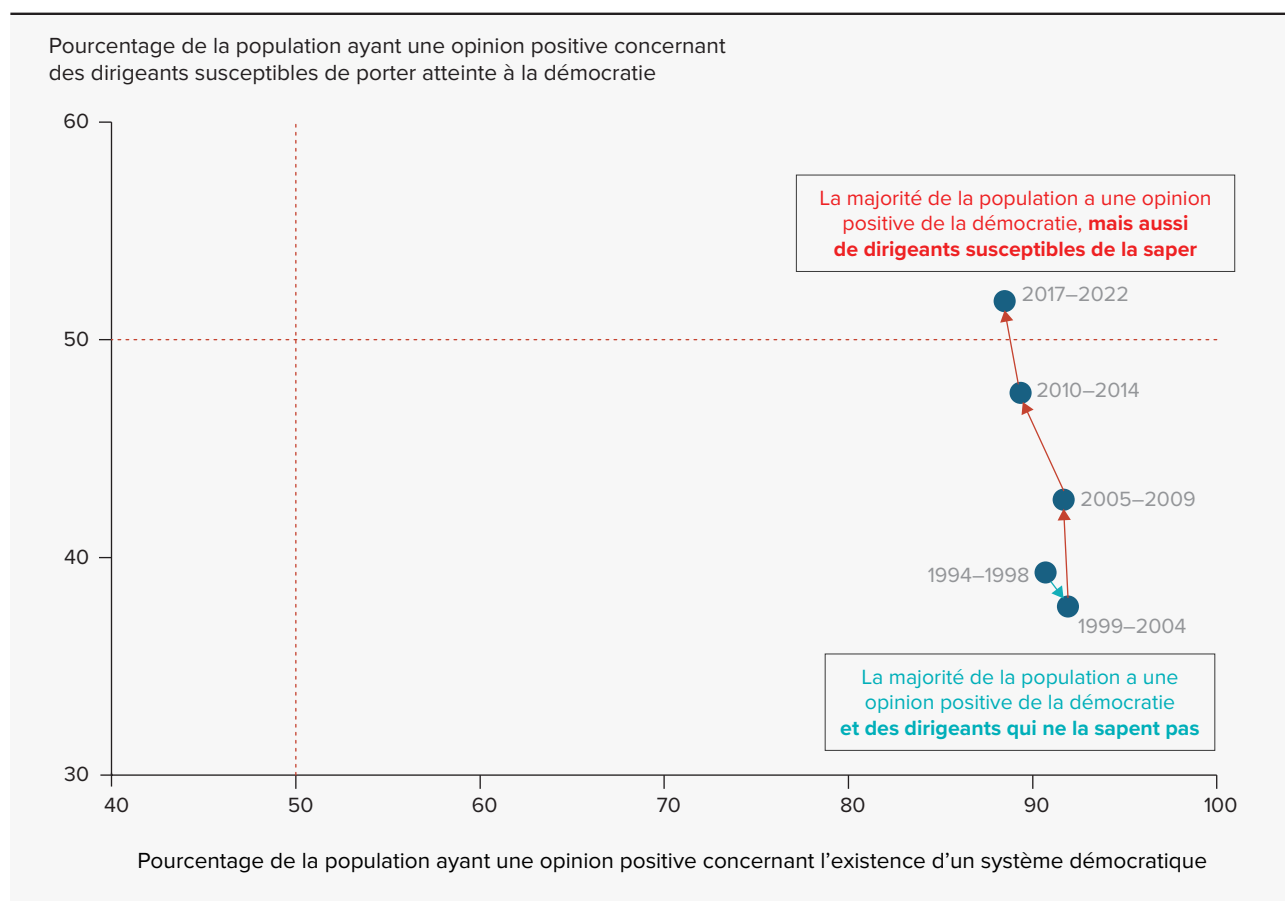
inertie catastrophique, le tout circonscrit et, d'une certaine façon, alimenté par une polarisation politique vertigineuse.

Que pouvons-nous faire pour rectifier le tir ? Beaucoup.

Construire une architecture des biens publics mondiaux adaptée au XXI^e siècle

Premièrement, nous devrions mettre en place une architecture du XXI^e siècle pour fournir les biens publics mondiaux dont nous dépendons tous. Ce serait le troisième volet de la coopération internationale, qui viendrait compléter l'aide au développement centrée sur les pays les plus pauvres et l'aide humanitaire centrée sur les situations d'urgence. Ces axes de travail ne sont pas cloisonnés. L'architecture des biens publics mondiaux aurait la particularité de viser à ce que les transferts des pays riches vers les pays pauvres favorisent la réalisation

Figure S.5 Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui pourraient la saper



Note : les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population d'un groupe de pays représentant 76 % de la population mondiale. Le pourcentage de la population illustré sur l'axe vertical correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un dirigeant puissant, qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections, est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ». Le pourcentage de la population illustré sur l'axe horizontal correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un système politique démocratique est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ».

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de plusieurs séries de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

d'objectifs dont tous les pays bénéficieraient. Chaque pays pourrait avoir voix au chapitre et apporter sa contribution. En cela, ce troisième axe de travail serait intrinsèquement multilatéral.

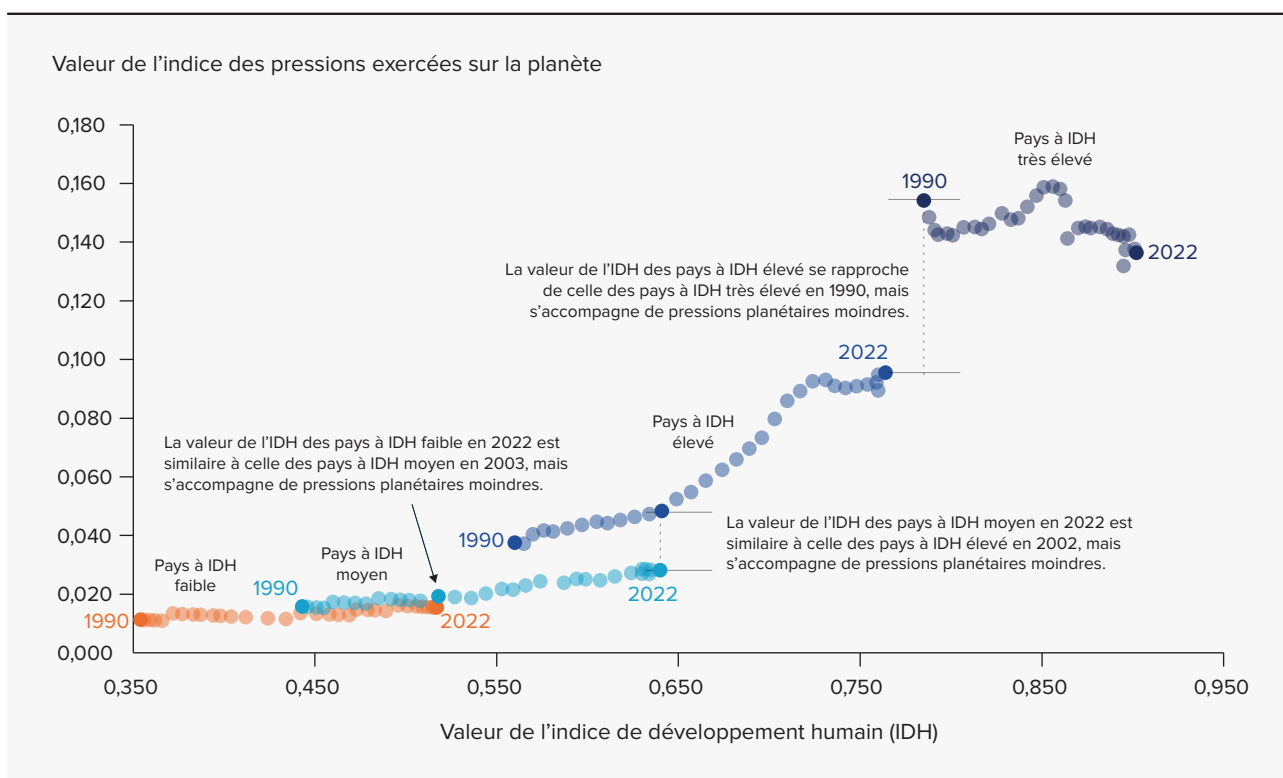
Les biens publics mondiaux nécessiteront des financements supplémentaires en complément de l'aide au développement traditionnelle, et non pas en remplacement de celle-ci ou en concurrence avec elle. Ces financements pourront prendre plusieurs formes. Par exemple, lorsqu'une partie d'un investissement réalisé dans un pays pauvre génère des bénéfices au niveau mondial, le financement (ou le transfert de technologie) correspondant devrait en général être de nature concessionnelle, pour s'assurer que les bénéficiaires (le reste du monde) sont en phase avec les payeurs (le reste du monde). Le revers de la médaille viendra des risques ou des chocs qui ne sont pas le fait d'un seul pays. Des déclencheurs automatiques

pourraient être intégrés dans les obligations ou les accords de prêt, en particulier dans les titres de créance conditionnels catégoriels, afin d'aider les pays les plus pauvres à faire face aux crises qu'ils n'ont guère contribué à générer, comme dans le cas des changements climatiques. Ce type de dispositif créerait des conditions plus prévisibles pour évoluer dans un monde incertain, ce qui permettrait de mobiliser et d'attirer des financements privés dans ces pays.

Faire baisser les températures et lutter contre la polarisation

Deuxièmement, nous devons faire baisser les températures et lutter contre la polarisation, qui empoisonne pratiquement tout ce qu'elle touche et entrave la coopération internationale. La

Figure S.6 Des raisons d'espérer : des améliorations de l'indice de développement humain sans augmentation des pressions exercées par les humains sur la planète



Note : l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone (production) par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'*Annexe statistique* du Rapport complet).

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain Voir les sources spécifiques indiquées dans les tableaux 2 et 7 de l'*Annexe statistique* du Rapport complet.

fourniture de biens publics mondiaux y contribuera. De même, il sera nécessaire de rectifier les perceptions erronées que l'on a des préférences et des motivations des autres. Trop souvent, les individus ont des présuppositions biaisées concernant les autres, y compris les personnes qui se trouvent de l'autre côté de l'échiquier politique. Souvent, les gens sont plus souvent d'accord entre eux qu'ils ne le pensent. Par exemple, au niveau mondial, 69 % des individus se disent prêts à sacrifier une partie de leurs revenus pour contribuer à l'atténuation des changements climatiques, mais seuls 43 % d'entre eux pensent que les autres sont du même avis (soit une perception erronée correspondant à 26 points de pourcentage)¹². Il en résulte une fausse réalité sociale d'ignorance pluraliste, où les croyances erronées des uns concernant les autres entravent une coopération qui, si elle était reconnue et corrigée, pourrait contribuer à renforcer l'action collective contre les changements climatiques.

La polarisation ne peut pas toujours être réduite à une perception erronée, bien que celle-ci joue un rôle important. Il est donc important de créer des espaces de délibération pour surmonter les clivages. Les assemblées de citoyens peuvent fonctionner dans ce sens, mais il existe d'autres moyens d'y

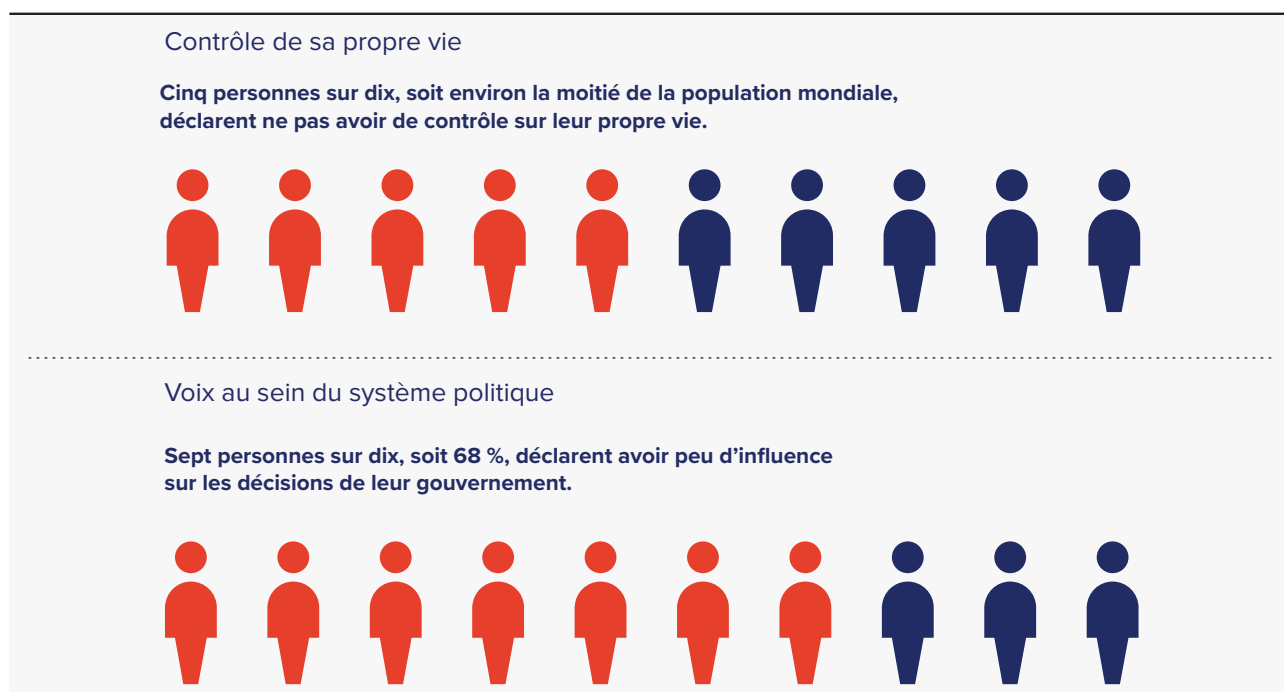
parvenir. Des systèmes concrets visant à faciliter un traitement plus délibéré de l'information peuvent permettre d'éviter que de plus en plus d'individus ne se laissent enfermer dans des convictions qui sont en fait dénuées de tout fondement¹³. Dans les contextes de conflits opposant plusieurs groupes, présenter des informations dans un cadre qui ne suscite pas de colère peut être une action propice à la dépoliarisation¹⁴. Les interventions qui s'appuient sur des approches qualitatives et narratives, telles que les récits et les anecdotes, sont particulièrement efficaces¹⁵.

Les mots clés sont « délibéré » et « délibération ». La polarisation est plus susceptible de s'autodétruire avec de graves conséquences que de s'autocorriger de manière utile. La solution est d'exercer une pression positive constante qui encourage l'empathie, renforce la confiance entre les individus et insiste sur les identités communes qui se rejoignent.

Comblant les déficits de capacité d'agir

Troisièmement, nous devons combler les déficits de capacité d'agir, qui s'expliquent en partie par la divergence entre ce

Figure S.7 Les déficits de capacité d’agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie



Note : la capacité d’agir est l’aptitude des individus à agir en tant qu’acteurs à même d’obtenir des résultats concrets suivant leurs engagements (Sen, 2013). Elle est mesurée par deux indicateurs : la part de la population qui déclare avoir le sentiment de contrôler sa vie (mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 à 3 indique un fort déficit de capacité d’agir, 4 à 7 un déficit modéré de capacité d’agir et 8 à 10 indique l’absence de déficit de capacité d’agir) et la part de la population qui déclare avoir le sentiment que sa voix est entendue au sein du système politique (les personnes qui disent se reconnaître « beaucoup » ou « énormément » dans cette affirmation). Ces données sont calculées à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données de la série 7 (2017-2022) de l’Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

que les individus croient possible ou probable et ce qui est objectivement possible¹⁶. Ces déficits se manifestent également dans la mesure où la moitié des personnes dans le monde déclarent n’avoir pas ou peu de contrôle sur leur vie et plus des deux tiers estiment n’avoir que peu d’influence sur les décisions prises par leur gouvernement (figure S.7).

Pour contribuer à réduire les déficits de capacité d’agir, les institutions doivent être plus centrées sur les personnes, être une propriété collective et être tournées vers l’avenir.

Par « être centrées sur les personnes », on entend le fait que les institutions définissent des objectifs ultimes sur le plan du développement humain et de la sécurité humaine, en tenant compte de l’interdépendance entre les personnes et la planète.

Par « être une propriété collective », on entend la répartition équitable du pouvoir de fixer des objectifs collectifs, des responsabilités concernant leur réalisation et des résultats qui en découlent. Ce principe met l’accent sur l’établissement de normes sociales qui promeuvent la valeur des réalisations collectives et des comportements coopératifs¹⁷.

Par « être tournées vers l’avenir », on entend le fait de privilégier ce que nous pouvons façonner et créer en travaillant ensemble, en enrichissant l’espace de délibération et de convergence de vues¹⁸. Face aux défis à relever, cette orientation vers l’avenir ouvre des possibilités d’espoir et de résolution créative.

En adaptant ces principes à différents contextes, nous pourrions nous engager sur la voie d’un dialogue et d’une action productifs, qui devront être flexibles et itératifs au vu des incertitudes auxquelles nous faisons face, pour nous permettre d’en tirer des enseignements qui nous aideront à rectifier le tir.

Grâce à ces principes, nous pourrions contrer la tyrannie des discours antagonistes unidirectionnels et des identités exclusives uniques.

Nous pourrions mieux gérer l’évolution des interdépendances mondiales.

Nous pourrions sortir de l’impasse mondiale en suivant une démarche de coopération et de paix.

PRÉSENTATION

Gérer l'interdépendance dans un monde polarisé

Gérer l'interdépendance dans un monde polarisé

La mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale nuit aux populations

Le bilan humain de la mauvaise gestion de l'interdépendance est très lourd : vies perdues ou déracinées, occasions manquées, sentiments de désespoir. Les agressions, les conflits et la violence sont des réalités extrêmes lorsqu'une toile complexe d'interdépendances avive les tensions, en particulier sur fond de déséquilibres de pouvoir prolongés.

Qu'il s'agisse des guerres à Gaza et en Ukraine, au Soudan, au Yémen et ailleurs, ou encore de la violence des bandes organisées et de l'insécurité civile, la paix et la stabilité sont mises à rude épreuve ou s'effondrent à un rythme alarmant. Les conflits à grande échelle impliquant de grandes puissances s'intensifient. Les décès dus à la guerre ont fortement augmenté (figure O.1). Malheureusement, nous vivons une nouvelle ère de violence caractérisée par le niveau le plus élevé de conflits armés étatiques depuis 1945 et par une proportion croissante de conflits unilatéraux dans lesquels des populations civiles non armées sont l'objet d'attaques.¹

La violence comme la paix peuvent être contagieuses. Les événements politiques majeurs tels que les coups d'État, les révolutions et les transitions démocratiques franchissent habituellement les frontières. Les conflits modifient souvent la perception que l'on a de la guerre, la rendant plus acceptable et augmentant la probabilité d'une flambée de violence ailleurs.

En 2022, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a atteint 108 millions, soit le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale (figure O.1) et plus de deux fois et demie le niveau de 2010².

Les conflits violents et leurs conséquences sur les individus ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'impasse signifie que les risques systémiques découlant de l'interdépendance

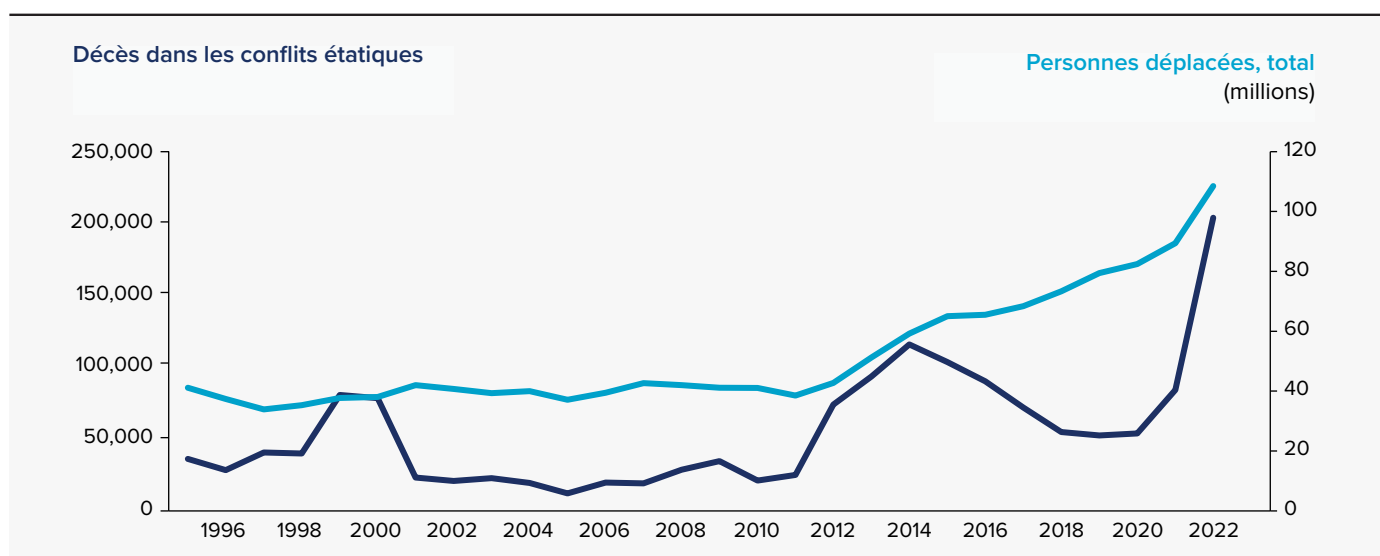
mondiale sont mal gérés ou ne sont tout simplement pas pris en compte, que les individus sont pris au dépourvu par des surprises sans en tirer parti. Dans des cas extrêmes, les surprises se transforment en des crises majeures qui ricochent et s'amplifient de manière inattendue dans un monde inégalitaire et étroitement interconnecté. L'extrême est en train de devenir la norme.

Une longue série d'épidémies a précédé la pandémie de COVID-19, laquelle a pris le monde au dépourvu tandis que celui-ci peinait à assurer un minimum de cohérence mondiale pendant la durée de la crise. Quelque 15 millions de personnes (peut-être plus) sont mortes dans le monde³, et la valeur de l'indice de développement humain mondial s'est effondrée.

Outre d'énormes et injustes disparités dans l'accès à des vaccins efficaces, l'un des ingrédients manquant était la confiance, non seulement dans nos gouvernements, mais aussi les uns envers les autres⁴. Selon une estimation, si tous les pays avaient atteint les niveaux de confiance interpersonnelle observés dans les pays du quart supérieur, les infections auraient pu être réduites de 40 % au niveau mondial, et des millions de vies sauvées⁵. Dans les sociétés polarisées du monde entier, l'état vaccinal est devenu un autre marqueur de faction séparant un camp de l'autre⁶.

L'histoire du vaccin contre la COVID-19 illustre les possibilités de coopération mondiale, ainsi que les graves injustices qui peuvent résulter de l'échec de cette coopération. La production des vaccins à ARN messenger s'est fortement appuyée sur des partenariats transfrontaliers et interrégionaux pour l'approvisionnement en composants⁷, le développement et les essais cliniques⁸ et la fabrication. Cependant, l'histoire du vaccin contre la COVID-19 suit le schéma pernicieux des inégalités dans l'accès aux technologies en général, notamment celles qui sauvent des vies⁹. On ne connaît que trop bien ce

Figure O.1 Les décès dus à la guerre et les déplacements forcés augmentent considérablement



Source : Uppsala Conflict Data Program 2023 ; HCR 2023.

schéma, qui en soi doit être brisé. Et parce que les trajectoires technologiques, depuis l'intelligence artificielle jusqu'à la biologie de synthèse, sont si abruptes, si rapides et si puissantes, les profonds clivages entre les nantis et les démunis pourraient s'aggraver.

Les changements climatiques, qui sont peut-être la plus grande calamité résultant de l'impasse mondiale, exacerbent déjà ces clivages.

L'année dernière a été la plus chaude depuis plus de 140 ans¹⁰. La moyenne des températures masque des différences régionales considérables qui, selon la plateforme *Human Climate Horizons* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)¹¹, s'aggraveront dans des scénarios climatiques de maintien du statu quo (figure O.2), où les changements climatiques entraîneront une explosion des inégalités.

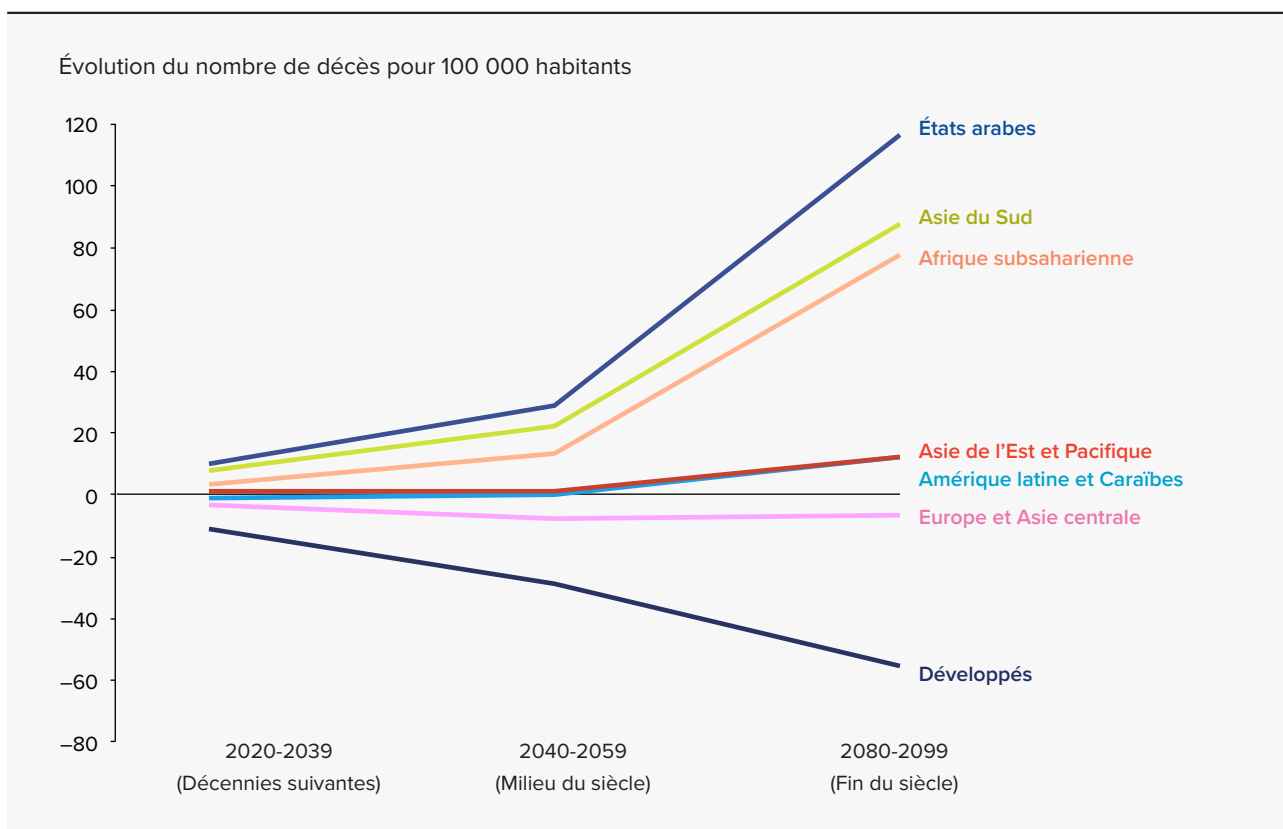
Les conséquences des changements climatiques ébranlent déjà les communautés et les sociétés, faisant payer un lourd tribut social, émotionnel et mental. Parmi les différents facteurs de stress liés aux changements climatiques figure une écoanxiété paralysante, ce sentiment généralisé que les fondements écologiques de l'existence sont en voie d'effondrement¹². La disparition de la biodiversité, des paysages et des modes de vie peut être paralysante et biaiser les grandes

décisions de la vie, telles qu'investir dans l'éducation ou avoir un enfant¹³. Il s'agit en fait d'une restriction imposée au développement humain – aux libertés et aux possibilités de vie –, à la fois par la réalité des pressions exercées sur la planète par l'être humain et par la façon dont cette réalité est présentée au public par les rapports techniques, la presse populaire et les responsables politiques. Les discours sur un avenir commun ancré dans le négationnisme, le fatalisme ou l'alarmisme laissent peu de place à la capacité d'agir et à l'imagination.

Les systèmes politiques modèrent, en bien ou en mal (ou les deux), les effets des crises sur les populations, et les systèmes eux-mêmes sont souvent ébranlés par des crises, y compris celles qui résultent d'une mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale. Les effets déstabilisants des chocs et l'incapacité perçue des institutions à protéger les populations de ces chocs peuvent attiser le populisme.¹⁴

Sous l'effet d'un choc ou d'une autre cause, les tournants populistes bouleversent souvent les normes et les pratiques démocratiques et ont généralement un coût économique très élevé¹⁵. Parallèlement, la littérature récente suggère que les pertes économiques dues à certains types de chocs ne sont jamais entièrement épongées, que les trajectoires de croissance ou de réduction de la pauvreté accusent un recul irréversible à la suite de crises¹⁶. Lorsque des crises et d'autres chocs

Figure O.2 Les changements climatiques pourraient entraîner une explosion des inégalités



Note : scénario à très fortes émissions.

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur Carleton et al. (2022) et Human Climate Horizons (<https://horizons.hdr.undp.org/>).

précèdent des tournants populistes et, dans certains cas, les précipitent, ces tournants peuvent agir comme réfracteurs et amplificateurs de crises plutôt que comme amortisseurs et atténuateurs, déformant et propageant les ondes de choc dans un monde interdépendant.

L'interdépendance mondiale évolue

La pandémie de COVID-19, les changements climatiques et la montée du populisme et des conflits au niveau mondial témoignent tous d'une dure vérité : négliger ou autrement mal gérer l'interdépendance mondiale est préjudiciable aux populations. Il est tout aussi téméraire de combattre ces maux dans un délai pertinent, que ce soit pour le climat, la sécurité nationale ou toute autre raison.

Ni le maintien du statu quo ni les fantasmes de démondialisation ne permettront de remporter ce combat. Au contraire, nous devons accepter la complexité de l'interdépendance mondiale et mieux gérer ses formes anciennes et nouvelles de manière à préserver et à élargir les possibilités des individus, même si le brouillard géopolitique – de même que l'incertitude, l'insécurité, les inégalités et la polarisation – complique les voies prometteuses à suivre.

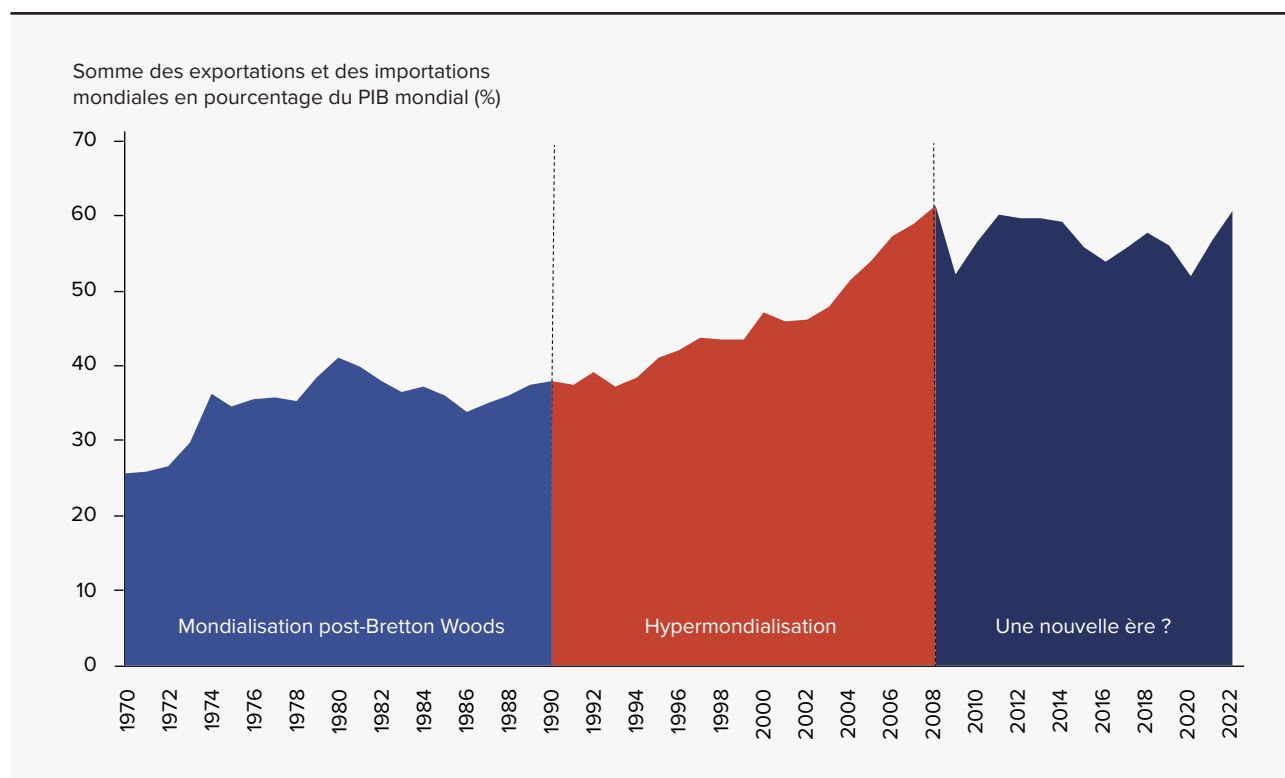
Selon certains indicateurs, l'interconnectivité mondiale enregistre des niveaux record, même si le rythme de

l'intégration économique se stabilise (figure 0.3)¹⁷. Les échanges de biens intermédiaires dépassent désormais légèrement les échanges de biens finaux¹⁸. Somme toute, les marchandises parcourent aujourd'hui deux fois plus de distance qu'il y a 60 ans et traversent davantage de frontières avant d'être consommées¹⁹. La production de smartphones, par exemple, n'a rien à voir avec les chaînes de montage du siècle dernier. Divers intrants, depuis le cobalt extrait jusqu'aux batteries et aux modules des caméras, parcourent le monde, revenant parfois sur leurs pas et laissant trop souvent au passage des cicatrices sociales et environnementales évitables.

L'interdépendance financière mondiale reste forte, même si le rythme de l'intégration s'est quelque peu ralenti après la crise financière de 2007-2008²⁰. Le coût du service de la dette des pays à revenu faible ou intermédiaire a explosé ces deux dernières années à la suite d'un torrent de hausses des taux d'intérêt déclenché par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.²¹

Les flux transfrontaliers d'informations battent de nouveaux records tous les ans. Les exportations de services numériques représentent désormais plus de la moitié des échanges mondiaux de services commerciaux²². La quasi-totalité de la population mondiale est désormais à portée d'un réseau mobile à large bande, et 5,4 milliards de personnes ont utilisé Internet en 2023, même si les inégalités restent criantes²³.

Figure 0.3 L'interdépendance économique se stabilise à des niveaux très élevés



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain se fondant sur la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; adapté de Aiyar *et al.* (2023).

Le nombre de personnes vivant en dehors de leur pays de naissance a triplé depuis 1970, passant de 84 millions à près de 280 millions en 2020, soit près de 3,6 % de la population mondiale²⁴. La migration internationale constitue un exercice de la capacité d'agir des individus en ce qu'elle élargit leurs choix et leur potentiel humain²⁵. Elle crée des liens sociaux, culturels et économiques entre les pays d'accueil et les pays d'origine²⁶ et stimule les flux financiers transfrontaliers²⁷.

Nous devons nous attendre à ce que les formes d'interdépendance que nous connaissons déjà perdurent à l'avenir. Une réglementation permettant de mieux gérer ces interdépendances sera cruciale, à moins que l'objectif ne soit de privatiser les récompenses et de socialiser les risques²⁸. Après tout, nous construisons parfois des routes avec des ralentisseurs. Cependant, l'interdépendance au XXI^e siècle est bien plus qu'un simple dénombrement basé en grande partie sur des indicateurs du XX^e siècle, à savoir le nombre de biens, de personnes ou de bits qui circulent à travers les frontières. La qualité des interconnexions est également importante. Notre interdépendance est de plus en plus planétaire et instantanée.

De nombreuses interdépendances entre les économies, les populations et la planète émergent et s'intensifient à mesure que la révolution numérique progresse et que nous avançons dans l'Anthropocène, l'ère de l'être humain. L'expansion du commerce mondial a contribué à générer d'énormes richesses, en particulier pour certains, et à sortir des millions de personnes de la pauvreté²⁹. Malheureusement, cette expansion s'est également accompagnée du démantèlement des garde-fous sociaux, économiques et écologiques qui, autrement, protégeraient et favoriseraient le développement humain. Les marchés sont devenus plus concentrés, ce qui encourage la recherche de rente. Près de 40 % des échanges mondiaux de biens se concentrent dans trois pays ou moins, même pour les biens dont il existe davantage de fournisseurs³⁰.

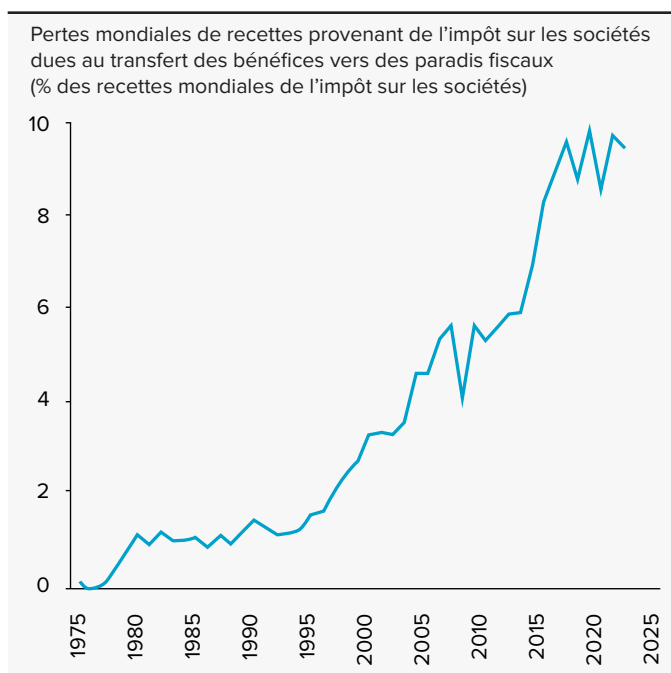
Le sentiment antimondialisation se fait de plus en plus entendre dans le discours partisan général³¹. La colère des populistes à l'égard des élites a des dimensions mondiales. Cette frustration est alimentée par le sentiment que les forces de la mondialisation ont profité à certains au sommet et laissé tous les autres de côté. Les multinationales pourraient avoir transféré jusqu'à 1 000 milliards de dollars de bénéfices dans des paradis fiscaux en 2022³². Les pertes mondiales de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ont explosé depuis le milieu des années 1990 en raison de ces transferts de bénéfices (figure O.4). Prise dans le tourbillon de l'antimondialisation, la coopération internationale s'en trouve politisée.

Les partisans de la démondialisation ou d'autres notions voisines, comme la relocalisation et la délocalisation dans des pays proches ou amis, peuvent avoir leurs raisons, mais celles-ci n'ont pas grand-chose à voir avec le traitement pratique des nouvelles formes d'interdépendance mondiale et planétaire, qui évoluent et, dans certains cas, sont inéluctables. Toute pression à la baisse exercée sur le commerce international et

les flux de capitaux serait loin de compenser les billets d'avion, les smartphones, le dioxyde de carbone et les autres moyens d'hyperconnexion transfrontalière. Pour des raisons de sécurité hydrique et alimentaire, entre autres, certains pays font face à des contraintes majeures quant à leur capacité de restreindre les échanges, et souffriraient si d'autres choisissaient de le faire. Aucun pays ou région n'est proche de l'autosuffisance, car tous dépendent d'importations en provenance d'autres régions pour 25 % ou plus des biens et services essentiels³³. Le climat reste largement indifférent aux frontières nationales, et l'aggravation des effets des changements climatiques continuera également de les ignorer. Il en va de même pour les pandémies actuelles et futures.

En d'autres termes, quand bien même nous parviendrions à nous démondialiser, ne serait-ce que partiellement, nous ne pourrions pas nous déplanétiser, pas à l'ère de l'Anthropocène. Nous devons considérer les biens publics mondiaux du XXI^e siècle, qu'il s'agisse de la préparation aux pandémies, de la paix ou de la gouvernance climatique et numérique, comme des occasions à saisir plutôt que comme des défis à éviter. La solution face à l'interdépendance mal gérée n'est pas d'éviter cette interdépendance en nous retranchant derrière des frontières poreuses, mais de l'embrasser et de mieux la gérer, en apprenant et en nous améliorant au fur et à mesure. Plutôt que d'être défaite ou inversée, la mondialisation peut et doit être pratiquée différemment, de manière à ne pas détruire la planète, à ne pas concentrer excessivement les chaînes d'approvisionnement et à ne pas générer des crises du coût de

Figure O.4 Le transfert de bénéfices vers des paradis fiscaux a explosé



Source : Alstadsæter et al. (2023).

la vie qui alimentent les crises de la dette dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'interdépendance mondiale est tenace, s'approfondit et évolue. Il est essentiel de changer les mentalités, les politiques et les institutions pour mieux la gérer et sortir de l'impasse.

La fourniture de biens publics mondiaux contribuera à gérer l'interdépendance

L'adoption d'une optique des biens publics mondiaux peut apporter beaucoup. Lorsque leur fourniture est pleinement assurée, les biens publics mondiaux permettent de mieux gérer les interdépendances mondiales profondément enracinées et en constante évolution, de préserver et de promouvoir le développement humain et d'encourager des cycles vertueux de coopération et de renforcement de la confiance. Ils nous aident à travailler avec la complexité plutôt qu'à l'ignorer. Ils remettent en question la pensée à somme nulle destructrice qui dresse les groupes les uns contre les autres. Ils stimulent notre imagination afin d'encadrer et de recadrer les problèmes communs pour en faire des possibilités gagnant-gagnant. Ils renforcent en outre notre sens du devoir les uns envers les autres ainsi qu'envers notre seule planète à tous. Tout cela sans renoncer à des intérêts divergents ou même à des désaccords.

Qu'est-ce qu'un bien public mondial³⁴ ? En bref, un bien public mondial est quelque chose – un objet, une action ou une inaction, une idée –, dont tout le monde peut profiter lorsqu'il est mis à disposition. L'atténuation des changements climatiques est un bien public mondial. Tout comme l'œuvre du poète Rumi du XIII^e siècle. De même que la liberté des mers. Une sous-catégorie particulière de biens publics mondiaux est constituée par les biens publics planétaires, qui correspondent aux interdépendances planétaires et permettent de répondre aux retombées transnationales qui ne peuvent être gérées ou atténuées aux frontières nationales. Une autre sous-catégorie pourrait être l'infrastructure publique numérique et ce que l'on appelle les biens publics numériques, qui sont associés à la révolution numérique.

Si les biens publics mondiaux peuvent servir de cri de ralliement pour remédier aux injustices ou aux inefficacités, ils ne sont toutefois pas seulement des choses souhaitables. En fait, les biens publics mondiaux sont moins des « biens » ou des choses concrètes en soi qu'un choix sur la manière dont nous, les êtres humains, pouvons en profiter ensemble. Ils peuvent également être considérés comme un état d'esprit, une aspiration, et peuvent mobiliser la coopération sous de nombreuses formes. En tant que tels, ils sont limités à la base par notre imagination et notre volonté collective, et au sommet par la manière dont le pouvoir est structuré et exercé. Il s'agit donc de choix sociaux, non pas seulement de par la manière dont nous les imaginons, mais aussi de par la décision de les imaginer ou non.

Le fait de comprendre que le développement de vaccins et, disons, de faire exploser un astéroïde fonçant sur la Terre, peuvent tous deux être considérés comme des biens publics mondiaux – et, qui plus est, comme un type spécifique de bien public mondial à la portée du meilleur (encadré O.1) – signifie que nous n'avons pas besoin de repartir de zéro pour gérer les interdépendances. Le temps gagné représente de vies sauvées. Cela signifie que nous devons penser au-delà des secteurs et des compartiments et mieux nous préparer. Nous pourrions ainsi tirer parti de notre expérience de la pandémie de COVID-19, par exemple, dans l'éventualité où un astéroïde, un nouvel agent pathogène mortel ou une crise d'instabilité financière mondiale venait à survenir. Et de tels événements surviendront. Mais nous n'avons pas à courir après les crises passées.

Adopter une optique des biens publics mondiaux nous aide à démêler des enjeux complexes, dont beaucoup le sont précisément parce que leurs différents aspects requièrent différentes manières de nous organiser.

Adopter une optique des biens publics mondiaux nous aide à démêler des enjeux complexes, dont beaucoup le sont précisément parce que leurs différents aspects requièrent différentes manières de nous organiser. Une grande partie de notre riposte, et de ses lacunes, face à la pandémie de COVID-19 peut être comprise dans une optique de biens publics mondiaux, qui nous donne des indications sur la manière de structurer les incitations à la promotion de la coopération et sur la façon de concevoir des financements pour soutenir cette démarche.

Reconnaître que nous pouvons tous profiter des biens publics mondiaux est une chose ; en distribuer les bienfaits en est une autre. Les pays ayant des intérêts et des ressources différents, la valeur de chaque bien public mondial pour chaque pays sera déterminée par ces facteurs. Cette asymétrie des bienfaits est à l'origine de certaines des difficultés à mettre à disposition les biens publics mondiaux.

L'optique des biens publics mondiaux peut également permettre de recadrer certains problèmes. Par exemple, l'atténuation des changements climatiques (un bien public mondial « additif ») pourrait être favorisée par l'accélération des technologies et des innovations liées aux sources d'énergie renouvelables et propres (y compris des prouesses technologiques telles que la fusion nucléaire) – ce qui redéfinit l'enjeu comme consistant à fournir les biens publics mondiaux à la portée du meilleur. Imaginons des usines géantes de séquestration du carbone alimentées par la fusion nucléaire dans la toundra arctique ou à travers le Sahara. Présenter alors les changements climatiques comme une aubaine technologique à ne pas rater pourrait avoir un effet d'attraction, enclenchant ainsi sa propre dynamique positive, en lieu et place des réductions volontaires d'émissions de carbone qui font l'objet de peu d'empressement.

Aussi important que soit le choix humain de créer, de définir et de fournir des biens publics mondiaux, cela ne fait pas tout.

Encadré O.1 Introduction aux biens publics mondiaux : qu'est-ce qu'un bien public mondial « additif », un bien public mondial « à la portée du meilleur » et un bien public mondial « dépendant du maillon le plus faible » ?

On distingue trois types de biens publics mondiaux : les biens publics « additifs » (summation), les biens publics « à la portée du meilleur » (best-shot) et les biens publics « dépendant du maillon le plus faible » (weakest-link). L'atténuation des changements climatiques est un exemple type de bien public mondial additif, où le niveau global d'atténuation dépend de la somme des contributions de chaque agent individuel, ou pays. Les institutions doivent agréger les contributions, grandes et petites, s'efforcer de résoudre les problèmes de parasitisme et ceux reposant sur la théorie des jeux, tels que les problèmes qui se posent dans le dilemme du prisonnier classique (où coopérer permet d'obtenir un meilleur résultat qu'agir séparément dans son propre intérêt).

Imaginons maintenant un astéroïde cataclysmique, mais destructible, qui fonce sur la Terre. Quelle serait la meilleure conduite à tenir ? La probabilité de détruire l'astéroïde dépendra du pays ou de tout autre agent qui crée la technologie de destruction d'astéroïde la plus précise – en d'autres termes, un bien public mondial « à la portée du meilleur ». Le bénéfice pour tous les habitants de la planète est déterminé par l'agent (dans cet exemple, un pays ou un groupe de pays) qui investit le plus de ressources efficacement. Une grande partie de la production technologique, telle que la course au séquençage du génome humain, ainsi que les connaissances tombées dans le domaine public, peuvent généralement être considérées comme des biens publics mondiaux « à la portée du meilleur ».

Les foyers récalcitrants de poliomyélite endémique illustrent le troisième type de bien public mondial : le maillon le plus faible. Alors que deux souches de poliovirus sauvage sur trois ont été éradiquées (le type 2 en 2015 et le type 3 en 2019)¹, les efforts d'éradication de la poliomyélite n'ont pas encore abouti – et plusieurs dates cibles ont été dépassées – parce que la troisième souche du virus (le poliovirus sauvage de type 1) persiste dans quelques petites régions d'Afghanistan et du Pakistan, et que le type 2 dérivé d'une souche vaccinale continue également de circuler².

L'éradication des maladies, comme celle de la variole, est un bien public mondial. Or, comme dans le cas de la poliomyélite, le monde entier reste exposé au risque de contamination si l'agent pathogène continue de circuler où que ce soit. Le bénéfice au niveau mondial est alors assujéti à la situation de l'agent le plus faible. Les implications du ciblage des ressources mises en commun sont claires. La surveillance des maladies est aussi généralement considérée comme un bien public mondial « dépendant du maillon le plus faible »³.

Notes

1. <https://www.who.int/fr/news-room/feature-stories/detail/two-out-of-three-wild-poliovirus-strains-eradicated>. 2. Barrett (2011) ; Cohen (2023). 3. Les évaluations menées après la pandémie de -COVID-19 ont montré que les pays disposant de capacités de santé publique plus générales étaient mieux à même de lutter contre la maladie, ce qui souligne l'importance non seulement d'une intervention d'urgence, mais aussi du renforcement des capacités de surveillance et de santé publique là où elles font défaut (Neill *et al.*, 2023).

La technologie elle aussi joue un rôle important. L'avènement de la radio et de la télévision a ouvert l'accès à la transmission d'informations par les ondes à toute personne disposant d'un dispositif de réception. La télévision par câble, et plus tard les services de diffusion en continu, ont créé des possibilités de restreindre l'accès aux programmes, excluant les non-payeurs et entraînant la prolifération de services d'abonnement que l'on pourrait qualifier d'exclusifs d'un point de vue tant économique qu'épithétique. La disparition des téléphones publics après l'irruption des téléphones mobiles offre un récit similaire : la technologie a créé des possibilités d'exclusion que les choix opérés par les pouvoirs publics ont permis, voire carrément encouragé.

Comme la technologie elle-même, les biens publics mondiaux ne sont souvent pas donnés, mais plutôt créés. Par nous ! Par notre imagination et nos choix sociaux. C'est là que réside une bonne partie de leur pouvoir. Ils requièrent notre imagination, et l'activent donc, pour un monde différent, une manière différente de faire les choses, pour faire exactement ce qui est nécessaire afin d'avancer en des temps incertains. Allier cette créativité aux bonnes incitations et aux architectures institutionnelles adéquates, dont nous pouvons déjà anticiper les caractéristiques générales, contribuera largement à faire avancer les choses et à mettre en place une architecture mondiale de la fourniture des biens publics mondiaux pour le XXI^e siècle.

Des formes de polarisation malveillantes font obstacle

Cela est plus complexe qu'il n'y paraît. Qu'est-ce qui fait obstacle ?

Tout d'abord, nous.

La polarisation de groupe est très répandue et s'accroît dans le monde entier³⁵. Elle influe sur les politiques nationales et internationales qui détermineront la manière dont les défis mondiaux communs seront relevés dans les décennies à venir³⁶. La polarisation se traduisant souvent par une intolérance et une aversion pour le compromis et la négociation, elle peut conduire à une impasse et à des dysfonctionnements politiques. Elle le fait en partie en érodant la confiance entre les communautés, ce qui entrave les efforts visant à résoudre des problèmes sociétaux majeurs, tels que les crises sanitaires, les conflits violents et les changements climatiques. Étant donné que nombre de ces questions suscitent des divergences et une concurrence politique intense, la polarisation constitue un obstacle sociétal majeur à la résolution des problèmes communs³⁷.

La polarisation n'est pas la même chose que la différence ou que le désaccord, même profond. La diversité des préférences et des perspectives enrichit la prise de décision et l'action collectives³⁸. En effet, les institutions politiques ont été conçues pour mettre la rivalité au service de l'intérêt public. Par

exemple, les arguments invoqués par James Madison lors de l'élaboration de la Constitution des États-Unis n'écartaient pas l'hypothèse d'une divergence d'intérêts, mais visaient plutôt à concevoir des institutions qui tireraient parti de ces différences pour aussi bien être adaptables que servir l'intérêt public³⁹.

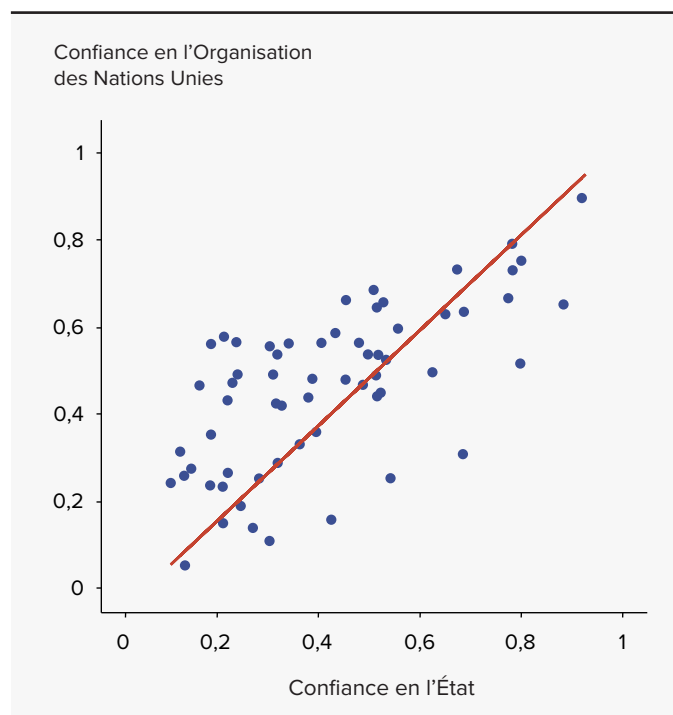
Cependant, la polarisation présente de nouvelles difficultés qui fragilisent ces institutions⁴⁰. Toutes les différences de points de vue sont réduites à des questions d'identité étroite ou unique. Le référendum sur le Brexit a donné naissance à de nouvelles identités sociales – les « Leavers » (partisans du Brexit) et les « Remainers » (opposants au Brexit) – qui ont jeté les bases d'une polarisation accrue entre ces deux groupes⁴¹. Aux États-Unis et ailleurs, le statut vaccinal par rapport à la COVID-19 est devenu un autre marqueur de faction séparant un camp de l'autre.⁴²

La polarisation au niveau national a des conséquences mondiales ; elle freine la coopération internationale, y compris pour la fourniture de biens publics mondiaux. De 1970 à 2019, 84 référendums relatifs à la coopération internationale (concernant par exemple l'adhésion à des organisations internationales) ont été organisés, ces scrutins s'étant davantage multipliés au cours des dernières décennies⁴³. Des campagnes ont été menées en faveur de retraits de pays de certaines institutions internationales⁴⁴. La légitimité de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce et des institutions judiciaires internationales a été remise en cause.⁴⁵

Déjà, des sociétés fortement polarisées qui oscillent entre des extrêmes politiques entament la fiabilité des partenaires internationaux. Il existe aussi un problème de confiance. La polarisation est synonyme d'érosion de la confiance, et la baisse de la confiance – ou de l'assurance plus globalement – dans les institutions nationales est généralement corrélée à une baisse de la confiance dans des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (figure O.5). La polarisation tend en outre à se nourrir de la pensée à somme nulle et à engendrer le cynisme à l'égard du compromis et de la tolérance, autant de comportements qui sont aux antipodes des biens publics mondiaux.

La fourniture de biens publics mondiaux ne nécessite pas un moment de « Kumbaya » entre les nations (intervention divine pour l'harmonie). Cependant, elle ne réside pas non plus à l'autre extrême, où les postulats dominants sur le comportement humain (et celui des pays) se limitent à l'intérêt personnel et où la coopération est reléguée à la réciprocité, c'est-à-dire à des jeux répétés du dilemme du prisonnier. La fourniture de biens publics mondiaux est vouée à l'échec dans l'un ou l'autre de ces extrêmes. Les individus et leurs pays ont d'autres motivations, souvent plus dominantes, qui sont façonnées par des préférences et des normes sociales, dont beaucoup dépendent de la culture. Car la mobilisation de la coopération est tout aussi possible que son évincement – si ce n'est pire –, pas dans tous les domaines, mais sur des enjeux qui ne sont pas à somme nulle.

Figure O.5 Une plus faible confiance en l'État est généralement corrélée à une plus faible confiance en l'Organisation des Nations Unies



Note : la confiance dans les institutions (gouvernement national et Organisation des Nations Unies) signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données issues de la vague 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

La fourniture de biens publics mondiaux nécessitera des financements supplémentaires en complément de l'aide au développement traditionnelle, et non pas en remplacement de celle-ci ou en concurrence avec elle. Le coût associé à la non-fourniture de biens publics mondiaux est dérisoire par rapport aux avantages que procurerait leur fourniture⁴⁶. Les mentalités et les discours tenus sont également importants à cet égard. De nombreux motifs de soutien à la coopération mondiale, y compris la redistribution mondiale, vont au-delà de l'intérêt personnel et sont liés à l'opinion des individus sur la justice et l'équité et à la question de savoir si leur sens du devoir s'arrête aux frontières de leur pays ou s'étend à l'ensemble du monde. Lorsqu'ils sont fournis, les biens publics mondiaux profitent à tous, à l'opposé d'une situation à somme nulle. Si nous voulons les fournir, il sera essentiel de donner plus d'importance à la nature de ces défis et de mettre en place des institutions pour faciliter leur fourniture.

Une interdépendance mondiale mal gérée, en particulier lorsqu'elle culmine dans des chocs et des crises, alimente la polarisation de plusieurs façons. Tout d'abord, en donnant aux individus un sentiment d'insécurité et, ensuite, lorsque

des slogans transforment ce sentiment d'insécurité en peur et sont exploités pour des gains politiques et personnels. C'est pourquoi il est si important de fournir des biens publics mondiaux. En nous aidant à gérer l'interdépendance mondiale, ils atténueront l'un des principaux facteurs de polarisation dans le monde.

En nous aidant à gérer l'interdépendance mondiale, les biens publics mondiaux atténueront l'un des principaux facteurs de polarisation dans le monde

La polarisation peut également être atténuée directement. L'un des moyens d'y parvenir est de corriger les perceptions erronées, très répandues, que les individus ont des convictions d'autrui. Par exemple, aux États-Unis, la prévalence des convictions en faveur du climat est deux fois supérieure à ce que l'on pense⁴⁷. Il en résulte une fausse réalité sociale qui entrave l'action collective face aux changements climatiques.

Une autre façon de modérer la polarisation est de créer des espaces de délibération pour surmonter les clivages. Les assemblées citoyennes en sont un moyen. Les possibilités d'interaction personnelle organisée et répétée comme celles-ci sont très importantes. Il est bien plus facile d'objectiver, de rejeter et de calomnier en se cachant derrière la sécurité impersonnelle d'un message incendiaire sur les médias sociaux ou de lancer des propos virulents devant une caméra de télévision que de le faire lorsqu'on partage un repas avec quelqu'un, même avec des adversaires politiques. C'est peut-être la raison pour laquelle les récits et les anecdotes se sont révélés être des moyens efficaces pour atténuer la polarisation⁴⁸. Ils rendent le rejet de l'altérité plus difficile.

Nous devons combler les déficits de capacité d'agir

Nos institutions peinent à suivre l'évolution des formes toujours plus profondes d'interdépendance mondiale et à fournir des biens publics mondiaux. La polarisation est une grande partie du problème, tout comme les hypothèses étroites et autoréalisatrices qui limitent le comportement humain à l'intérêt personnel, hypothèses qui ont longtemps prévalu au sein des institutions de tous niveaux. L'espace dédié aux préférences et normes sociales, aux devoirs et à la culture a été rétréci. Le populisme est devenu une soupape de pression inutile. Il en résulte que les institutions ne remplissent pas leur rôle. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des individus soutiennent la démocratie en tant qu'idéal, mais que plus de la moitié d'entre eux soutiennent aujourd'hui des dirigeants susceptibles de la mettre en péril dans la pratique.

La capacité d'agir est la pierre angulaire du développement humain. Bien que difficile à mesurer directement, la capacité d'agir dans une démarche collective⁴⁹ s'érode peut-être (figure O.6), du moins pour une partie non négligeable de

la population mondiale⁵⁰. Nombreux sont ceux qui ont le désagréable sentiment – comme en témoigne l'augmentation généralisée des niveaux de stress, d'inquiétude et de désespoir qu'ils déclarent – que les possibilités d'exercer des choix dans leur vie, en fonction de ce à quoi ils ont raison d'accorder de la valeur, sont de plus en plus limitées. Parmi un ensemble d'options de plus en plus restreintes, ils sont moins sûrs – plus incertains – que le choix qu'ils souhaitent faire puisse se concrétiser.

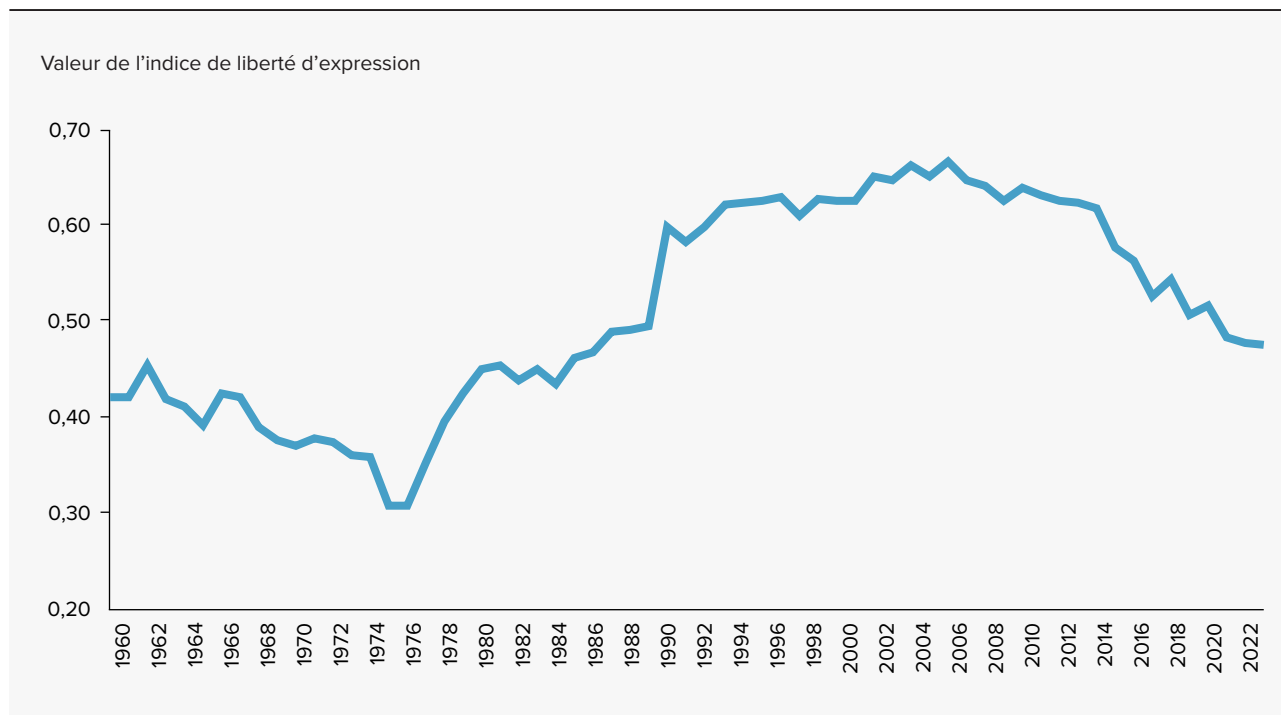
Il s'agit là de menaces pour la psyché humaine – pour notre sentiment de soi et d'autonomie, pour notre sentiment d'appartenance et d'attachement à une intentionnalité partagée⁵¹, pour notre capacité de décider de ce à quoi nous accordons de la valeur ainsi que de la manière dont nous pouvons agir et agissons sur ces valeurs – qui ne sont pas moins importantes que les menaces posées par un super typhon, une épidémie ou la violence. Les indicateurs conventionnels tels que le produit intérieur brut (PIB) ou même l'indice de développement humain passent à côté de quelque chose d'important qui s'exprime bruyamment dans les rues, dans les urnes et dans la multiplication des soutiens apportés à des dirigeants susceptibles d'ébranler la démocratie. La capacité d'agir peut être un moyen de comprendre les déficits et, à l'instar des concepts d'insécurité, c'est un aspect qu'on peut désormais mesurer par des outils innovants. En effet, dans toutes les régions, la sécurité humaine et les déficits de capacité d'agir vont de pair (figure O.7).

Ajoutons-y maintenant les inégalités. On observe une diminution abrupte de la proportion de personnes situées dans la moitié inférieure de l'échelle de répartition des revenus qui déclarent avoir très peu de contrôle sur leur vie (figure O.8). En d'autres termes, la capacité d'agir augmente au fur et à mesure que les revenus augmentent pour les 50 % les plus pauvres de l'échelle de répartition des revenus. Tout en bas de l'échelle, le manque de capacité d'agir est particulièrement prononcé (les déficits de capacité d'agir sont trois fois plus élevés chez les personnes du décile de revenus le plus bas que chez les personnes des déciles 6 et plus). En outre, la proportion de personnes déclarant avoir un très grand contrôle sur leur vie est faible et relativement égale pour les 50 % de la population se trouvant au bas de l'échelle, mais augmente avec les revenus pour les déciles 6 et plus. Ainsi, les inégalités de revenus, qui se recoupent souvent avec d'autres inégalités de développement humain et y sont associées, déterminent la capacité d'agir.

La polarisation, l'insécurité, les inégalités et les discours réducteurs font tous payer un lourd tribut humain qui peut être compris grâce à la capacité d'agir, laquelle relie ces éléments en tant que dénominateur commun et guide pour l'action.

Les déficits de capacité d'agir ne concernent pas seulement les institutions formelles. Les normes, qui interagissent de manière dynamique avec les institutions, sont également très importantes. Au début du XX^e siècle, dans la plupart des pays, il était officiellement interdit aux femmes de remplir divers

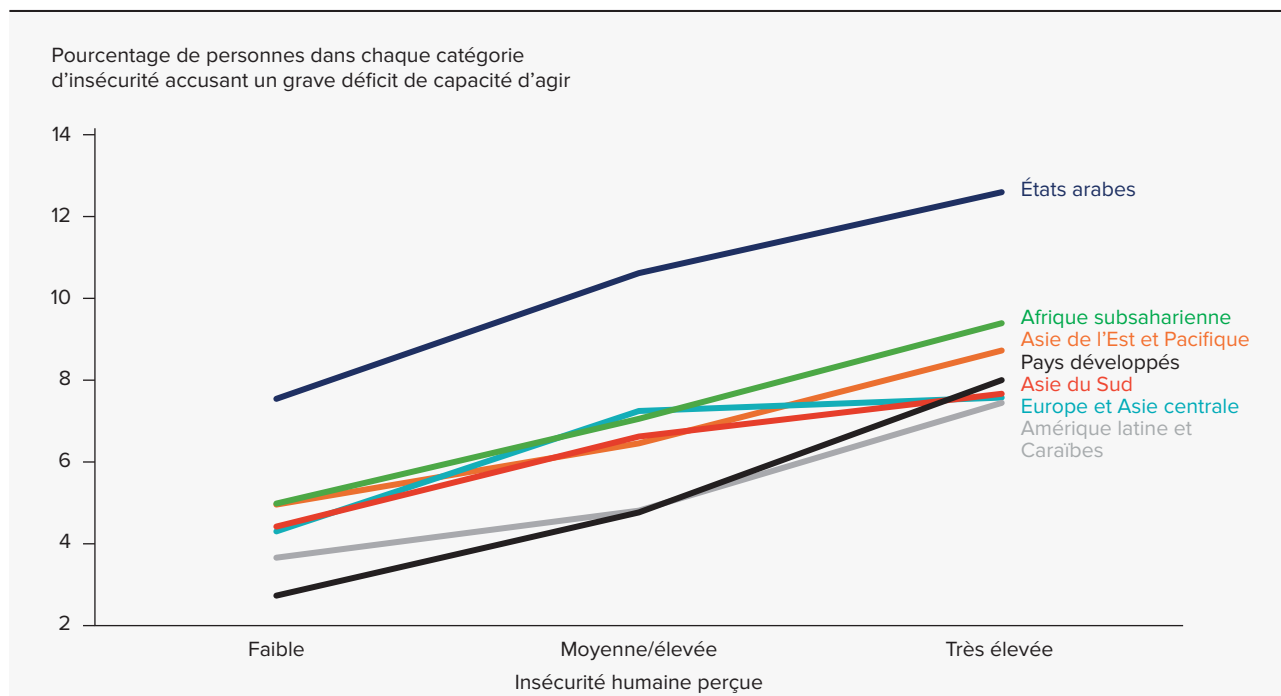
Figure O.6 La liberté d'expression va de pair avec la capacité d'agir et n'a cessé de reculer ces dernières années



Note : les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population.

Source : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données du projet Varieties of Democracy et de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

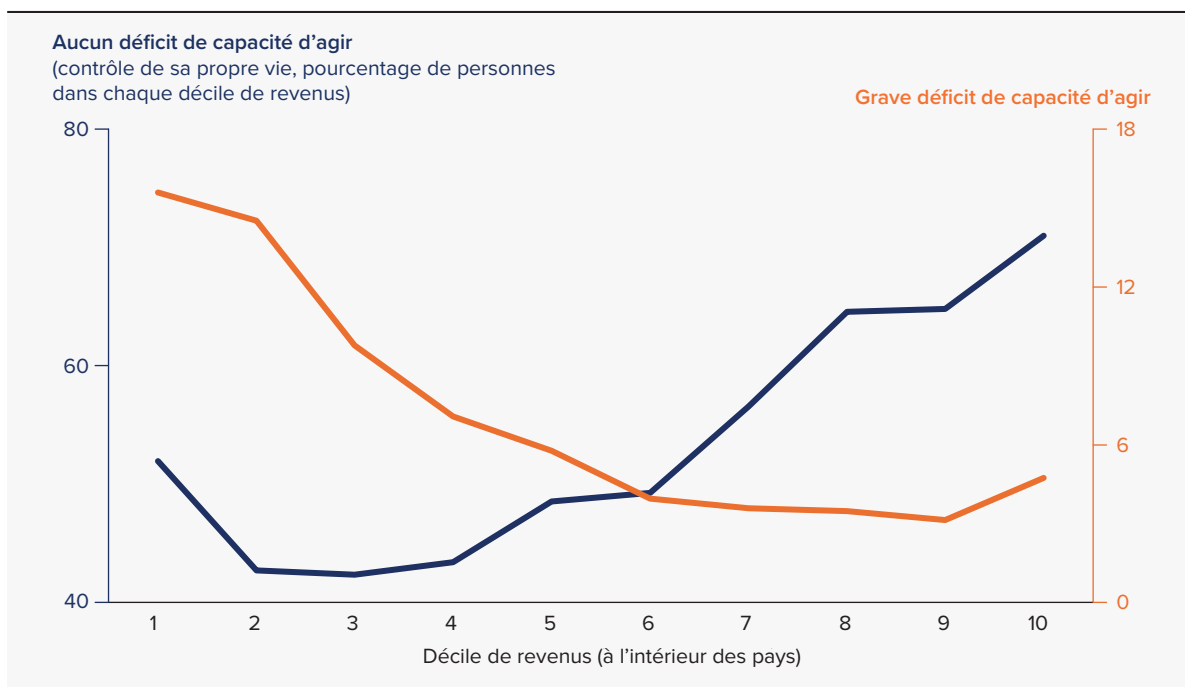
Figure O.7 Plus l'insécurité humaine perçue est élevée, plus le sentiment de contrôle sur sa propre vie est faible



Note : l'insécurité humaine perçue est mesurée comme « faible », « moyenne et élevée » et « très élevée » à l'aide de microdonnées et de pondérations égales entre les pays, et à partir de l'indice décrit dans PNUD (2022b), annexe 1.2. Le grave déficit de capacité d'agir correspond à la part de la population qui déclare n'avoir aucun ou très peu de contrôle sur sa vie (de 1 à 3 sur une échelle de 1 à 10).

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les dernières données disponibles de la vague 6 (2010-2014) et de la vague 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

Figure O.8 La perception de la capacité d'agir (contrôle sur sa propre vie) est déterminée par les revenus



Note : calculs réalisés à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

Source : Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

rôles sociaux, qu'il s'agisse de posséder des biens, d'aller à l'université ou de participer en politique. Les déficits de capacité d'agir des femmes étaient flagrants et généralisés. Tout au long du XX^e siècle, de vastes réformes dans le monde entier ont porté reconnaissance par la loi de l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et des hommes. Bien que, dans de nombreux pays, les femmes soient encore confrontées à des restrictions juridiques affectant leur capacité d'agir, les progrès réalisés en matière de réformes institutionnelles sont remarquables. Les déficits de capacité d'agir consacrés dans les lois formelles tendent à disparaître. Le droit de voter aux élections – une forme fondamentale d'action politique – est un exemple visible de cette évolution.

Toutefois, la capacité d'agir concrète des femmes reste limitée dans de nombreux domaines. Un exemple notable est l'accès des femmes aux plus hautes fonctions politiques, le summum de la capacité d'agir politique. Les femmes ne sont chefs d'État ou de gouvernement que dans environ 10 % des pays, une proportion qui n'a guère évolué au cours des dernières décennies⁵².

L'Indice des normes sociales de genre 2023 du PNUD, qui traite les préjugés comme des écarts par rapport aux normes mondiales communes en matière d'égalité des genres, montre que l'égalité des genres est entravée par des normes sociales entachées de préjugés sexistes (figure O.9)⁵³. Près de la moitié des individus pensent que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes⁵⁴. Or, les normes entachées de préjugés peuvent être tellement enracinées que nous jugeons

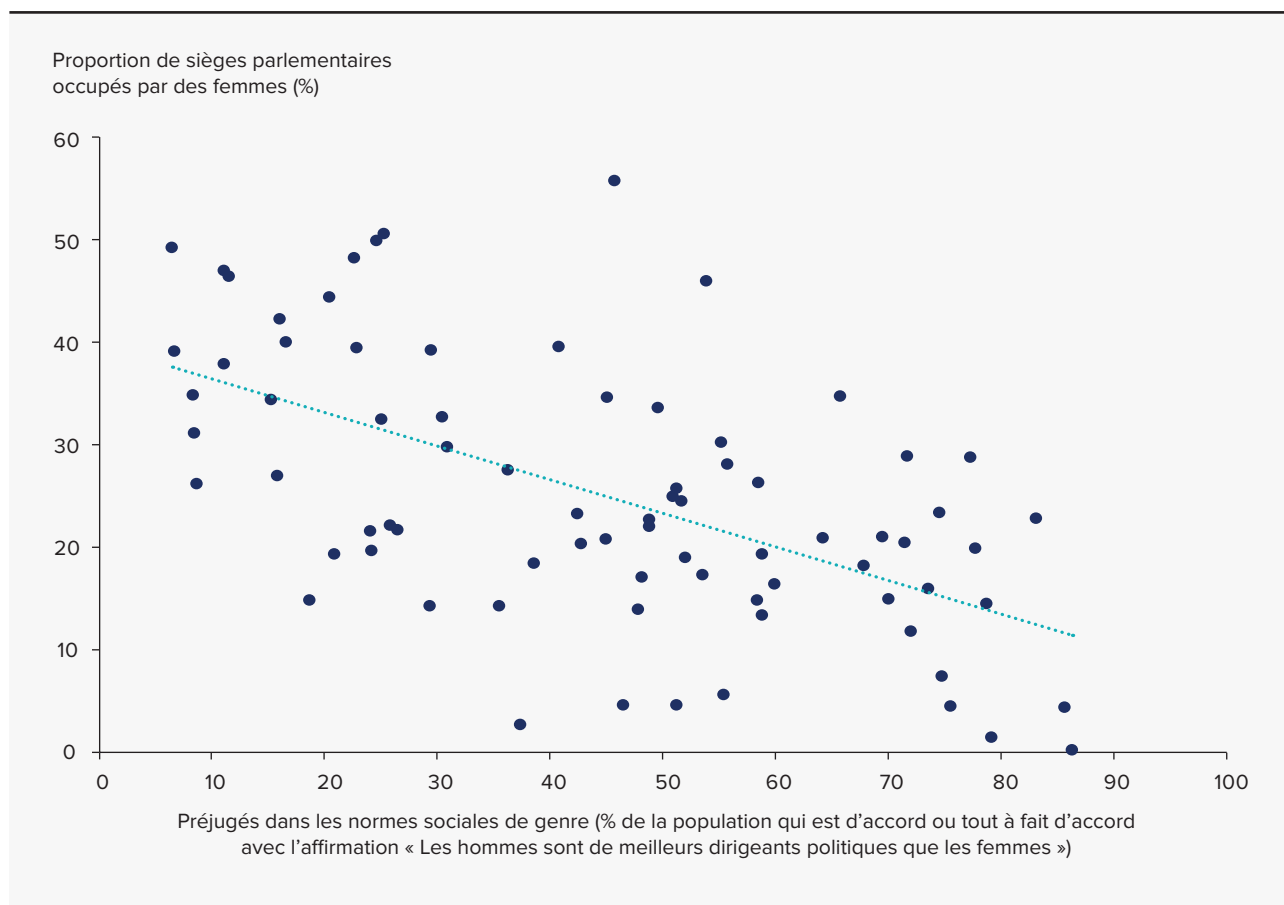
plus sévèrement les femmes qui occupent de hautes fonctions politiques. Ces préjugés s'infiltrant dans les isolements, les jurys d'entretien, les réunions de conseil d'administration et bien d'autres espaces, limitant ainsi la capacité d'agir des femmes.

Pour contribuer à réduire les déficits de capacité d'agir, les institutions doivent être plus centrées sur les personnes, faire l'objet d'une propriété collective et être tournées vers l'avenir. Que signifient ces principes pour les institutions multilatérales existantes ?

Le développement humain, que les institutions multilatérales reconnaissent, au mieux, de manière limitée ou partielle, est un indicateur indirect de l'adoption d'une approche centrée sur les personnes. Les performances économiques continuent d'être une priorité. C'est pourquoi l'initiative « Au-delà du PIB », mise en avant par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, est si importante⁵⁵. Les lacunes en matière de propriété collective se manifestent par le maintien de systèmes de gouvernance à la faveur de règles écrites et non écrites qui reflètent l'héritage de la répartition du pouvoir dans le monde de l'après-guerre. Cela va des institutions financières internationales à l'Organisation des Nations Unies, plusieurs propositions ayant été formulées au fil des ans pour remédier au manque actuel de représentativité des systèmes de gouvernance⁵⁶.

La propriété collective des institutions implique une répartition équitable du fardeau de l'action gouvernementale, en évitant les inégalités résultant de l'évasion et de la fraude

Figure O.9 L'égalité des genres en politique est entravée par des normes sociales biaisées en la défaveur des femmes



Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain se basant sur les données de la vague 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (pour les préjugés dans les normes sociales) et les données de l'Union interparlementaire (pour la proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes en 2021). Voir aussi PNUD (2023a).

fiscales. Durant la dernière décennie, des progrès considérables ont été accomplis dans la lutte contre la fraude fiscale, principalement grâce à l'amélioration de l'information et de la transparence dans le monde⁵⁷. L'Assemblée générale des Nations Unies a entamé le processus d'élaboration d'une convention-cadre sur la coopération fiscale internationale afin de faciliter la coordination des politiques sur ces questions⁵⁸. Les taux d'imposition minimums au niveau mondial, tels que le taux d'imposition minimum effectif des revenus des sociétés, n'ont pas besoin d'être très élevés pour générer des montants substantiels s'ils sont bien appliqués⁵⁹. La mise en application est en grande partie un choix des pouvoirs publics et dépend de la coordination internationale.

Être tournées vers l'avenir signifie, pour les institutions, tenir compte de la manière dont l'interdépendance subit un remodelage à l'ère de l'Anthropocène et du fait de la révolution numérique, et trouver des moyens de fournir des biens publics mondiaux de manière plus systématique, plus efficace et plus équitable.

Vers une vision du développement centrée sur la capacité d'agir

Qu'est-ce que le développement et quelle est la meilleure façon d'y parvenir ? Il s'agit là d'une question centrale de l'après-guerre dont la réponse a évolué au fil du temps en fonction des réalités émergentes. Aujourd'hui, les interactions dynamiques entre les pressions planétaires de l'Anthropocène, d'une part, et les inégalités et l'insécurité croissantes, d'autre part, constituent ensemble un défi lancé à tous les discours sur le développement.

Et même au développement humain.

Le premier Rapport sur le développement humain, publié en 1990, proclamait fièrement que « [l]es individus sont la véritable richesse d'une nation ». Ils le sont encore et le seront toujours. Quel est l'intérêt du développement si ce n'est pour les individus ? Cependant, la façon dont nous parlons des individus et dont nous évaluons leur développement doit aller au-delà des réalisations en matière de bien-être mesurées par l'indice de développement humain et d'autres indicateurs

conventionnels pour inclure la capacité d'agir – cette capacité unique et illimitée des personnes à formuler et à reformuler des objectifs, des engagements et des valeurs, à faire des choix raisonnés qui peuvent ou non faire progresser leur propre bien-être, et, en fin de compte, à mener une vie dans une finalité précise, qui peut aller au-delà de leur soi individuel.

La notion même de capacité d'agir a été largement écartée des programmes de développement. Et cela se voit. Les déficits de capacité d'agir coïncident avec des tendances inquiétantes concernant les normes et pratiques démocratiques, la polarisation et le déclin de la confiance générale dans les gouvernements et les institutions internationales. La coopération internationale elle-même devient plus politisée. Nos institutions sont aux prises avec un déficit de capacité d'agir.

Dans son ouvrage phare intitulé *Development as Freedom*, Amartya Sen revisite le développement en le décrivant comme la poursuite d'une plus grande liberté qui renforce la capacité des individus à s'aider eux-mêmes et à influencer le monde, et estime que cela se rattache à ce que l'on pourrait appeler l'élément de capacité d'agir des individus.⁶⁰

Le Rapport sur le développement humain 2023-2024 commence à tracer les contours de ce que l'on pourrait appeler une vision émancipatrice du développement qui met en lumière cette notion de développement en tant que liberté d'agir sur le grand défi de notre époque : l'humanité et la planète en crise commune. Cette conception du développement est centrée sur l'expansion de la capacité d'agir à l'intersection du développement humain, des droits humains et de la durabilité. Son objectif est l'expansion des libertés sous toutes leurs formes, y compris la liberté à l'égard de la tyrannie des identités uniques et exclusives, des convictions à somme nulle et des modèles de comportement simplifiés à l'extrême qui réduisent les individus à des calculateurs de chiffres narcissiques.

Les institutions du XXI^e siècle devraient réduire les déficits de capacité d'agir et élargir, plutôt que remplacer, les capacités de l'État-providence du XX^e siècle. La liberté prospère lorsqu'elle acquiert une pleine signification qui englobe non seulement les libertés négatives, nécessaires et importantes (liberté de vivre à l'abri de la peur, du besoin, des privations), mais aussi les libertés positives, tout aussi importantes (liberté

de soi-même, liberté de pensée et liberté d'action, y compris l'action collective utile).

Les États de toutes tendances politiques et de tous niveaux de revenu ont la possibilité et l'obligation de façonner des politiques et des institutions centrées sur la capacité d'agir, ancrées dans le développement humain et guidées par les droits humains

Les États de toutes tendances politiques et de tous niveaux de revenu ont la possibilité et l'obligation de façonner des politiques et des institutions centrées sur la capacité d'agir, ancrées dans le développement humain et guidées par les droits humains et la protection de la planète, des institutions qui nous libèrent de l'immobilisme dysfonctionnel, qui répondent mieux aux besoins des individus et leur donnent plus de moyens d'action, et qui nous libèrent tous des discours rigides et conflictuels à somme nulle sur nous-mêmes et sur les autres. Lorsque les individus se sentent plus libres d'habiter des identités multiples qui se chevauchent, lorsque le dialogue raisonné et axé sur les problèmes prévaut sur la rhétorique chargée d'émotions qui exploite les griefs collectifs, lorsque les personnes se rencontrent pour échanger au lieu de s'envoyer des tweets, les individus sont alors plus aptes et plus susceptibles de poursuivre leurs propres objectifs, ainsi que de faire des compromis et de coopérer sur des objectifs communs qui font que les buts qu'ils visent soient plus atteignables.

C'est à ce cycle vertueux qu'aspire une vision du développement centrée sur la capacité d'agir, dont le présent rapport décrit les éléments constitutifs. L'impasse mondiale commence à céder la place à la coopération, y compris concernant les biens publics mondiaux, même dans les cas où une diversité de préférences divergentes persiste – et nous devrions nous attendre à ce qu'elle persiste. En effet, les différences dans l'importance que les individus accordent à telle ou telle chose est une observation encourageante du développement humain et, comme le font valoir les précédentes éditions du Rapport sur le développement humain, la diversité sous ses nombreuses formes est essentielle pour naviguer dans des couches d'incertitude nouvelles et en interaction.

Nous pouvons faire mieux. Nous avons beaucoup d'atouts. Allons de l'avant.

Notes

APERÇU

- 1 Voir PNUD (2020, 2022a).
- 2 Watson *et al.* (2022).
- 3 Voir le tableau de bord mondial du PNUD sur l'équité en matière de vaccins, à l'adresse suivante : <https://data.undp.org/fr/insights/vaccine-equity>.
- 4 Vaidyanathan (2024). Ces contributions annoncées restent insuffisantes par rapport aux pertes et préjudices annuels induits par les changements climatiques, estimés à 400 milliards de dollars par an.
- 5 <https://about.bnef.com/blog/global-clean-energy-investment-jumps-17-hits-1-8-trillion-in-2023-according-to-bloomberg-bnef-report/> (consulté le 31 janvier 2024).
- 6 Les données relatives à l'IDH jusqu'en 2022 proviennent du tableau 1 de l'*Annexe statistique* du Rapport complet. Les valeurs indiquées pour 2023 sont des projections réalisées à partir des mêmes sources de données que celles utilisées pour ledit tableau 1.
- 7 Msemburi *et al.* (2023).
- 8 Voir PNUD (2022a).
- 9 Quelque 3 milliards de personnes disent ressentir actuellement de l'inquiétude, soit 687 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2 milliards de personnes disent ressentir de la tristesse, soit 540 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2,9 milliards de personnes disent ressentir du stress, soit 596 millions de plus qu'il y a 10 ans (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données du sondage Gallup de 2023). Daly et Macchia (2023) font état d'une augmentation de la prévalence des sentiments de détresse émotionnelle entre 2009 et 2021.
- 10 Voir Kurlantzick (2022), Nichols (2021) et PNUD (2023b).
- 11 Funke, Schularick et Trebesch (2023).
- 12 Andre *et al.* (2024).
- 13 Fernbach et Van Boven (2022).
- 14 Gur, Ayal et Halperin (2021).
- 15 Graeber, Roth et Zimmerman (2023) ; Vogt *et al.* (2016).
- 16 Demeritt et Hoff (2023). Le développement de la capacité d'agir consiste à renforcer la capacité des individus à être acteurs du changement. Les stratégies n'insistent pas suffisamment sur le rôle central de la capacité d'agir en tant que pilier essentiel du développement humain. Réduire les déficits de capacité d'agir permet aux personnes de participer au raisonnement public et à la prise de décisions par l'intermédiaire d'institutions en lesquelles elles ont confiance.
- 17 En ce qui concerne l'importance de la copropriété des institutions politiques, voir Allen (2023).
- 18 En ce qui concerne la mobilisation de l'avenir en tant qu'idée politique, voir White (2023).

PRÉSENTATION

- 1 Persson et Bennich (2023).
- 2 CIS (2023) ; HCR (2023b, 2023c).
- 3 Msemburi *et al.* (2023) ; Wang *et al.* (2022).
- 4 Bollyky *et al.* (2022) ; Lenton, Boulton et Scheffer (2022).
- 5 Bollyky *et al.* (2022).
- 6 Henkel *et al.* (2023).
- 7 Kumar *et al.* (2022).
- 8 Druedahl, Minssen et Price (2021).
- 9 Gleeson *et al.* (2023).
- 10 NASA (2023).
- 11 La plateforme Human Climate Horizons du PNUD est une plateforme de visualisation interactive (<https://horizons.hdr.undp.org/>) qui consiste en une ressource publique numérique dynamique permettant de prévoir, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les effets des changements climatiques sur les populations et leurs incidences sur le développement humain.
- 12 Albrecht (2012), p. 250. Voir aussi Clayton et Karazsia (2020) ; Stanley *et al.* (2021) ; Wullenkord *et al.* (2021).
- 13 Hickman *et al.* (2021).
- 14 Funke, Schularick et Trebesch (2016) ; Guiso *et al.* (2019) ; Gyöngyösi et Verner (2022) ; Mian, Sufi et Trebbi (2014).
- 15 Funke, Schularick et Trebesch (2023).
- 16 Cerra, Fatás et Saxena (2023).
- 17 Aiyar *et al.* (2023).
- 18 Aiyar *et al.* (2023) ; Xing, Gentile et Dollar (2021).
- 19 Ganapati et Wong (2023).
- 20 Chen, Mrkaic et Nabar (2019) ; Lane et Milesi-Ferretti (2018).
- 21 Holland et Pazarbasioglu (2024).
- 22 OMC (2023).
- 23 Données en 2023, Union internationale des télécommunications (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>). Consulté le 16 novembre 2023).
- 24 OIM (2022).
- 25 PNUD (2009).
- 26 Koczan *et al.* (2021).
- 27 Engler *et al.* (2020).
- 28 Stiglitz (1998).
- 29 Voir Alcalá et Ciccone (2004) ; Bartley Johns *et al.* (2015) ; Frankel et Romer (2017) ; et FMI (2001). Voir Birdsall *et al.* (1993) pour des réflexions sur le miracle de l'Asie de l'Est. Le commerce a également eu des effets différents selon les groupes de population (Engel *et al.* 2021).

- 30 White *et al.* (2023).
- 31 Walter (2021).
- 32 Alstadsæter *et al.* (2023).
- 33 Minéraux, énergie, cultures essentielles, électronique, produits pharmaceutiques, métaux de base, produits chimiques, services financiers, services professionnels et propriété intellectuelle (Seong *et al.*, 2022).
- 34 Les contributions à la conceptualisation des biens publics mondiaux ont pris de l'ampleur au tournant du XX^e siècle (Kanbur, Sandler et Morrison (1999) ; Kaul, Grunberg et Stern (1999) ; Sandler, 1997). Une première vague de l'intérêt accordé par les pouvoirs publics aux biens publics mondiaux transparaît dans Kaul et Conceição (2006), Kaul *et al.* (2003) et Zedillo *et al.* (2006). Pour un examen récent de l'importance croissante des biens publics mondiaux dans le monde d'aujourd'hui, voir Buchholz et Sandler (2021).
- 35 Boese *et al.* (2022) ; Card *et al.* (2022) ; Iyengar, Sood et Lelkes (2012) ; McCoy et Somer (2019) ; Wagner (2021).
- 36 Levin, Milner et Perrings (2021).
- 37 Voir Van Bavel *et al.* (à paraître) pour les coûts de la polarisation d'une pandémie.
- 38 Schimmelpenninck *et al.* (2022).
- 39 Comme avancé dans Bednar (2021).
- 40 Bednar (2021).
- 41 Hobolt, Leeper et Tilley (2021).
- 42 Henkel *et al.* (2023).
- 43 De Vries, Hobolt et Walter (2021).
- 44 Bearce et Jolliff Scott (2019).
- 45 Deitelhoff (2020) ; Dellmuth et Tallberg (2015) ; Nye Jr (2001) ; Schneider (2018).
- 46 Voir Conceição et Mendoza (2006) et le chapitre 3 du Rapport complet.
- 47 Sparkman, Geiger et Weber (2022).
- 48 Graeber, Roth et Zimmerman (2023).
- 49 La notion de capacité d'agir liée à des résultats collectifs est appelée « capacité d'agir collective ». Voir, par exemple, Ibrahim (2006) ; Leßmann (2022) ; Pelenc, Bazile et Ceruti (2015) ; Rauschmayer *et al.* (2018).
- 50 Voir aussi Prados de la Escosura (2022).
- 51 O'Madagain et Tomasello (2022) ; Tomasello (2022).
- 52 PNUD (2023a).
- 53 PNUD (2023a).
- 54 PNUD (2023a).
- 55 ONU (2023).

56 Par exemple, la Commission Stiglitz sur les réformes du système monétaire et financier international (mise en place en 2008, au milieu de la crise financière mondiale de 2007-2008) a suggéré la création d'un conseil mondial de coordination économique (Commission Stiglitz, 2009).

57 Par l'intermédiaire des 171 membres du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. En 2022, des renseignements sur près de 12 000 milliards d'euros d'actifs ont été automatiquement échangés. Voir OCDE (2024).

58 Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2023).

59 Alstadsæter *et al.* (2023).

60 Sen (1999), p. 18.

Indices de développement humain

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)	Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle			IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)	
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Valeur	Groupe	Valeur	Classement	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH (%)
												2022
Développement humain très élevé												
1 Suisse	0,967	0,891	7,9	0,971	2	0,018	3	..	..	..	0,826	14,6
2 Norvège	0,966	0,903	6,5	0,986	1	0,012	2	..	..	..	0,808	16,4
3 Islande	0,959	0,910	5,1	0,975	1	0,039	9	..	..	..	0,806	16,0
4 Hong Kong, Chine (RAS)	0,956	0,840	12,1	0,972	2	..	..	..	..	..	..	..
5 Danemark	0,952	0,898	5,7	0,981	1	0,009	1	..	..	..	0,839	11,9
5 Suède	0,952	0,878	7,8	0,983	1	0,023	4	..	..	..	0,839	11,9
7 Allemagne	0,950	0,881	7,3	0,966	2	0,071	19	..	..	..	0,833	12,3
7 Irlande	0,950	0,886	6,7	0,991	1	0,072	20	..	..	..	0,814	14,3
9 Singapour	0,949	0,825	13,1	0,991	1	0,036	8	..	..	..	0,745	21,5
10 Australie	0,946	0,860	9,1	0,978	1	0,063	17	..	..	..	0,763	19,3
10 Pays-Bas	0,946	0,885	6,4	0,960	2	0,025	5	..	..	..	0,796	15,9
12 Belgique	0,942	0,878	6,8	0,975	1	0,044	11	..	..	..	0,803	14,8
12 Finlande	0,942	0,886	5,9	0,989	1	0,032	6	..	..	..	0,787	16,5
12 Liechtenstein	0,942	..	..	0,949	3	..	..	..	..	..	..	..
15 Royaume-Uni	0,940	0,865	8,0	0,976	1	0,094	28	..	..	..	0,846	10,0
16 Nouvelle-Zélande	0,939	0,856	8,8	0,970	2	0,082	23	..	..	..	0,814	13,3
17 Émirats arabes unis	0,937	0,859	8,3	0,986	1	0,035	7	..	..	..	0,688	26,6
18 Canada	0,935	0,864	7,6	0,988	1	0,069	18	..	..	..	0,726	22,4
19 Corée (République de)	0,929	0,841	9,5	0,948	3	0,062	16	..	..	..	0,775	16,6
20 Luxembourg	0,927	0,839	9,5	0,993	1	0,043	10	..	..	..	0,685	26,1
20 États-Unis	0,927	0,823	11,2	1,005	1	0,180	44	..	..	..	0,740	20,2
22 Autriche	0,926	0,859	7,2	0,972	2	0,048	12	..	..	..	0,789	14,8
22 Slovénie	0,926	0,882	4,8	0,999	1	0,049	13	..	..	..	0,832	10,2
24 Japon	0,920	0,844	8,3	0,968	2	0,078	22	..	..	..	0,809	12,1
25 Israël	0,915	0,808	11,7	0,991	1	0,092	26	..	..	..	0,780	14,8
25 Malte	0,915	0,837	8,5	0,980	1	0,117	35	..	..	..	0,806	11,9
27 Espagne	0,911	0,796	12,6	0,988	1	0,059	15	..	..	..	0,839	7,9
28 France	0,910	0,820	9,9	0,986	1	0,084	24	..	..	..	0,823	9,6
29 Chypre	0,907	0,827	8,8	0,977	1	0,253	62	..	..	..	0,803	11,5
30 Italie	0,906	0,802	11,5	0,969	2	0,057	14	..	..	..	0,825	8,9
31 Estonie	0,899	0,835	7,1	1,022	1	0,093	27	..	..	..	0,766	14,8
32 Tchéquie	0,895	0,848	5,3	0,988	1	0,113	32	..	..	..	0,782	12,6
33 Grèce	0,893	0,801	10,3	0,969	2	0,120	37	..	..	..	0,809	9,4
34 Bahreïn	0,888	..	..	0,937	3	0,181	45	..	..	..	0,673	24,2
35 Andorre	0,884	0,810	8,4	..	..	..	..	..	..	..	..	..
36 Pologne	0,881	0,797	9,5	1,009	1	0,105	31	..	..	..	0,780	11,5
37 Lettonie	0,879	0,802	8,8	1,022	1	0,142	39	..	..	..	0,782	11,0
37 Lituanie	0,879	0,795	9,6	1,028	2	0,098	30	..	..	..	0,748	14,9
39 Croatie	0,878	0,817	6,9	0,993	1	0,087	25	..	..	..	0,807	8,1
40 Qatar	0,875	..	..	1,027	2	0,212	54	..	..	..	0,450	48,6
40 Arabie saoudite	0,875	..	..	0,928	3	0,229	55	..	..	..	0,690	21,1
42 Portugal	0,874	0,774	11,4	0,998	1	0,076	21	..	..	..	0,807	7,7
43 Saint-Marin	0,867	..	..	0,966	2	..	..	..	..	..	..	..
44 Chili	0,860	0,704	18,1	0,973	2	0,190	49	..	..	..	0,786	8,6
45 Slovaquie	0,855	0,808	5,5	1,002	1	0,184	46	..	..	..	0,776	9,2
45 Türkiye	0,855	0,717	16,1	0,941	3	0,259	63	..	..	..	0,783	8,4
47 Hongrie	0,851	0,800	6,0	0,989	1	0,230	56	..	..	..	0,769	9,6
48 Argentine	0,849	0,747	12,0	0,995	1	0,292	71	0,001	0,4	34,0	0,782	7,9
49 Koweït	0,847	..	..	1,014	1	0,199	51	..	..	..	0,580	31,5
50 Monténégro	0,844	0,756	10,4	0,978	1	0,114	33	0,005	1,2	39,6	..	..
51 Saint-Kitts-et-Nevis	0,838	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
52 Uruguay	0,830	0,720	13,3	1,020	1	0,240	60	..	..	..	0,784	5,5
53 Roumanie	0,827	0,739	10,6	0,981	1	0,230	56	..	..	..	0,759	8,2
54 Antigua-et-Barbuda	0,826	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
55 Brunéi Darussalam	0,823	0,727	11,7	0,983	1	0,279	68	..	..	..	0,576	30,0
56 Fédération de Russie	0,821	0,747	9,0	1,021	1	0,178	43	..	..	..	0,725	11,7
57 Bahamas	0,820	0,663	19,1	1,007	1	0,333	79	..	..	..	0,744	9,3
57 Panama	0,820	0,647	21,1	1,017	1	0,392	95	..	..	..	0,773	5,7
59 Oman	0,819	0,721	12,0	0,937	3	0,267	66	..	..	..	0,593	27,6
60 Géorgie	0,814	0,728	10,6	1,005	1	0,283	69	0,001	0,3	36,6	0,767	5,8
60 Trinité-et-Tobago	0,814	..	..	0,992	1	0,264	64	0,002	0,6	38,0	..	..
62 Barbade	0,809	0,617	23,7	1,030	2	0,289	70	0,009	2,5	34,2	..	..
63 Malaisie	0,807	0,692	14,3	0,973	2	0,202	52	..	..	..	0,704	12,8

Suite →

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)	Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle			IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)		
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Valeur	Groupe	Valeur	Classement	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH (%)
	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2011-2022	2011-2022	2011-2022	2022	2022
64 Costa Rica	0,806	0,656	18,6	0,995	1	0,232	58	0,002	0,5	37,1	0,763	5,3
65 Serbie	0,805	0,740	8,1	0,986	1	0,119	36	0,000	0,1	38,1	0,732	9,1
66 Thaïlande	0,803	0,681	15,2	1,011	1	0,310	74	0,002	0,6	36,7	0,750	6,6
67 Kazakhstan	0,802	0,734	8,5	0,998	1	0,177	42	0,002	0,5	35,6	0,688	14,2
67 Seychelles	0,802	0,715	10,8	1,064	3	..	..	0,003	0,9	34,2	..	..
69 Bélarus	0,801	0,750	6,4	1,003	1	0,096	29	..	..	..	..	..
Développement humain élevé												
70 Bulgarie	0,799	0,703	12,0	0,995	1	0,206	53	..	..	..	0,720	9,9
71 Palaos	0,797	0,633	20,6	1,007	1	..	..	..	..	..	..	..
72 Maurice	0,796	0,625	21,5	0,976	1	0,369	87	..	..	..	..	..
73 Grenade	0,793	..	..	0,976	1	..	..	..	..	..	..	..
74 Albanie	0,789	0,687	12,9	0,977	1	0,116	34	0,003	0,7	39,1	0,747	5,3
75 Chine	0,788	0,662	16,0	0,962	2	0,186	47	0,016	3,9	41,4	0,679	13,8
76 Arménie	0,786	0,721	8,3	1,026	2	0,198	50	0,001	0,2	36,2	0,752	4,3
77 Mexique	0,781	0,641	17,9	0,979	1	0,352	84	0,016	4,1	40,5	0,734	6,0
78 Iran (République islamique d')	0,780	0,584	25,1	0,880	5	0,484	121	..	..	..	0,715	8,3
78 Sri Lanka	0,780	0,630	19,2	0,947	3	0,376	90	0,011	2,9	38,3	0,762	2,3
80 Bosnie-Herzégovine	0,779	0,667	14,4	0,952	2	0,148	40	0,008	2,2	37,9	0,710	8,9
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,772	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82 République dominicaine	0,766	0,627	18,1	1,029	2	0,433	107	0,009	2,3	38,8	0,732	4,4
83 Équateur	0,765	0,630	17,6	0,990	1	0,371	89	0,008	2,1	38,0	0,733	4,2
83 Macédoine du Nord	0,765	0,679	11,2	0,950	2	0,134	38	0,001	0,4	38,2	0,715	6,5
85 Cuba	0,764	..	..	0,973	2	0,300	73	0,003	0,7	38,1	0,740	3,1
86 Moldova (République de)	0,763	0,698	8,5	1,033	2	0,156	41	0,004	0,9	37,4	0,731	4,2
87 Maldives	0,762	0,597	21,7	0,976	1	0,328	76	0,003	0,8	34,4	..	..
87 Pérou	0,762	0,607	20,3	0,952	2	0,360	85	0,026	6,6	38,9	0,733	3,8
89 Azerbaïdjan	0,760	0,707	7,0	0,961	2	0,329	77	..	..	..	0,719	5,4
89 Brésil	0,760	0,577	24,1	1,000	1	0,391	94	0,016	3,8	42,5	0,702	7,6
91 Colombie	0,758	0,568	25,1	0,998	1	0,392	95	0,020	4,8	40,6	0,725	4,4
92 Libye	0,746	..	..	0,988	1	0,266	65	0,007	2,0	37,1	0,661	11,4
93 Algérie	0,745	0,588	21,1	0,881	5	0,460	114	0,005	1,4	39,2	0,702	5,8
94 Turkménistan	0,744	..	..	..	..	..	..	0,001	0,2	34,0	0,662	11,0
95 Guyana	0,742	..	..	0,992	1	0,416	104	0,007	1,8	39,3	..	..
96 Mongolie	0,741	0,645	13,0	1,032	2	0,297	72	0,028	7,3	38,8	0,619	16,5
97 Dominique	0,740	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Tonga	0,739	0,654	11,5	0,996	1	0,462	115	0,003	0,9	38,1	..	..
99 Jordanie	0,736	0,615	16,4	0,863	5	0,449	111	0,002	0,4	35,4	0,706	4,1
100 Ukraine	0,734	0,676	7,9	1,021	1	0,188	48	0,001	0,2	34,4	0,685	6,7
101 Tunisie	0,732	0,574	21,6	0,928	3	0,237	59	0,003	0,8	36,5	0,701	4,2
102 Îles Marshall	0,731	0,620	15,2	0,945	3	..	..	..	..	..	..	..
102 Paraguay	0,731	0,582	20,4	0,994	1	0,429	106	0,019	4,5	41,9	0,684	6,4
104 Fidji	0,729	0,632	13,3	0,940	3	0,332	78	0,006	1,5	38,1	..	..
105 Égypte	0,728	0,561	22,9	0,884	5	0,389	93	0,020	5,2	37,6	0,695	4,5
106 Ouzbékistan	0,727	..	..	0,924	4	0,242	61	0,006	1,7	35,3	0,696	4,3
107 Viet Nam	0,726	0,607	16,4	1,007	1	0,378	91	0,008	1,9	40,3	0,681	6,2
108 Sainte-Lucie	0,725	0,539	25,7	1,013	1	0,347	82	0,007	1,9	37,5	..	..
109 Liban	0,723	..	..	0,928	3	0,365	86	..	..	..	0,680	5,9
110 Afrique du Sud	0,717	0,462	35,6	0,985	1	0,401	99	0,025	6,3	39,8	0,667	7,0
111 Palestine (État de)	0,716	0,587	18,0	0,880	5	..	..	0,002	0,6	35,0	0,695	2,9
112 Indonésie	0,713	0,588	17,5	0,940	3	0,439	109	0,014	3,6	38,7	0,685	3,9
113 Philippines	0,710	0,590	16,9	0,966	2	0,388	92	0,024	5,8	41,8	0,687	3,2
114 Botswana	0,708	0,488	31,1	0,998	1	0,483	120	0,073	17,2	42,2	0,677	4,4
115 Jamaïque	0,706	0,584	17,3	1,016	1	0,350	83	0,011	2,8	38,9	0,676	4,2
116 Samoa	0,702	0,602	14,2	0,968	2	0,406	101	0,025	6,3	39,1	..	..
117 Kirghizistan	0,701	0,634	9,6	0,975	1	0,345	81	0,001	0,4	36,3	0,683	2,6
118 Belize	0,700	..	..	0,982	1	0,454	113	0,017	4,3	39,8	0,668	4,6
Développement humain moyen												
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,699	0,600	14,2	1,002	1	0,521	134	..	..	..	0,664	5,0
120 Bolivie (État plurinational de)	0,698	0,560	19,8	0,965	2	0,418	105	0,038	9,1	41,7	0,662	5,2
120 Maroc	0,698	0,508	27,2	0,851	5	0,440	110	0,027	6,4	42,0	0,672	3,7
122 Nauru	0,696	..	..	1,037	2	..	..	..	..	..	..	..
123 Gabon	0,693	0,526	24,1	0,982	1	0,524	136	0,070	15,6	44,7	0,667	3,8
124 Suriname	0,690	..	..	0,987	1	0,405	100	0,011	2,9	39,4	..	..
125 Bhoutan	0,681	0,465	31,7	0,970	2	0,334	80	..	..	..	0,615	9,7
126 Tadjikistan	0,679	0,585	13,8	0,919	4	0,269	67	0,029	7,4	39,0	0,664	2,2
127 El Salvador	0,674	0,548	18,7	0,972	2	0,369	87	0,032	7,9	41,3	0,649	3,7
128 Iraq	0,673	0,519	22,9	0,786	5	0,562	143	0,033	8,6	37,9	0,643	4,5
129 Bangladesh	0,670	0,470	29,9	0,914	4	0,498	127	0,104	24,6	42,2	0,656	2,1
130 Nicaragua	0,669	0,507	24,2	0,949	3	0,397	97	0,074	16,5	45,3	0,642	4,0
131 Cabo Verde	0,661	0,471	28,7	0,981	1	0,325	75	..	..	..	..	..
132 Tuvalu	0,653	0,545	16,5	0,975	1	..	..	0,008	2,1	38,2	..	..

Suite –

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)			IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle			IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)	
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Valeur	Groupe	Valeur	Classement	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH (%)		
	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2011-2022	2011-2022	2011-2022	2022	2022		
133 Guinée équatoriale	0,650	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,624	4,0		
134 Inde	0,644	0,444	31,1	0,852	5	0,437	108	0,069	16,4	42,0	0,625	3,0		
135 Micronésie (États fédérés de)	0,634	..	..	0,950	2	..	..	..	..	..	..	..		
136 Guatemala	0,629	0,453	28,0	0,931	3	0,474	117	0,134	28,9	46,2	0,604	4,0		
137 Kiribati	0,628	0,528	15,9	0,849	5	..	..	0,080	19,8	40,5	..	..		
138 Honduras	0,624	0,480	23,1	0,974	2	0,413	102	0,051	12,0	42,7	0,606	2,9		
139 République démocratique populaire lao	0,620	0,466	24,8	0,919	4	0,467	116	0,108	23,1	47,0	0,580	6,5		
140 Vanuatu	0,614	..	..	0,936	3	..	..	..	..	..	..	..		
141 Sao Tomé-et-Principe	0,613	0,459	25,1	..	..	..	..	0,048	11,7	40,9	..	..		
142 Eswatini (Royaume d')	0,610	0,372	39,0	0,987	1	0,491	124	0,081	19,2	42,3	..	..		
142 Namibie	0,610	0,399	34,6	1,006	1	0,450	112	0,185	40,9	45,2	0,584	4,3		
144 Myanmar	0,608	0,475	21,9	0,941	3	0,479	119	0,176	38,3	45,9	0,596	2,0		
145 Ghana	0,602	0,378	37,2	0,933	3	0,512	130	0,111	24,6	45,1	0,586	2,7		
146 Kenya	0,601	0,438	27,1	0,948	3	0,533	139	0,171	37,5	45,6	0,590	1,8		
146 Népal	0,601	0,424	29,5	0,885	5	0,495	126	0,074	17,5	42,5	0,581	3,3		
148 Cambodge	0,600	0,438	27,0	0,926	3	0,486	122	0,070	16,6	42,3	0,572	4,7		
149 Congo	0,593	0,385	35,1	0,909	4	0,572	144	0,112	24,3	46,0	0,580	2,2		
150 Angola	0,591	0,344	41,8	0,905	4	0,520	133	0,282	51,1	55,3	0,581	1,7		
151 Cameroun	0,587	0,362	38,3	0,900	4	0,555	142	0,232	43,6	53,2	0,577	1,7		
152 Comores	0,586	0,334	43,0	0,914	4	..	..	0,181	37,3	48,5	..	..		
153 Zambie	0,569	0,344	39,5	0,930	3	0,526	137	0,232	47,9	48,4	0,561	1,4		
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,568	0,407	28,3	0,927	3	0,604	151	0,263	56,6	46,5	0,558	1,8		
155 Timor-Leste	0,566	0,407	28,1	0,904	4	0,415	103	0,222	48,3	45,9	..	..		
156 Îles Salomon	0,562	..	..	0,959	2	..	..	..	..	..	..	..		
157 République arabe syrienne	0,557	..	..	0,805	5	0,487	123	..	..	..	..	..		
158 Haïti	0,552	0,335	39,3	0,929	3	0,621	158	0,200	41,3	48,4	0,546	1,1		
159 Ouganda	0,550	0,377	31,5	0,899	5	0,527	138	0,281	57,2	49,2	0,543	1,3		
159 Zimbabwe	0,550	0,370	32,7	0,936	3	0,519	132	0,110	25,8	42,6	0,541	1,6		
Développement humain faible														
161 Nigéria	0,548	0,369	32,7	0,886	5	0,677	165	0,175	33,0	52,9	0,539	1,6		
161 Rwanda	0,548	0,377	31,2	0,921	4	0,400	98	0,231	48,8	47,3	0,541	1,3		
163 Togo	0,547	0,345	36,9	0,848	5	0,578	147	0,180	37,6	47,8	0,541	1,1		
164 Mauritanie	0,540	0,351	35,0	0,874	5	0,603	150	0,327	58,4	56,0	0,520	3,7		
164 Pakistan	0,540	0,360	33,3	0,834	5	0,522	135	0,198	38,3	51,7	0,528	2,2		
166 Côte d'Ivoire	0,534	0,318	40,4	0,861	5	0,612	156	0,236	46,1	51,2	..	..		
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,532	0,372	30,1	0,940	3	0,513	131	0,284	57,1	49,8	0,525	1,3		
168 Lesotho	0,521	0,332	36,3	0,999	1	0,552	141	0,084	19,6	43,0	..	..		
169 Sénégal	0,517	0,334	35,4	0,925	3	0,505	129	0,263	50,8	51,7	0,503	2,7		
170 Soudan	0,516	0,331	35,9	0,868	5	0,548	140	0,279	52,3	53,4	0,506	1,9		
171 Djibouti	0,515	0,341	33,8	0,844	5	..	..	..	..	..	0,493	4,3		
172 Malawi	0,508	0,359	29,3	0,926	3	0,579	148	0,231	49,9	46,3	0,501	1,4		
173 Bénin	0,504	0,309	38,7	0,848	5	0,649	160	0,368	66,8	55,0	0,494	2,0		
174 Gambie	0,495	0,311	37,2	0,940	3	0,585	149	0,198	41,7	47,5	0,489	1,2		
175 Érythrée	0,493	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0,487	1,2		
176 Éthiopie	0,492	0,324	34,1	0,922	4	0,494	125	0,367	68,7	53,3	0,485	1,4		
177 Libéria	0,487	0,310	36,3	0,860	5	0,656	161	0,259	52,3	49,6	0,482	1,0		
177 Madagascar	0,487	0,328	32,6	0,945	3	0,574	145	0,386	68,4	56,4	0,483	0,8		
179 Guinée-Bissau	0,483	0,310	35,8	0,862	5	0,631	159	0,341	64,4	52,9	..	..		
180 Congo (République démocratique du)	0,481	0,315	34,5	0,891	5	0,605	152	0,331	64,5	51,3	0,477	0,8		
181 Guinée	0,471	0,285	39,5	0,818	5	0,609	154	0,373	66,2	56,4	0,462	1,9		
182 Afghanistan	0,462	0,300	35,1	0,622	5	0,665	162	0,272	55,9	48,6	0,459	0,6		
183 Mozambique	0,461	0,270	41,4	0,929	3	0,477	118	0,372	61,9	60,0	0,456	1,1		
184 Sierra Leone	0,458	0,277	39,5	0,885	5	0,613	157	0,293	59,2	49,5	0,452	1,3		
185 Burkina Faso	0,438	0,261	40,4	0,881	5	0,577	146	..	..	..	0,433	1,1		
186 Yémen	0,424	0,285	32,8	0,456	5	0,820	166	0,245	48,5	50,6	0,420	0,9		
187 Burundi	0,420	0,273	35,0	0,926	3	0,499	128	0,409	75,1	54,4	0,417	0,7		
188 Mali	0,410	0,277	32,4	0,830	5	0,607	153	0,376	68,3	55,0	0,404	1,5		
189 Tchad	0,394	0,238	39,6	0,776	5	0,671	163	0,517	84,2	61,4	0,382	3,0		
189 Niger	0,394	0,262	33,5	0,826	5	0,609	154	0,601	91,0	66,1	0,389	1,3		
191 République centrafricaine	0,387	0,237	38,8	..	..	..	..	0,461	80,4	57,4	0,383	1,0		
192 Soudan du Sud	0,381	0,222	41,7	..	..	..	..	..	..	..	0,376	1,3		
193 Somalie	0,380	..	..	0,769	5	0,674	164	..	..	..	0,376	1,1		
Autres pays ou territoires														
.. Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
.. Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
Groupes de développement humain														
Développement humain très élevé	0,902	0,807	10,5	0,988	-	0,150	-	0,002	0,5	35,9	0,779	13,6		
Développement humain élevé	0,764	0,628	17,8	0,962	-	0,339	-	0,016	3,8	40,7	0,691	9,6		
Développement humain moyen	0,640	0,447	30,2	0,870	-	0,476	-	0,091	20,5	44,1	0,622	2,8		
Développement humain faible	0,517	0,341	34,0	0,868	-	0,579	-	0,274	51,6	53,2	0,509	1,5		

Suite -

	Indice de développement humain (IDH)										IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)	
	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)			Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		Indice de pauvreté multidimensionnelle			Différence par rapport à la valeur de l'IDH (%)	
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Valeur	Groupe	Valeur	Classement	Valeur	Taux (%)	Intensité des privations (%)		
Classement selon l'IDH	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2011-2022	2011-2022	2011-2022	2022	2022
Pays en développement	0,694	0,524	24,5	0,929	-	0,485	-	0,088	18,2	48,5	0,652	6,1
Régions												
États arabes	0,704	0,534	24,1	0,877	-	0,523	-	0,074	15,1	48,9	0,658	6,5
Asie de l'Est et Pacifique	0,766	0,640	16,4	0,962	-	0,340	-	0,022	5,1	42,4	0,683	10,8
Europe et Asie centrale	0,802	0,708	11,7	0,963	-	0,224	-	0,004	1,2	37,1	0,743	7,4
Amérique latine et Caraïbes	0,763	0,605	20,7	0,991	-	0,386	-	0,024	5,6	43,1	0,716	6,2
Asie du Sud	0,641	0,443	30,9	0,855	-	0,478	-	0,091	20,5	44,6	0,622	3,0
Afrique subsaharienne	0,549	0,363	33,9	0,915	-	0,565	-	0,262	49,5	52,9	0,539	1,8
Pays les moins avancés	0,542	0,363	33,0	0,890	-	0,556	-	0,268	51,7	52,0	0,533	1,7
Petits États insulaires en développement												
Organisation de coopération et de développement économiques	0,906	0,803	11,4	0,984	-	0,194	-	0,017	4,2	40,5	0,787	13,1
Monde	0,739	0,576	22,1	0,951	-	0,462	-	0,088	18,2	48,5	0,685	7,3

Définitions

Indice de développement humain (IDH) : indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la *Note technique n° 1* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

IDH ajusté aux inégalités (IDHI) : valeur de l'IDH ajustée pour tenir compte des inégalités dans les trois dimensions fondamentales du développement humain. Le calcul de l'IDHI est expliqué dans la *Note technique n° 2* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Perte globale : différence en pourcentage entre la valeur de l'IDHI et celle de l'IDH, calculée uniquement pour les pays concernant lesquels une valeur de l'IDHI est calculée.

Indice de développement de genre : rapport entre les valeurs de l'IDH des femmes et celles des hommes. Le calcul de l'indice de développement de genre est expliqué dans la *Note technique n° 3* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Groupes de l'indice de développement de genre : les pays sont répartis en cinq groupes, par écart absolu de la parité des genres dans les valeurs de l'IDH. Groupe 1 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est élevé (écart absolu inférieur à 2,5 %) ; groupe 2 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à élevé (écart absolu entre 2,5 et 5 %) ; groupe 3 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen (écart absolu entre 5 et 7,5 %) ; groupe 4 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à bas (écart absolu entre 7,5 et 10 %) ; groupe 5 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est bas (écart absolu supérieur à 10 %).

Indice d'inégalité de genre : indicateur composite des inégalités entre les femmes et les hommes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail. Le calcul de l'indice d'inégalité de genre est expliqué dans la *Note technique n° 4* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Pauvreté multidimensionnelle : proportion de la population souffrant de pauvreté multidimensionnelle, ajustée à l'intensité des privations. Tous les indicateurs n'étant pas disponibles pour tous les pays, il convient de faire preuve de prudence dans les comparaisons entre pays. Lorsqu'un indicateur fait défaut, les pondérations des indicateurs disponibles sont ajustées pour atteindre un total de 100 pour cent. Le calcul de l'indice d'inégalité de pauvreté multidimensionnelle est expliqué dans la *Note technique n° 5* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Taux de pauvreté multidimensionnelle : pourcentage de la population dont le score de privations est d'au moins 33,3 %. Il est exprimé en part de la population évaluée au cours de l'année de l'enquête, nombre de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle au cours de l'année de l'enquête et nombre projeté de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle en 2021.

Intensité des privations dans la pauvreté multidimensionnelle : score moyen de privations des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle.

IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP) : valeur de l'IDH ajustée en fonction des émissions de dioxyde de carbone et de l'empreinte matières par habitant pour rendre compte des pressions anthropiques excessives exercées sur la planète. Il devrait être considéré comme une incitation à un changement radical. Le calcul de l'IDHP est expliqué dans la *Note technique n° 6* à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Différence par rapport à la valeur de l'IDH : différence entre la valeur de l'IDHP et la valeur de l'IDH, exprimée en pourcentage.

Principales sources de données

Colonnes 1 et 4 : calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de la statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

Colonne 2 : données calculées comme la moyenne géométrique des valeurs de l'indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités, de l'indice d'éducation ajusté aux inégalités et de l'indice de revenu ajusté aux inégalités, en utilisant la méthodologie expliquée dans la *Note technique n° 2*, disponible à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf.

Colonne 3 : calculés à partir des données des colonnes 1 et 2.

Colonne 5 : calculés à partir des données de la colonne 4.

Colonne 6 : calculs du BRDH à partir de données de Barro et Lee (2018), Enquêtes démographiques et de santé de l'ICF, OIT (2023), UIP (2023), OCDE (2023), DAES (2022), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et OMS, UNICEF, FNUAP, Groupe de la Banque mondiale et DAES/Division de la population (2023).

Colonne 7 : données calculées à partir des données de la colonne 6.

Colonnes 8 à 10 : calculs du BRDH et de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) à partir de données relatives aux privations des ménages en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie de différentes années des Enquêtes démographiques et de santé de l'ICF et des Enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.

Colonne 11 : calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Programme des Nations Unies pour l'environnement (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de la statistique des Nations Unies et Banque mondiale (2023).

Colonne 12 : calculés à partir des données des colonnes 1 et 11.

Références

- Aiyar, S., Chen, J., Ebeke, C. H., Garcia-Saltos, R., Gudmundsson, T., Ilyina, A., Kangur, A., et al. (2023). « Geo-Economic Fragmentation and the Future of Multilateralism ». Note de discussion 2023/001. Fonds monétaire international, Washington.
- Albrecht, G. (2012). « Psychoterratic Conditions in a Scientific and Technological World ». Dans Kahn Jr, P. H., Hasbach, P. H. (éd.), *Ecopsychology: Science, Totems, and the Technological Species*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Alcalá, F., Ciccone, A. (2004). « Trade and Productivity », *The Quarterly Journal of Economics* n° 119(2), p. 613-646.
- Allen, D. (2023). *Justice by Means of Democracy*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Alstadsæter, A., Godar, S., Nicolaidis, P., Zucman, G. (2023). *Global Tax Evasion Report 2024*. Paris : Observatoire européen de la fiscalité.
- Andre, P., Boneva, T., Chopra, F., Falk, A. (2024). « Globally Representative Evidence on the Actual and Perceived Support for Climate Action ». *Nature Climate Change*.
- Banque mondiale. (2023). Base de données Indicateurs du développement dans le monde. Washington. <http://data.worldbank.org>. Consulté le 7 novembre 2023.
- Barrett, S. (2011). « Stop! The Polio Vaccination Cessation Game ». *The World Bank Economic Review* n° 24(3), p. 361-385.
- Barro, R. J., J.-W. Lee (2018). Dataset of Educational Attainment, révision de juin 2018. <http://www.barrolee.com>. Consulté le 9 août 2023.
- Bartley Johns, M., Brenton, P., Cali, M., Hoppe, M., Piermartini, R. (2015). *The Role of Trade in Ending Poverty*, Washington : Banque mondiale.
- Bearce, D. H., Jolliff Scott, B. J. (2019). « Popular Non-Support for International Organizations: How Extensive and What Does This Represent? ». *The Review of International Organizations* n° 14, p. 187-216.
- Bednar, J. (2021). « Polarization, Diversity, and Democratic Robustness ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* n° 118(50), e2113843118.
- Birdsall, M., Campos, J. E. L., Kim, C.-S., Corden, W. M., MacDonald, L., Pack, H., Page, J., et al. (1993). « The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy: Main Report », document de recherche sur les politiques de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington.
- Boese, V. A., Alizada, N., Lundstedt, M., Morrison, K., Natsika, N., Sato, Y., Tai, H., Lindberg, S. I. (2022). Democracy Report 2022. *Autocratization Changing Nature?*, Göteborg, Suède : Varieties of Democracy Institute, Université de Göteborg.
- Bollyky, T. J., Hulland, E. N., Barber, R. M., Collins, J. K., Kiernan, S., Moses, M., Pigott, D. M., et al. (2022b). « Pandemic Preparedness and Covid-19: An Exploratory Analysis of Infection and Fatality Rates, and Contextual Factors Associated with Preparedness in 177 Countries, from Jan 1, 2020, to Sept 30, 2021 ». *The Lancet* n° 399(10334), p. 1489-1512.
- Buchholz, W., Sandler, T. (2021). « Global Public Goods: A Survey ». *Journal of Economic Literature* n° 59(2), p. 488-545.
- Card, D., Chang, S., Becker, C., Mendelsohn, J., Voigt, R., Boustan, L., Abramitzky, R., Jurafsky, D. (2022). « Computational Analysis of 140 Years of US Political Speeches Reveals More Positive but Increasingly Polarized Framing of Immigration ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* n° 119(31), e2120510119.
- Carleton, T., Jina, A., Delgado, M., Greenstone, M., Houser, T., Hsiang, S., Hultgren, A., et al. (2022). « Valuing the Global Mortality Consequences of Climate Change Accounting for Adaptation Costs and Benefits ». *The Quarterly Journal of Economics* n° 137(4), p. 2037-2105.
- Cerra, V., Fatás, A., Saxena, S. C. (2023). « Hysteresis and Business Cycles ». *Journal of Economic Literature* n° 61(1), p. 181-225.
- Chen, M. W., Mrkaic, M. M., Nabar, M. M. S. (2019). « The Global Economic Recovery 10 Years after the 2008 Financial Crisis ». Document de travail n° 2019/083, Fonds monétaire international, Washington.
- CIS (Comité international de secours) (2023). « World Refugee Day: 110 Million People Displaced around the World: Get the Facts ». CIS, 13 juin.
- Clayton, S., Karaszia, B. T. (2020). « Development and Validation of a Measure of Climate Change Anxiety ». *Journal of Environmental Psychology* n° 69, 101434.
- Cohen, J. (2023). « Polio Eradication Effort Struggles with End Game ». *Science* n° 381(6664), p. 1271-1272.
- Commission Stiglitz (2009). « Rapport de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international ». Organisation des Nations Unies, New York.
- Conceição, P., Mendoza, R. U. (2006). « Identifying High-Return Investments ». Kaul, I., Conceição, P. (éd.), *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*, New York : Oxford University Press.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies). (2022). *World Population Prospects: The 2022 Revision*. New York. <https://population.un.org/wpp/>. Consulté le 1^{er} août 2023.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies). (2023). *World Economic Situation and Prospects 2023*. <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-2023/>. Consulté le 15 novembre 2023.
- Daly, M., Macchia, L. (2023). « Global Trends in Emotional Distress ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* n° 120(14), e2216207120.
- Deitelhoff, N. (2020). « What's in a Name? Contestation and Backlash against International Norms and Institutions ». *The British Journal of Politics and International Relations* n° 22(4), p. 715-727.
- Dellmuth, L. M., Tallberg, J. (2015). « The Social Legitimacy of International Organisations: Interest Representation, Institutional Performance, and Confidence Extrapolation in the United Nations ». *Review of International Studies* n° 41(3), p. 451-475.
- Demeritt, A., Hoff, K. (2023). « Using Behavioral Economics to Reduce Poverty and Oppression ». *Social Philosophy and Policy* n° 40(1), p. 185-209.
- De Vries, C. E., Hobolt, S. B., Walter, S. (2021). « Politicizing International Cooperation: The Mass Public, Political Entrepreneurs, and Political Opportunity Structures ». *International Organization* n° 75(2), p. 306-332.
- Division de la statistique des Nations Unies (2023). National Accounts Main Aggregates Database. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 15 novembre 2023.
- Druehl, L. C., Minssen, T., Price, W. N. (2021). « Collaboration in Times of Crisis: A Study on Covid-19 Vaccine R&D Partnerships ». *Vaccine* n° 39(42), p. 6291-6295.
- Engel, J., Kokas, D., Lopez-Acevedo, G., Maliszewska, M. (2021). *The Distributional Impacts of Trade: Empirical Innovations, Analytical Tools, and Policy Responses*. Washington : Banque mondiale.
- Engler, P., Honjo, K., MacDonald, M., Piazza, R., Sher, G. (2020). « The Macroeconomic Effects of Global Migration ». Dans *World Economic Outlook: The Great Lockdown*. Washington : Fonds monétaire international.
- Fernbach, P. M., Van Boven, L. (2022). « False Polarization: Cognitive Mechanisms and Potential Solutions ». *Current Opinion in Psychology* n° 43, p. 1-6.

FMI (Fonds monétaire international) (2001). « Global Trade Liberalization and the Developing Countries ». Washington : Fonds monétaire international.

FMI (Fonds monétaire international) (2023). Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, édition d'octobre 2023. Washington. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/October>. Consulté le 15 novembre 2023.

Frankel, J. A., Romer, D. (2017), « Does Trade Cause Growth? ». *Global Trade*. Milton Park, Royaume-Uni : Routledge.

Funke, M., Schularick, M., Trebesch, C. (2016). « Going to Extremes: Politics after Financial Crises, 1870–2014 ». *European Economic Review* n° 88, p. 227-260.

Funke, M., Schularick, M., Trebesch, C. (2023). « Populist Leaders and the Economy », *American Economic Review* n° 113(12), p. 3249-3288.

Gallup (2023). Base de données Gallup World Poll. Consulté le 7 septembre 2023.

Ganapati, S., Wong, W. F. (2023). « How Far Goods Travel: Global Transport and Supply Chains from 1965-2020 ». Document de travail n° 31167 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

Gleeson, D., Townsend, B., Tenni, B. F., Phillips, T. (2023). « Global Inequities in Access to Covid-19 Health Products and Technologies: A Political Economy Analysis ». *Health & Place*, 103051.

Graeber, T., Roth, C., Zimmermann, F. (2023). « Stories, Statistics, and Memory ». Document de travail n° 10107 de CESifo, Munich, Allemagne.

Guiso, L., Herrera, H., Morelli, M., Sonno, T. (2019). « Global Crises and Populism: The Role of Eurozone Institutions ». *Economic Policy* n° 34(97), p. 95-139.

Gur, T., Ayal, S., Halperin, E. (2021). « A Bright Side of Sadness: The Depolarizing Role of Sadness in Intergroup Conflicts ». *European Journal of Social Psychology* n° 51(1), p. 68-83.

Gyöngyösi, G., Verner, E. (2022). « Financial Crisis, Creditor-Debtor Conflict, and Populism ». *The Journal of Finance* n° 77(4), p. 2471-2523.

HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) (2023). Refugee Data Finder. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/>.

Henkel, L., Sprengel, P., Korn, L., Betsch, C., Böhm, R. (2023). « The Association between Vaccination Status Identification and Societal Polarization ». *Nature Human Behaviour* n° 7(2), p. 231-239.

Hickman, C., Marks, E., Pihkala, P., Clayton, S., Lewandowski, R. E., Mayall, E. E., Wray, B., Mellor, C., van Susteren, L. (2021). « Climate Anxiety in Children and Young People and Their Beliefs About Government Responses to Climate Change: A Global Survey ». *The Lancet Planetary Health* n° 5(12), e863-e873.

Hobolt, S. B., Leeper, T. J., Tilley, J. (2021). « Divided by the Vote: Affective Polarization in the Wake of the Brexit Referendum ». *British Journal of Political Science* n° 51(4), p. 1476-1493.

Holland, A., Pazarbasioglu, C. (2024). « How to Ease Rising External Debt-Service Pressures in Low-Income Countries ». <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2024/01/24/how-to-ease-rising-external-debt-service-pressures-in-low-income-countries>.

Ibrahim, S. S. (2006). « From Individual to Collective Capabilities: The Capability Approach as a Conceptual Framework for Self-Help ». *Journal of Human Development and Capabilities* n° 7(3), p. 397-416.

Inglehart, R., Haerpfer, C., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano, J., Lagos, M., et al. (2022). « World Values Survey ». Madrid : JD Systems Institute, et Vienne : Secrétariat de la World Values Survey Association.

Institut de statistique de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (2023). UIS Developer Portal, Bulk Data Download Service. <https://apiportal.uis.unesco.org/bdds>. Consulté le 19 septembre 2023.

Iyengar, S., Sood, G., Lelkes, Y. (2012). « Affect, Not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization ». *Public Opinion Quarterly* n° 76(3), p. 405-431.

Kanbur, S. R., Sandler, T., Morrison, K. M. (1999). *The Future of Development Assistance: Common Pools and International Public Goods*. Washington : Overseas Development Council.

Kaul, I., Conceição, P. (2006). *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. New York : Oxford University Press.

Kaul, I., Conceição, P., Le Goulven, K., Mendoza, R. U. (2003). *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*. Oxford University Press.

Kaul, I., Grunberg, I., Stern, M. (1999). *Global Public Goods*. New York : Oxford University Press.

Koczan, Z., Peri, G., Pinat, M., Rozhkov, D. (2021). « The Impact of International Migration on Inclusive Growth: A Review ». Document de travail 2021/088 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.

Kumar, A., Blum, J., Le, T. T., Havelange, N., Magini, D., Yoon, I.-K. (2022). « The mRNA Vaccine Development Landscape for Infectious Diseases ». *National Reviews Drug Discovery* n° 21(5), p. 333-334.

Kurlantzick, J. (2022). *The Revival of Military Rule in South and Southeast Asia: Dangers to the Region's Democratic Future*. Washington : Council on Foreign Relations.

Lane, P. R., Milesi-Ferretti, G. M. (2018). « The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis ». *Revue économique du FMI* n° 66, p. 189-222.

Lenton, T. M., Boulton, C. A., Scheffer, M. (2022). « Resilience of Countries to Covid-19 Correlated with Trust ». *Scientific Reports* n° 12(1), p. 75.

Levin, S. A., Milner, H. V., Perrings, C. (2021). « The Dynamics of Political Polarization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* n° 118(50), e2116950118.

Leßmann, O. (2022). « Collectivity and the Capability Approach: Survey and Discussion ». *Review of Social Economy* n° 80(4), p. 461-490.

McCoy, J., Somer, M. (2019). « Toward a Theory of Pernicious Polarization and How It Harms Democracies: Comparative Evidence and Possible Remedies ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* n° 681(1), p. 234-271.

Mian, A., Sufi, A., Trebbi, F. (2014). « Resolving Debt Overhang: Political Constraints in the Aftermath of Financial Crises ». *American Economic Journal: Macroeconomics* n° 6(2), p. 1-28.

Msemburi, W., Karlinsky, A., Knutson, V., Aleshin-Guendel, S., Chatterji, S., Wakefield, J. (2023). « The WHO Estimates of Excess Mortality Associated with the Covid-19 Pandemic ». *Nature* n° 613(7942), p. 130-137.

NASA (Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis) (2023). « NASA Announces Summer 2023 Hottest on Record ». Communiqué de presse, 14 septembre. <https://www.nasa.gov/press-release/nasa-announces-summer-2023-hottest-on-record>.

Neill, R., Neel, A. H., Cardona, C., Bishai, D., Gupta, S., Mohan, D., Jain, N., Basu, S., Closser, S. (2023). « Everyday Capabilities Were a Path to Resilience During Covid-19: Une étude de cas de cinq pays ». *Health Policy and Planning* n° 38(2), p. 192-204.

Nichols, M. (2021). « An Epidemic' of Coups, U.N. Chief Laments, Urging Security Council to Act ». *Reuters*, 26 octobre. <https://www.reuters.com/world/an-epidemic-coups-un-chief-laments-urging-security-council-act-2021-10-26/>. Consulté le 16 novembre 2023.

Nye Jr, J. S. (2001). « Globalization's Democratic Deficit: How to Make International Institutions More Accountable ». *Foreign Affairs* n° 80, 2.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2023). OECD.Stat. <https://stats.oecd.org>. Consulté le 20 septembre 2023.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2024). « Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ». OCDE, Paris.

OIM (Organisation internationale pour les migrations) (2022). *État de la migration dans le monde 2022*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.

OIT (Organisation internationale du Travail) (2023). Base de données ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/data/>. Consulté le 22 novembre 2023.

OMC (Organisation mondiale du commerce) (2023). *Global Trade Outlook and Statistics*. Genève : OMC.

OMS (Organisation mondiale de la Santé), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population), Groupe de la Banque mondiale et DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies)/Division de la population (2023). *Trends in Maternal Mortality 2000 to 2020: Estimates by WHO, UNICEF, UNFPA, World Bank Group and UNDESA/Population Division*. Genève : Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/publications/item/9789240068759>. Consulté le 1^{er} août 2023.

- ONU (Organisation des Nations unies) (2023).** « Valoriser ce qui compte : un cadre pour aller au-delà du produit intérieur brut ». Notre programme commun, note d'orientation n° 4. New York : Organisation des Nations unies.
- O'Madagain, C., Tomasello, M. (2022).** « Shared Intentionality, Reason-Giving and the Evolution of Human Culture ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* n° 377(1843), 20200320.
- Pelenc, J., Bazile, D., Ceruti, C. (2015).** « Collective Capability and Collective Agency for Sustainability: A Case Study ». *Ecological Economics* n° 118, p. 226-239.
- Persson, Å., Bennich, T. (2023).** *Rapport mondial sur le développement durable 2023*. New York : Organisation des Nations Unies.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2009).** *Rapport mondial sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : mobilité et développement humains*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2020).** *Rapport sur le développement humain 2020 – La prochaine frontière : le développement humain et l'Anthropocène*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2022a).** *Rapport sur le développement humain 2021/2022 – Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2022b).** *New Threats to Human Security in the Anthropocene: Demanding Greater Solidarity*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023a).** *2023 Gender Social Norms Index. Breaking Down Gender Biases: Shifting Social Norms Towards Gender Equality*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023b).** *Soldiers and Citizens: Military Coups and the Need for Democratic Renewal in Africa*. New York : PNUD.
- PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) (2023).** Base de données sur les flux de matériaux au niveau mondial de l'International Resource Panel. <https://www.resourcepanel.org/global-material-flows-database>. Consulté le 18 décembre 2023.
- Prados de la Escosura, L. (2022).** *Human Development and the Path to Freedom: 1870 to the Present*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Rauschmayer, F., Polzin, C., Mock, M., Omann, I. (2018).** « Examining Collective Action through the Capability Approach: The Example of Community Currencies ». *Journal of Human Development and Capabilities* n° 19(3), p. 345-364.
- Sandler, T. (1997).** *Global Challenges: An Approach to Environmental, Political, and Economic Problems*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Schimmelpfennig, R., Razek, L., Schnell, E., Muthukrishna, M. (2022).** « Paradox of Diversity in the Collective Brain ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* n° 377(1843), 20200316.
- Schneider, C. J. (2018).** « The Domestic Politics of International Cooperation ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2023).** « Note to Correspondents – on a United Nations Framework Convention on International Tax Cooperation ». 30 novembre. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/note-correspondents/2023-11-30/note-correspondents-%E2%80%93-united-nations-framework-convention-international-tax-cooperation>.
- Sen, A. (1999).** *Development as Freedom*. New York : Anchor Books.
- Sen, A. (2013).** « The Ends and Means of Sustainability ». *Journal of Human Development and Capabilities* n° 14(1), p. 6-20.
- Seong, J., White, O., Woetzel, J., Smit, S., Devesa, T., Birshan, M., Samandari, H. (2022).** « Global Flows: The Ties That Bind in an Interconnected World ». Document de discussion du McKinsey Global Institute (novembre).
- Sparkman, G., Geiger, N., Weber, E. U. (2022).** « Americans Experience a False Social Reality by Underestimating Popular Climate Policy Support by Nearly Half ». *Nature Communications* n° 13(1), p. 4779.
- Stanley, S. K., Hogg, T. L., Leviston, Z., Walker, I. (2021).** « From Anger to Action: Differential Impacts of Eco-Anxiety, Eco-Depression, and Eco-Anger on Climate Action and Wellbeing ». *The Journal of Climate Change and Health* n° 1, 100003.
- Stiglitz, J. (1998).** « Distinguished Lecture on Economics in Government: The Private Uses of Public Interests: Incentives and Institutions ». *Journal of Economic Perspectives* n° 12(2), p. 3-22.
- Tomasello, M. (2022).** *The Evolution of Agency*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- UIP (Union interparlementaire). (2023).** Base de données Parline. « Pourcentage de femmes dans les parlements nationaux », classement mensuel. <https://data.ipu.org/women-ranking>. Consulté le 1^{er} août 2023.
- UIT (Union internationale des télécommunications) (2022).** *Rapport mondial sur la connectivité 2022*. Genève : UIT.
- Vaidyanathan, G. (2024).** « A Giant Fund for Climate Disasters Will Soon Open. Who Should Be Paid First? ». *Nature*, 29 janvier. <https://www.nature.com/articles/d41586-024-00149-x>.
- Van Bavel, J. J., Pretus, C., Rathje, S., Pärnamets, P., Vlasceanu, M., Knowles, E. D. (à paraître).** « The Costs of Polarizing a Pandemic: Antecedents, Consequences, and Lessons ». *Perspectives on Psychological Science*, 17456916231190395.
- Vogt, S., Mohammed Zaid, N. A., El Fadil Ahmed, H., Fehr, E., Efferson, C. (2016).** « Changing Cultural Attitudes Towards Female Genital Cutting ». *Nature* n° 538(7626), p. 506-509.
- Wagner, M. (2021).** « Affective Polarization in Multiparty Systems ». *Electoral Studies* n° 69, 102199.
- Walter, S. (2021).** « The Backlash against Globalization ». *Annual Review of Political Science* n° 24, p. 421-442.
- Wang, H., Paulson, K. R., Pease, S. A., Watson, S., Comfort, H., Zheng, P., Aravkin, A. Y., et al. (2022).** « Estimating Excess Mortality Due to the Covid-19 Pandemic: A Systematic Analysis of Covid-19-Related Mortality, 2020–21 ». *The Lancet* n° 399(10334), p. 1513-1536.
- Watson, O. J., Barnsley, G., Toor, J., Hogan, A. B., Winskill, P., Ghani, A. C. (2022).** « Global Impact of the First Year of Covid-19 Vaccination: A Mathematical Modelling Study ». *The Lancet Infectious Diseases* n° 22(9), p. 1293-1302.
- White, J. (2023).** *In the Long Run: The Future as a Political Idea*. Londres : Profile Books.
- White, O., Woetzel, J., Smit, S., Seong, J., Devesa, T. (2023).** « The Complication of Concentration in Global Trade ». McKinsey Global Institute, 12 janvier.
- Wullenkord, M. C., Tröger, J., Hamann, K. R. S., Loy, L. S., Reese, G. (2021).** « Anxiety and Climate Change: A Validation of the Climate Anxiety Scale in a German-Speaking Quota Sample and an Investigation of Psychological Correlates ». *Climatic Change* n° 168(3), p. 20.
- Xing, Y., Gentile, E., Dollar, D. (2021).** *Global Value Chain Development Report 2021: Beyond Production*. Manille : Banque asiatique de développement, Beijing : Research Institute for Global Value Chains at the University of International Business and Economics, Genève : Organisation mondiale du commerce, Chiba, Japon : Institute of Developing Economies–Japan External Trade Organization, et Beijing : China Development Research Foundation.
- Zedillo, E., Thiam, T., Amoako, K., Andersson, G.-B., Bergsten, C. F., Dervis, K., El-Ashry, M. T., et al. (2006).** *Meeting Global Challenges: International Cooperation in the National Interest*. Rapport du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux.

LES PAYS DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LEUR CLASSEMENT, 2022

Afghanistan	182	Danemark	5	Lesotho	168	République arabe syrienne	157
Afrique du Sud	110	Djibouti	171	Lettonie	37	République centrafricaine	191
Albanie	74	Dominique	97	Liban	109	République démocratique populaire lao	139
Algérie	93	Égypte	105	Libéria	177	République dominicaine	82
Allemagne	7	El Salvador	127	Libye	92	Roumanie	53
Andorre	35	Émirats arabes unis	17	Liechtenstein	12	Royaume-Uni	15
Angola	150	Équateur	83	Lituanie	37	Rwanda	161
Antigua-et-Barbuda	54	Érythrée	175	Luxembourg	20	Sainte-Lucie	108
Arabie saoudite	40	Espagne	27	Macédoine du Nord	83	Saint-Kitts-et-Nevis	51
Argentine	48	Estonie	31	Madagascar	177	Saint-Marin	43
Arménie	76	Eswatini (Royaume d')	142	Malaisie	63	Saint-Vincent-et-les Grenadines	81
Australie	10	États-Unis	20	Malawi	172	Samoa	116
Autriche	22	Éthiopie	176	Maldives	87	Sao Tomé-et-Principe	141
Azerbaïdjan	89	Fédération de Russie	56	Mali	188	Sénégal	169
Bahamas	57	Fidji	104	Malte	25	Serbie	65
Bahreïn	34	Finlande	12	Maroc	120	Seychelles	67
Bangladesh	129	France	28	Maurice	72	Sierra Leone	184
Barbade	62	Gabon	123	Mauritanie	164	Singapour	9
Bélarus	69	Gambie	174	Mexique	77	Slovaquie	45
Belgique	12	Géorgie	60	Micronésie (États fédérés de)	135	Slovénie	22
Belize	118	Ghana	145	Moldova (République de)	86	Somalie	193
Bénin	173	Grèce	33	Monaco		Soudan du Sud	192
Bhoutan	125	Grenade	73	Mongolie	96	Soudan	170
Bolivie (État plurinational de)	120	Guatemala	136	Monténégro	50	Sri Lanka	78
Bosnie-Herzégovine	80	Guinée équatoriale	133	Mozambique	183	Suède	5
Botswana	114	Guinée	181	Myanmar	144	Suisse	1
Brésil	89	Guinée-Bissau	179	Namibie	142	Suriname	124
Brunéi Darussalam	55	Guyana	95	Nauru	122	Tadjikistan	126
Bulgarie	70	Haïti	158	Népal	146	Tanzanie (République-Unie de)	167
Burkina Faso	185	Honduras	138	Nicaragua	130	Tchad	189
Burundi	187	Hong Kong, Chine (RAS)	4	Niger	189	Tchéquie	32
Cabo Verde	131	Hongrie	47	Nigéria	161	Thaïlande	66
Cambodge	148	Îles Marshall	102	Norvège	2	Timor-Leste	155
Cameroun	151	Îles Salomon	156	Nouvelle-Zélande	16	Togo	163
Canada	18	Inde	134	Oman	59	Tonga	98
Chili	44	Indonésie	112	Ouganda	159	Trinité-et-Tobago	60
Chine	75	Iran (République islamique d')	78	Ouzbékistan	106	Tunisie	101
Chypre	29	Iraq	128	Pakistan	164	Türkiye	45
Colombie	91	Irlande	7	Palaos	71	Turkménistan	94
Comores	152	Islande	3	Palestine (État de)	111	Tuvalu	132
Congo (République démocratique du)	180	Israël	25	Panama	57	Ukraine	100
Congo	149	Italie	30	Papouasie-Nouvelle-Guinée	154	Uruguay	52
Corée (République de)	19	Jamaïque	115	Paraguay	102	Vanuatu	140
Corée (République populaire démocratique de)		Japon	24	Pays-Bas	10	Venezuela (République bolivarienne du)	119
Costa Rica	64	Jordanie	99	Pérou	87	Viet Nam	107
Côte d'Ivoire	166	Kazakhstan	67	Philippines	113	Yémen	186
Croatie	39	Kenya	146	Pologne	36	Zambie	153
Cuba	85	Kirghizistan	117	Portugal	42	Zimbabwe	159
		Kiribati	137	Qatar	40		
		Koweït	49				



Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
www.undp.org